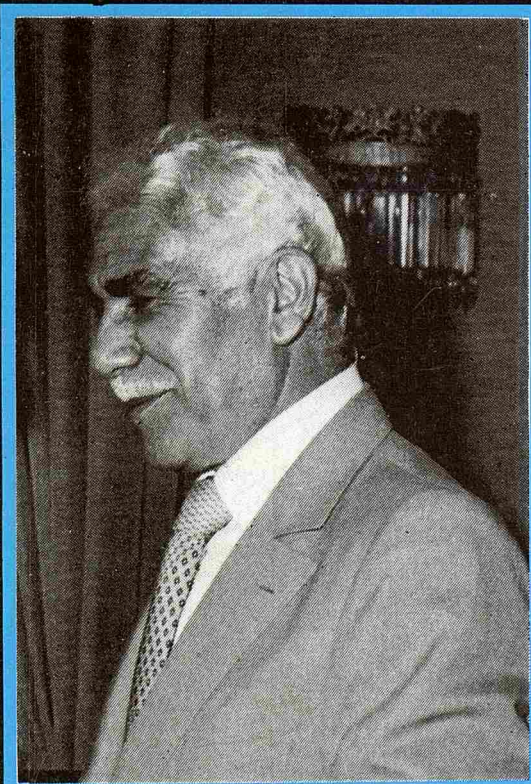


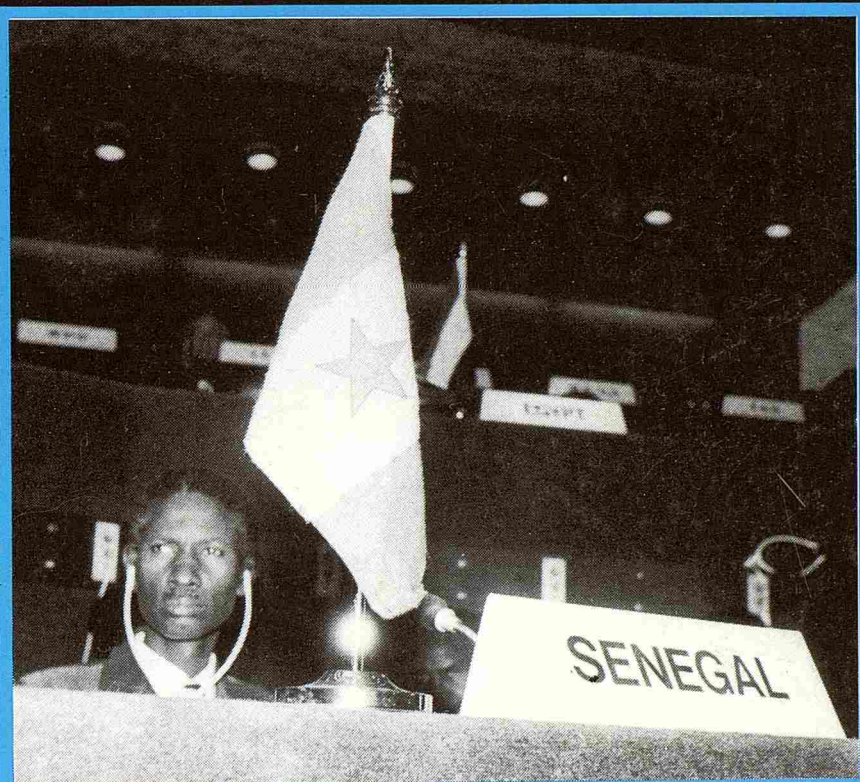
SAFRONTIÈRE

«QU'IL ME SOIT PERMIS DE DECOUVRIR ET DE VOULOIR L'HOMME,
OU QU'IL SE TROUVE.» FRANTZ FANON

● **PRESIDENTIELLES
AU SENEGAL :**
**les premières
élections libres
d'Afrique ?**



● **EXCLUSIF :**
**entretien avec
Mahtar M'bow
directeur
de l'UNESCO**



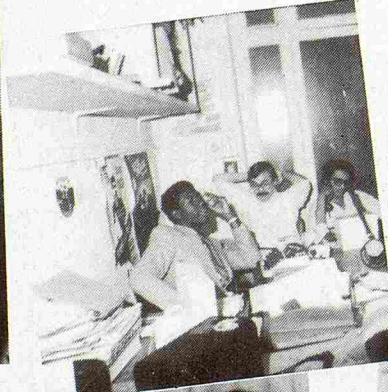
● **CHADLI-MITERRAND :**
la colère d'Alger

● **LE PEROU à la recherche
de son « sentier lumineux »**



L'équipe de S.F vous souhaite

bonne année
et
meilleurs vœux



SOCIAL

Kamel BELARBI
Marc WEITZMANN
Fabienne MESSICA
Leïla SEBBAR
Daniel LACERDA
Saïd BOUZIRI

INTER

Raphaël CONSTANT
Farid AICHOUNE
Macodou N'DIAYE
Edouardo OLIVARES
Fatima BELHADI
Aline N'GOALA

CULTUREL

Mohamed NEMMICHÉ
Julien WEISS
Anne VALET
Birham N'DIAYE
Mustapha AMMI
Nourredine BOUSFIHA

SPORT

Hocine DIDOU

PHOTOS

Amadou Gaye

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Mustapha MOHAMMEDI
Nidham ABDI
PACO
Driss MOURAD
Abdel BOUAKRA
Farid Moughlam
BRAHIM
Samira DOBALLAH
Françoise PLANCHAND
BOUZIANE

DIFFUSION, PUBLICITÉ

Amadou
AKA

Rédaction Paris : 33 bd
Saint Martin Paris.
Tél : 278 44 78
Siège social : 35 rue
Stephenson 75018 Paris.
Fondateur de l'Association
« Éditions Sans Frontière »
Louis Gallimardet.
Rédacteur en chef : Méjid
Daboussi « Ammar ».
Directeur de publication :
Khali Hammoud.
C.C.P. : 420900 F Paris.
Commission paritaire
n° 61715.
Diffusion N.M.P.P.
Pour tout courrier : 33 bd
Saint-Martin 3°.
Imprimerie E.T.C -
76 Yvetot.

SOMMAIRE

SOCIAL

■ LE VOTE DES IMMIGRÉS

«Ainsi sont les immigrés, ainsi sera leur vote !»
«Et si l'on votait ?»
«Elections en Belgique»

P.5-11

■ INITIATIVE DE L'ANNEE

«Le fast-food des métèques»

P.17

■ DOSSIER

«La langue portugaise à l'école»

P.18-20

INTERNATIONAL

■ SENEGAL

«Les premières élections libre d'Afrique ?»

P.25-27

■ PEROU

«A la recherche de son sentier lumineux»

P.30-32

■ ALGERIE

«Après la visite de Chadli...»

P.28

CULTURE

■ MUSIQUE

«Le festival Africain de Grenoble»

P.36-37

■ THEATRE

«Le théâtre BARKANNE en photos»

P.42-43

■ INTERVIEW

«Mahtar M'Bow, Directeur de l'UNESCO à Sans Frontière»

P.47-49

■ CONTE

«La République des Lumières»

P.59-51

AGENDA

«Cinéma, théâtre, musique et vie associative»
«Immigrature»

P.53-58

ABONNEMENT

Soutien à partir de 400 Francs

A l'ordre de «Sans Frontière» 33, bd Saint Martin 75003 Paris
CCP 420900F

Abonnement ☐ Réabonnement ☐ Chèque ☐ CCP ☐ Mandat ☐

Nom : /-

Prénom : /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /-

Adresse : /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /-

/- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /- /-

Code Postal : /- /- /- /- /- Ville : /- /- /- /- /- /- /- /- /- /-

A quelques semaines du 6 mars:

Faire le point!

Où en est-on à quelques semaines avant le premier tour de l'idée du vote des immigrés !

Faire le point est nécessaire à plus d'un titre, d'autant que la campagne électorale, en elle-même a commencé et que tous les yeux sont braqués sur la date du 6 mars.

Du côté «immigré», si l'on peut dire, il est clair que l'idée d'un vote a trouvé un large écho, un peu partout en France.

Le débat qui a suivi n'en est pas moins intéressant même s'il a été ici ou là accompagné d'une certaine confusion (voulue ou pas)...

L'idée de départ, si on peut appeler cela ainsi, est toute simple : Quoi faire le 6 mars prochain avant et pendant la campagne ?

Il a semblé utile à certains de proposer l'organisation d'un vote parallèle et symbolique le jour de ces élections.

L'idée a germé dans les locaux de Sans Frontière, mais n'est pas une idée de Sans Frontière. Nous avons essayé de la populariser, d'être un lieu de débats sur cette question et d'aider mais en tant qu'individus à la réalisation éventuelle de ce vote parallèle.

Puis l'idée a fait son chemin... Deux Assemblées Générales ont été convoqués sur Paris et la région parisienne. Les débats furent houleux mais très intéressants. Des commissions ont été mises sur pied.

Au total une cinquantaine d'heures de débats sur la question. Il est apparu clairement à l'issue de la deuxième Assemblée Générale tenue Dimanche 16 janvier qu'une minorité était hostile à ce vote parallèle. D'autres par contre estimaient qu'il fallait se mettre d'accord sur une

plate-forme avant d'envisager un accord sur une action commune qui peut être éventuellement un vote parallèle mais aussi un rassemblement ou tout autre initiative.

A cela une partie de l'Assemblée préférerait qu'on se mette d'accord sur l'initiative du vote parallèle et par voie de conséquence, la plate-forme se devant de mettre l'accent sur l'aspect «droits civiques des immigrés», en laissant chaque mouvement, chaque association, le soin de faire passer sa propre analyse, là où ils sont présents.

Mais si à Paris, l'idée s'enlise quelque peu, tel n'est pas le cas en Province. Il faudrait s'orienter vers des initiatives locales et aider à leur coordination ensuite. Car il semble bien qu'à Lyon, Grenoble, Marseille, une série de rencontres ont déjà eu lieu et que des initiatives diverses et intéressantes se préparent : cela va de la constitution de listes panachées (Français et Immigrés) à l'idée d'un vote parallèle...

A Toulouse une initiative concrète a pu être décidée. Sept organisations d'immigrés ont décidé de faire que le 6 mars, il y ait un vote pour la constitution d'un comité consultatif immigré avec le soutien du P.S. local.

Alors qu'à Chatenay Malabry par exemple où existait déjà une commission extra-municipale qui ne s'est plus réunie depuis deux ans, il y aurait peut-être des listes communes avec des écologistes... Un débat public est organisé pour le 1er février. Telle est la situation. Diverse, en raison même de la diversité des expériences et des situations. Inégale en raison de l'absence de mouvement ou d'organisation capable d'unifier, sur un objectif aussi clair et aussi limpide que la participation des immigrés à la vie locale.

La question immigrée est déjà posée par l'extrême droite qui a lancé une pétition contre le droit de vote des immigrés. Le Front National est déjà en guerre contre cette idée.

Mais il n'y a là rien que nous ne connaissions déjà. C'est dans la nature des choses.

Seuls le silence et l'absence d'initiatives pour le 6 mars serait anormal et incompréhensible.

Philippe LEBASQUE Tête de liste dans le 12^e Arrdt DIT NON au droit de vote des IMMIGRÉS

Le 12 novembre 1981, M. AUBAIN, le Secrétaire d'Etat chargé des immigrés demandait au Député socialiste de Dreux d'étudier les conditions permettant de «favoriser l'expression des communautés immigrées en France».
Ce rapport, remis à M. AUBAIN, est, page 27 :
«Cette participation à la vie associative locale peut déboucher à terme sur le droit de vote aux élections locales...»
Il fut rédigé en collaboration avec :
M. Albert LEVY, Secrétaire général de l'Organisation communautaire M.P.A.P.
M. Majid DABOULSI, Rédacteur en chef de la Revue «Sans Frontière» qui lance dans son éditorial de novembre intitulé «Le 6 mars prochain et si on votait...» un certain nombre d'affirmations et de propositions.

La proposition N° 80 de François Mitterrand demandait déjà en 1981 le «droit de vote aux élections municipales après cinq ans de présence sur le territoire français».
Même Jacques CHIRAC, en 1979, avait fait la même proposition.

Cette 1^{re} page de couverture de la Revue «Sans Frontière» est apparue sur les écrans de télévision pendant le Journal de TF1 à 20h, le samedi 4 décembre 1982, à l'occasion d'un reportage sur les immigrés.

Le vote des immigrés arrive!

Pour les Socialistes et leurs alliés, le droit de vote pour les Immigrés est un objectif à atteindre.
Signez cette pétition contre la colonisation de la France, contre le droit de vote des immigrés.

Faites-la signer à vos amis et renvoyez-la à :
FRONT NATIONAL
11, rue Bernoulli
75008 PARIS - Tél. 522 25 91

NOM	Prénom
Adresse	Signature
NOM	Prénom
Adresse	Signature
NOM	Prénom
Adresse	Signature
NOM	Prénom
Adresse	Signature

Reproduction du tract-pétition du Front National distribué à Paris contre le vote des immigrés.

Méjid Ammar

Vote parallèle

Ainsi sont les immigrés ! Ainsi sera leur vote!

Par Abdelmalek Sayad

Je voterai les 6 et 13 mars, comme voteront et comme j'appelle à voter ces jours-là tous ceux et toutes celles qui n'ont pas le droit de voter. Pourquoi ?

Faire voter des non-électeurs pour des candidats éligibles - et pourquoi pas - pour des candidats non éligibles et peut-être même non-électeurs, cela pourrait paraître une idée saugrenue.

Organiser avec toutes les apparences de la légalité, avec tout l'apparat qui est de circonstance, des élections qui n'en sont pas, cela pourrait paraître un énorme canular, voire une imposture.

En fait il n'y a là rien de saugrenu ou de canularesque parce qu'il s'agit d'immigrés et d'immigration, phénomènes et mode de pensée on ne peut plus paradoxaux (au sens le plus fort du mot). Aucune incongruité et aucun canular ne peuvent plus étonner, en ce sens qu'ils sont, l'expression la plus profonde de la réalité-même de l'immigration et des immigrés.

Ils peuvent être aussi les armes de ceux qui n'ont aucune arme (légal), et ne peuvent avoir aucune de ces armes que donne l'organisation politique du monde en ensembles qui distinguent d'un côté les « nationaux », sujets de droit, citoyens ayant le monopole du politique et du civique (la vie de la cité) et de l'autre côté des « non-nationaux » métèques, non sujets de droit et non citoyens, exclus du politique et du civique (bien qu'ils soient membres de la cité, mais membres « illégitimes » seulement « tolérés »). Ainsi sont les immigrés. Ainsi sont les enfants d'immigrés.

Présents en France (officiellement pour des raisons de travail) depuis des dizaines d'années et pour des décennies encore - jusqu'à la retraite dans un premier temps, et au-delà de la retraite jusqu'à la mort - vivants en France de leur travail avec femmes, enfants, avec « corps et biens » c'est-à-dire pas seulement avec leur passé collectif (d'avec lequel l'immigration les a faits rompre) ou leur présent (épousé dans l'immigration), mais avec leur avenir (engagé dans l'immigration) aussi incertain, aussi précaire et même aussi contesté qu'on le leur ait rendu.



Des mutations à venir ?

Appartenant à des communautés (d'émigrés) différentes selon leur origine, leurs histoires, l'histoire de leur immigration, et leurs traditions culturelles, mais, partageant tous la même communauté de conditions qui leur fait éprouver quotidiennement leur union et leur solidarité. Engagés de la sorte durablement (qu'ils le veulent ou non) et de plus en plus activement - c'est aussi une nécessité pratique - dans toutes les sphères de la vie de la nation (économique, démographique, sociale et culturelle) où ils ne sont pourtant que des « immigrés » qui ne peuvent être considérés et qui doivent eux-mêmes se considérer en « éternel transit », tous ces immigrés d'aujourd'hui, qui à tous les égards, par leur mode de présence en France, constituent par leur personne, en chair et en os, la dénegation la plus accomplie de la définition dans laquelle on veut les cantonner, ne peuvent continuer à supporter cette définition anachronique et à subir les effets politiques qu'elle impose. Exemple de ces effets :

- Entrer en France en qualité d'immigrés et séjourner dans l'immigration, mais cela du premier jour au dernier jour c'est-à-dire sa vie durant, sous le couvert d'une législation et d'une réglementation exceptionnelles, faites (en droit) pour des étrangers, en chacun desquels on peut toujours soupçonner un « espion ».

Etrangers en droit et étrangers jusqu'aux frontières françaises, les immigrés par leur mode de présence en France, par leur participation à la vie française même, aux marges de celle-ci, cessent d'être des étrangers une fois les frontières franchies n'étant pas et ne pouvant être pleinement des « étrangers » - c'est un luxe pour eux - n'ayant rien des « espions » mêmes potentiels, ils ne peuvent accepter d'être régis à perpétuité par une législation qui les assimile à ce qu'ils ne sont pas.

Deuxième effet : Travailler en France, vivre, engendrer, peiner et souffrir (que trop), se réjouir, connaître des bonheurs

(la vie, même celle des immigrés n'étant pas faite seulement de larmes) tout en étant dans l'exclusion politique. On n'est pas loin de ce que les juristes appellent « la nationalité de fait » ou « la nationalité sociologique » ni même de la nation telle que la définiraient par exemple Fustel de Coulanges ou Renan. Ils sont en marge de la population française (juridiquement parlant) mais partie de cette population et cela bien au-delà de leur importance numérique (le poids spécifique des immigrés dans la vie réelle du pays est bien plus grand que leur poids numérique).

C'est toute leur présence, tout leur être social qui sont assujettis à l'impératif de la neutralité politique et éthique. On sait que l'ordre de l'immigration est étroitement solidaire de l'ordre national. S'attaquer pour le transformer ne va pas sans incidence inévitable sur le second et cela ne fait qu'accroître la difficulté de la tâche : l'immigré étant en droit, un non-national, il est donc naturel (politiquement naturel) qu'il n'ait pas les attributs et les compétences politiques, privilèges des nationaux. Prétendre le contraire de cela - comme faire voter les immigrés qui ne sont pas des citoyens - c'est en l'état actuel des choses une véritable gageure, pire c'est une hérésie au regard de l'ordre national.

C'est de plus en plus fréquemment que la réalité de l'immigration en contredisant les impératifs de l'ordre national (celui de la société d'immigration, et aussi son corollaire celui de la société d'émigration identiques et objectivement complices) impose de pareilles conduites hérétiques. Les exemples ne cessent de se multiplier et de se diversifier. Ils se manifestent en tous les domaines, sous des formes symboliques mais aussi sous des formes plus violentes : manifestations, grèves de la faim, occupations d'espaces sociaux « emblématiques » ou tenus pour être représentatifs de la « territorialité », et du droit à l'enracinement territorial, refusés à ces « immigrés » qui n'ont émigré de nulle part ailleurs puisque nés et élevés en France. Faut-il passer nécessairement par la naturalisation pour avoir droit à une présence indiscutablement et fondamentalement légitime, pour avoir accès au politique, pour avoir droit à une reconnaissance politiquement consacrée et juridiquement garantie ?

EXCLUSION ET DISCRIMINATION

Tels ne sont pas toujours les vœux et la volonté des immigrés. Combien d'immigrés de fait (originaires des DOM-TOM, Français musulmans et leurs enfants, enfants d'immigrés ayant reçu ou ayant acquis la nationalité française, etc.) ne sont-il pas des

Français de droit ? A l'inverse combien de Français de fait (parce que nés, élevés ou scolarisés en France) ne continuent-ils pas à être des immigrés de droit (et aussi de fait) ?



Un geste gratuit qui prépare l'avenir...

Ce sont là toutes les contradictions de l'immigration aujourd'hui et cela ne fait qu'ajouter à son paradoxe. Nous savons, et si nous ne le savions pas à l'avance - le précédent de la colonisation se chargerait de nous le rappeler - que la naturalisation en elle-même ne résoud rien. La naturalisation est un aboutissement luxueux ; elle a ses conditions, non pas seulement du côté du partenaire qui accorde l'agrément à la naturalisation - qui peut se targuer d'être libéral en la matière -, mais aussi surtout de la part des immigrés qu'on inviterait à se naturaliser pour sortir de leurs ghettos (le ghetto politique en particulier) dans lequel les confine leur statut d'immigré.

Tous les immigrés ne sont pas « culturellement » en état d'indifférence ou de détachement à l'égard de leur nationalité d'origine et du même coup à l'égard de la nationalité française (nationalité de l'ancienne colonie dans plusieurs cas et par suite nationalité négative ou dominatrice et à tout le moins dominante) pour demander leur naturalisation, c'est-à-dire la substitution de la nationalité française, dans laquelle ils ont à vivre, à leur nationalité d'origine qu'ils n'ont pas ou peu l'occasion de mettre en pratique.

Il en sera ainsi tant que la naturalisation est épousée comme une négation, un reniement de soi et des siens.

C'est en tenant compte de toutes ces

considérations apparemment contradictoires, qu'on ne peut que souscrire à l'initiative du « vote des immigrés », une entreprise qui n'est qu'un simulacre mais qui n'a pas moins de force. Une entreprise qui constitue un véritable coup de force dans les habitudes électorales, dans l'ordre institutionnel. Elections de non-électeurs, élections sans valeur juridique, sans effet institutionnel, mais élections d'une très grande signification éthique et d'une très grande portée symbolique. Toute leur force est là. Elles réalisent sur le terrain de la politique, de l'action directe, une fissure creusée en faits et gestes dans l'ordre bâti sur une base nationale : que des immigrés s'interrogent, qu'ils se disent autour d'eux : « il y a des élections pour immigrés... Je ne suis pas français, je ne voterai pas » ou au contraire « même si je ne suis pas français, je voterai » est infiniment plus vrai, plus important et plus efficace que toutes les dissertations que peuvent commettre les spécialistes, les personnes autorisées (juristes, hommes politiques)

sur l'incompatibilité ou sur le droit de vote des immigrés et sur ses implications, sur le privilège politique (électoral) du national, sur l'anti-constitutionnalité de ce vote, sur la souveraineté intérieure de la nation etc.

UN GESTE GRATUIT ?

On ne peut qu'encourager l'initiative de « l'urne des immigrés », on ne peut qu'appeler instamment les immigrés à voter même si leur vote est tout à fait gratuit, car cela prélude à un ordre politique nouveau où le « résident » (qualité indépendante de la nationalité) se substituerait au citoyen, surtout quand le national, comme c'est le cas en France, est citoyen. La vie politique, la vie civique (et pas seulement la vie économique) d'un pays est faite de tous ses habitants, par tous ses résidents et non pas seulement par ses nationaux.

Mais qu'on ne se fasse pas d'illusion. L'exclusion politique n'est que la consécration de toutes les autres formes d'exclusion, de toutes les autres discriminations. Elle est à leur fondement, elle les justifie et les moralise et elle est leur aboutissement ultime.

L'exclusion politique peut-elle être levée sans que les autres aient disparu ou faut-il attendre - on ne sait quoi ni

comment - que règne l'égalité intégrale, en tous les domaines pour que disparaisse l'exclusion politique des résidents non-citoyens ?

Même si le droit de vote advenait aux immigrés - droit de vote nécessairement limité (élections locales) et arbitrairement fixé pour un nombre limité d'immigrés, par exemple selon l'ancienneté de résidence, la taille des communes, la proportion d'immigrés au sein de la population de la commune, les immigrés établis avec leur famille ou ayant des enfants français etc...); droit de vote purement formel ou dépouillé d'une manière ou d'une autre (droit d'élire sans être élu) de ses effets majeurs - suffit-il réellement pour les réhabiliter et les instituer dans la dignité (politique et civique) comme de vrais membres de la collectivité locale ou nationale ?

De ce point de vue, l'enseignement de la colonisation est là pour nous rappeler que dans la tradition française citoyenneté et nationalité constituent un bloc homogène, que la nationalité est aussi un fait de « l'ordre public » (la bigamie par exemple est incompatible avec la nationalité française. Elle est une violation de « l'ordre public », entendu au sens de « usages et moeurs » communs à la société nationale française) pour nous rappeler qu'il est toujours possible de faire des « non-français, des français qui ne sont pas tout à fait français comme les autres », c'est-à-dire de réinventer en France cette fois-ci, quelque nouvelle distinction entre un « premier collège » d'électeurs (les français d'origine avec un statut *maximi juris*) et un « second collège » d'électeurs (les non-français avec un statut *minimi-juris*).

Ce vote des immigrés ne manquerait pas de retentir sur « leurs » élus, ceux qu'ils ont contribué à élire, car le statut des mandatés est aussi fonction de la position sociale des mandants. Il y aurait ainsi les maires du « premier collège » vierges de toute voix d'immigrés et les maires du « second collège » compromis avec les voix d'immigrés qui les ont élus complémentirement ou majoritairement.

A moins que les compétences et les attributions des maires et des conseils municipaux, révisées en baisse, soient devenues telles qu'il n'y ait plus de risques, donc plus d'objections à ce que ces édiles et leurs assemblées soient élus par des immigrés.

Comme l'évolution politico-administrative ne va pas dans ce sens actuellement, c'est la raison pour laquelle entre de multiples autres raisons, nous ne croyons pas que le droit de vote, même réservé aux municipales soit pour demain en France..., ni qu'il ait réglé ailleurs, là où il est acquis quelques uns des problèmes particuliers des immigrés. Mais malgré cela, il faut voter et aller voter là où on offre aux immigrés de voter... □

Sept remarques sur le vote

Transfert de démocratie

LES DEVOIRS : Les immigrés vivent dans la Cité. Travailleurs et consommateurs, ils contribuent aux transformations sociales et économiques. Imposables sur le revenu et l'habitat, ils participent au financement et au fonctionnement de la collectivité.

LES PROMESSES : Avant le 10 mai, parmi les grandes promesses figurait l'attribution du droit de vote aux immigrés.

LES EXEMPLES : Les promesses peuvent d'autant plus se réaliser que d'autres pays avaient depuis longtemps donné l'exemple. La Belgique et certains pays scandinaves.

LES RESISTANCES : Les raisons invoquées contre le vote immigré rappellent étrangement les résistances à attribuer ce droit aux opprimés : les femmes, les « indigènes » colonisés...

LES DROITS : Exiger d'un individu ou d'une communauté d'accomplir ses devoirs et l'empêcher d'exercer ses droits, c'est les considérer comme des « mineurs » « irresponsables », c'est les infantiliser et les maintenir sous tutelle, dans un statut d'« assistés ».

LA COHERENCE : Les immigrés sont pour leur grande majorité des Pays du Sud. Or depuis le 10 mai et surtout

depuis Cancun, un autre dialogue et d'autres rapports semblent s'instaurer entre le Nord et le Sud. Une autre politique de l'immigration, le vote des immigrés ne sont-ils pas les éléments de base de ces nouveaux rapports ? Le transfert de technologie, l'aide au développement ne passent-ils pas par l'accès des immigrés à une véritable formation ? L'harmonisation de cette politique de changement et sa concrétisation ne passent-elles pas par cet élément essentiel ?

TRANSFERT DE DEMOCRATIE : Le respect des droits de l'homme fut la préoccupation des années 80. Il a été de tout temps la préoccupation de la gauche. Et qui dit droits de l'homme dit démocratie. Certains pays n'ont-ils pas vu leur intégration à la Communauté européenne soumise au critère démocratique ? Pourquoi en irait-il autrement pour les Pays du Sud ? La coopération devrait avoir pour base ce même critère démocratique. Instaurer la démocratie, n'est-ce pas commencer par la base ? Cette base en Occident, en France c'est l'immigration. Parallèlement au transfert de technologie que s'instaure un transfert de démocratie dont les agents seront les immigrés responsabilisés par l'exercice de leur vote. □

Slaheddine Dchicha



Après les prud'hommes, les municipales ?

SANS FRONTIERE/FEVRIER 83

Vote parallèle

Ils ont fait marche arrière Faisons un pas en avant

Nous voilà début 1983, une nouvelle année qui commence sans que profondément nos aspirations et nos revendications soient vraiment prises en considération.

Par Manuel Dias

Nous voilà à la veille des élections municipales en France. C'est la quatrième fois que j'assisterai à un débat sur l'avenir de la commune sans que réellement je puisse participer à part entière en tant que résident.

Depuis 1964, date de mon arrivée en France, quatre échéances municipales se sont déroulées et je suis maintenu à l'écart de la vie de la cité par laquelle je me sens très concerné, du fait que je suis, avec des millions de gens, immigré.

Nous avons rêvé, certains ont longtemps espéré, mais un jour nous nous sommes réveillés et nous avons découvert que nous avons été, une fois de plus, ignorés, marginalisés.

Cette fois, je pense que nous ne devons pas tolérer de nous laisser oublier.

Nous devons tout faire pour être présents à part entière et non devenir une fois de plus un enjeu politique pour les forces d'extrême-droite et de la droite.

L'immigration a été très souvent utilisée, tantôt par la gauche, tantôt par la droite, comme une marchandise que l'on s'échange et dont on se sert en fonction des enjeux et des aléas de la politique du moment.

Le Parti Socialiste et le Président de la République ont fait des promesses qui, si elles avaient été tenues, pourraient permettre une expression politique des communautés immigrées sur le plan de la commune.

Les forces de gauche ont fait une marche en arrière considérable dans ce domaine et dans bien d'autres. A nous les immigrés de faire un pas en avant vers la conquête des droits politiques et de notre participation à la vie de la cité.

Depuis 1974/75, l'immigration a considérablement changé. La grande masse des immigrés résidant en France est dans ce pays depuis 10, 15 ou 20 ans, sans oublier le nombre de plus en plus croissant de ceux qui sont nés ici.

Malgré cette réalité évidente et avouée par tous, l'immigration continue



Une réalité interculturelle.

dans les faits, dans les textes et dans la pratique administrative, à être considérée comme un phénomène rotatif et marginal, lié aux besoins d'une économie de marché.

Les communautés immigrées et les forces qui les soutiennent, continuent à se battre pour que les principales revendications soient prises en considération et suivies d'effet. Un débat national sur l'immigration est réclamé depuis plusieurs années déjà. Les élections municipales de 1983 devront être pour l'immigration une occasion de débats. Nous devons prendre nos affaires en main en nous donnant les moyens d'être présents dans cette campagne.

Lors des deux dernières élections qui se sont déroulées en France, l'immigration n'a pas été présente collectivement.

Lors des élections cantonales, l'immigration a été utilisée par les forces de droite et d'extrême-droite. Nous avons été présents d'une manière très négative, les forces de gauche n'ont pas su contre-attaquer.

Lors des élections prud'homales de décembre 1982, qui nous concernent profondément, nous avons servi comme

une masse d'électeurs pour pallier l'érosion de certaines centrales syndicales.

Les communautés immigrées sont une des composantes importantes de la société française, le mythe du retour s'évanouit, les différentes communautés modifient leurs projets qui progressivement vont plus vers une stabilisation en France.

Une partie des instances politiques françaises au pouvoir parle de plus en plus de l'insertion des communautés immigrées dans la société française.

Mais est-il possible et imaginable de vouloir développer une politique d'insertion de quatre millions d'immigrés en s'obstinant à les maintenir dans un statut de marginalisation et dans une situation de neutralité politique ?

La société française est de fait une société pluri-ethnique et interculturelle, mais il faut que cette réalité soit reconnue, assumée et prise en considération.

L'apport des communautés immigrées est un élément important pour l'avenir de la société française. Pour ce faire, il faut que les différentes richesses dont ils sont porteurs soient prises en considération, vécues et partagées par tous comme un enrichissement collectif pour la nouvelle société que nous devons ensemble bâtir.

La politique française a trop souvent consisté à neutraliser politiquement les communautés immigrées. Ces mécanismes ont conduit à une précarisation d'une partie de la classe ouvrière et à une certaine dépolitisation d'une grande partie des communautés. Cela ne peut pas continuer, la politique ne peut pas être l'affaire d'une caste.

Les élections municipales de mars 1983 devront être pour nous une étape historique et symbolique dans la poursuite du combat pour l'égalité des droits sociaux, culturels, économiques et politiques des communautés immigrées résidant en France.

Pour permettre à l'immigration d'être présente activement, passant d'une situation passive à une situation active, une initiative a été lancée par un collectif de militants immigrés.

Cette initiative est importante car elle a le mérite de permettre un débat, de se poursuivre dans les différentes communautés et dans le mouvement associatif français.

Je me sens solidaire de cette initiative qui doit être la plus large possible, laissant la place à toutes les formes d'expression possibles pour faire avancer le débat dans l'immigration.

Il me paraît important et nécessaire que ces actions se situent en dehors des jeux des forces politiques traditionnelles en France, qu'elles soient de gauche ou de droite.

L'importance de cette initiative est qu'elle puisse faire naître un espace d'expression et de débat politique dans lequel les différentes communautés immigrées et leurs associations puissent largement participer en associant également les militants et toutes les forces progressistes françaises solidaires de cette initiative.

Le temps qui nous est imparti est très limité. Si le collectif des militants immigrés a lancé cette initiative, c'est pour éviter qu'une fois de plus nous soyons absents du débat.

Pour que l'immigration soit présente positivement et pour qu'ensemble nous puissions faire émerger les vraies questions et combattre les calomnies infâmes de l'extrême-droite, il est important que toutes les forces progressistes immigrées et françaises s'associent à cette initiative pour que le 6 mars 1983, l'immigration marque une étape dans cette longue et difficile épreuve, vers l'égalité des droits et la reconnaissance de notre dignité et de notre identité.

La politique du pouvoir actuel semble aller vers une plus grande participation et l'insertion des communautés immigrées dans la société française.

Pour éviter d'être mis devant le fait accompli, donnons-nous les moyens d'être présents activement dans le débat sur la définition des grands axes de la politique de participation et d'insertion tant annoncée.

La campagne des municipales doit être une occasion de populariser nos revendications et de les faire avancer.

Un certain nombre d'autres initiatives ont été prises ici et là, essentiellement pour l'obtention de la carte unique non informatisée et valable 10 ans.

Ces différentes actions se complètent et convergent vers le même objectif qui est l'égalité des droits pour les immigrés.

Cette initiative symbolique et ponctuelle doit être un point de départ pour des actions plus à long terme que nous devons conduire dans les années à venir.

Devenons des acteurs et bâtisseurs de la nouvelle société. Ne restons pas des consommateurs de discours et de projets élaborés toujours par d'autres. □

M.D.

Chemins escarpés

Et si ça marche ?

L'idée d'organiser un vote parallèle des travailleurs immigrés est séduisante. Enfin une forme de lutte originale qui nous sort des sentiers battus, des traditionnelles « manifs » ou des meetings !

Et si ça marche, cela vaudra tous les discours sur la question : personne ne pourra rester indifférent sur un problème qui, chacun le sait, est loin de faire l'unanimité aussi bien du côté français que de celui des immigrés.

Ceci dit, pour que cette opération ait un impact et puisse servir de test, encore faut-il qu'elle ait des chances de réussir. La CIMADE en l'occurrence ne peut répondre que pour elle-même. Pour ce faire, nous avons consulté nos postes de Paris, de Marseille, Lyon, Strasbourg et Montbéliard. Le point de vue de nos camarades qui sont en prise directe avec les travailleurs et en lien avec le secteur associatif et militant est pour nous un premier test sur notre capacité d'engagement. En effet, l'enjeu du droit de vote est trop important pour qu'une association qui se veut responsable se contente d'un engagement formel.

En conséquence, après avoir mesuré les investissements nécessaires, tant du point de vue de la mobilisation que des financements, et compte-tenu de la proximité de l'échéance des élections, nous pensons que notre association ne pourrait sérieusement honorer un engagement d'une telle envergure. D'autant plus qu'il nous semble difficile de mettre « en veilleuse » l'ensemble des activités déjà engagées. C'est pour nous une question d'honnêteté vis à vis de nos partenaires.

Alors que faire ? Il est en effet impensable que la question du vote des immigrés ne soit pas posée d'une façon ou d'une autre à l'occasion des prochaines municipales.

Différentes initiatives pourraient être prises pour faire avancer ce problème. Le poste CIMADE de Lyon serait favorable à une opération de vote parallèle dans un ou deux lieux symboliques comme la Place du Pont (quartier Guillotière) et les « Minguettes » (Venissieux). L'engagement du Poste étant évidemment subordonné à une adhésion des immigrés.



Photo Amadou Gaye

Une société pluri-ethnique

Un autre type d'action, déjà réalisé dans le passé à l'occasion de consultations électorales et qui n'est pas sans intérêt, serait d'envoyer aux candidats aux municipales un questionnaire lié au vote des immigrés.

Enfin, il serait tout à fait concevable de commander un sondage d'opinion auprès des travailleurs immigrés. Pour ce faire, un collectif d'associations devrait être mis en place afin de préparer le questionnaire avec l'Institut choisi et afin de chercher le nécessaire financement à une telle initiative. La publication des résultats de ce sondage, bien orchestrée, en pleine campagne électorale, ne serait pas sans répercussions. Dans l'hypothèse où les résultats de ce sondage manifesteraient chez les immigrés un réel désir d'acquiescer le droit de vote, le Gouvernement devrait alors en tirer les conséquences pour concrétiser sa volonté d'insertion des populations étrangères. Quant à nos organisations, elles pourraient se sentir dynamisées et mises en demeure de créer les conditions pour parvenir à l'obtention de ce droit, conditions qui aujourd'hui ne sont pas encore acquises tant du côté des immigrés que du côté des français.

Enfin, la CIMADE tient à rappeler une conviction : le droit de vote ne peut avoir sa pleine signification que si le Droit de séjour est consolidé et déconnecté de son lien avec le travail. D'où l'importance que nous attachons à la nécessité de délivrer aux immigrés une carte d'identité de 10 ans renouvelable sans condition d'emploi. □

Pierre Gery

CIMADE (Département Immigration)

Bruxelles : campagne électorale xénophobe

Vote encore remis

Dix octobre dernier. Elections communales en Belgique. Bruxelles, une capitale à majorité francophone au sud d'une région d'expression flammande. Un Berlin linguistique en quelque sorte.

Ici, pas de mur apparent entre l'est et l'ouest, mais une séparation entre belges et « immigrés » manipulée par la majorité des partis politiques. L'extrême droite bien sûr la droite libérale à discours centriste, le parti social chrétien, un parti qui se prétend celui de tous, à l'exception des « étrangers », le parti socialiste dont les forces conservatrices sont plus hégémoniques encore qu'en Flandre et en Wallonie et qui est devenu un parti des travailleurs sans base ouvrière réelle puisqu'étrangère, un parti fédéraliste francophone enfin qui en raison de l'échec de son projet d'autonomie régionale laisse de plus en plus la bride sur le cou aux forces nationalistes les plus réactionnaires qui y manoeuvrent.

Le mur de Berlin de Bruxelles, ce fut aussi cette dernière campagne électorale xénophobe qui a marqué le centre ville et la première couronne de municipalités (on dit ici communes) qui l'entoure. La seconde couronne a été davantage préservée de cette campagne raciste. Il s'agit des beaux quartiers.

Cette campagne anti-immigré a tourné autour de quelques thèmes que l'on a retrouvés à des degrés divers dans les programmes et slogans de ces partis politiques. Premier thème : « les étrangers en trop ». Pour ces partis, les problèmes de Bruxelles seraient « liés à la présence importante, massive des étrangers ». Et l'on évoque alors un prétendu seuil de tolérance acceptable par la population bruxelloise. Les étrangers (entendez les immigrés et non les eurocrates comme on appelle ici les fonctionnaires du Marché Commun) seraient donc en sur-nombre. Il faudrait donc arriver à les limiter. Cibles ? Les clandestins ou sans-papier, les chômeurs de longue durée, les familles venues rejoindre le père, les jeunes « désœuvrés » dont la présence serait « excédentaire ».

Deuxième thème, directement lié au premier : la sécurité d'une grande ville



Au siège du MRAX une réunion des représentants des organisations de soutien qui ont constitué une commission juridique et qui sont décidés plus que jamais à poursuivre en justice les racistes.

menacée par la « délinquance étrangère » formée de « travailleurs légaux qui s'adaptent mal », « de clandestins qui obtiennent par des moyens illégaux ce qu'ils ne peuvent obtenir légalement par le travail » et ces « jeunes désœuvrés ». Dans une ville, siège de l'administration européenne, l'ennemi c'est le non-européen, marocain ou turc, en nombre la première et la troisième nationalités à Bruxelles.

Troisième thème : « l'immigré profite ». Mythe habituel qui affirme le profit par le chômage et les allocations familiales !

Qu'en concluent les politiciens locaux ? Renvoyer les clandestins, les chômeurs de longue durée, les délinquants. Arrêter le regroupement familial, contrôler les frontières, rétablir le visa avec le Maroc car pour la Turquie c'est chose faite à la demande d'ailleurs des généraux de la dictature.

En fait les thèmes de la campagne électorale à Bruxelles recouvrent en termes plus violents et plus explicitement démagogiques les options prises au niveau du pays lui-même. Ils nous conduisent donc à nous interroger sur la politique d'immigration en Belgique. La régression actuelle des acquis de l'immigration, parallèle à l'ensemble de la régression des acquis sociaux porte d'abord sur le frein au regroupement familial qui avait été jusqu'à ces dernières années un des axes

de la politique d'immigration en Belgique.

La Belgique freine le regroupement des familles. Après avoir interprété de façon stricte les dispositions existantes, les titres de séjour sont, en dehors de toute légalité, soit refusés, soit accordés pour de courtes durées. Quant aux permis de travail, un projet d'arrêté prévoit qu'en cas de regroupement familial, les permis ne seraient plus accordés qu'après cinq ans de séjour. Au niveau communal, certaines communes bruxelloises ont été jusqu'à prendre des mesures dans le cadre du regroupement familial (conjoint ou enfants), les transformant automatiquement donc en « clandestins ». Campagnes d'opposition, procès, grève de la faim, décisions cassées par les autorités de tutelle, rien n'a fait plier la plus répressive d'entre elles : Schaerbeek. La pression s'exerce contre ceux qu'on appelle la première génération, mais aussi contre les jeunes qui se marient « au pays ». Le niveau communal apparaît donc comme le fer de lance d'une politique plus restrictive encore.

L'enjeu national de ces élections communales, c'est aussi la sélection de la main d'oeuvre. Depuis les années de l'après guerre jusqu'en 1968, année du premier coup d'arrêt dans le recrutement de la main-d'oeuvre, la sélection s'est opérée sur la base de l'âge de la force de travail (il fallait être ni

trop jeune, ni trop âgé pour être productif, et sur sa bonne santé (contrôle médical), la période actuelle quant à elle a recours à de nouveaux critères de sélection et s'effectue à partir du pays « d'arrivée ». Ainsi s'expliquent les pressions des partis politiques pour obtenir une législation qui renverrait les chômeurs de longue durée ou les « encouragerait » à rentrer. Plus généralement, les atteintes au niveau de vie et l'accentuation des campagnes de type raciste vont dans le même sens puisqu'elles amènent les familles à se dire : « pour vivre en Belgique dans de telles conditions, autant vivre chez soi ».

Dernière forme de sélection, celle qui vise ceux qui sont nés en immigration ou qui y sont arrivés jeunes. C'est alors qu'on procède au partage entre « normaux » et « délinquants » entre « intégrés » et « non intégrés ». Le Ministre de la Justice officialise de son côté cette sélection par la double pénalisation. Le délit étant à la fois objet d'une peine de prison et d'une peine d'expulsion établie sur base de la matière du délit, de la durée de la peine et de l'appartenance ou non à la Communauté Economique Européenne.

Moins répressive que les législations antérieures, plus précise, plus démocratique, la loi de 1980 sur l'accès, le séjour et l'éloignement du territoire est remise en question. Si une législation antérieure prévoyait la limitation du nombre d'étrangers sur le territoire d'une commune (disposition qui n'avait jamais été appliquée), la loi de 1980 a explicitement rejeté cette mesure. Beaucoup voudraient non seulement y revenir, mais l'appliquer. C'est ce qu'ont, de leur propre initiative, commencé à faire certains bourgmestres en refusant les inscriptions de nouveaux « immigrés » pourtant « légaux » ou de chômeurs qui changeaient de domicile passant d'une commune à une autre.

Enfin, dernière mesure prise par le plus raciste d'entre eux : augmenter les taxes relatives à la délivrance de documents administratifs (permis de séjour ou de travail, cartes professionnelles pour commerçants qu'il s'agisse d'un premier document, d'un renouvellement ou d'un duplicata) cherchant à décourager les inscriptions. Ailleurs on a été jusqu'à fermer de façon temporaire un guichet communal réservé aux « étrangers » sous prétexte d'un manque d'hygiène...

Mais cette campagne électorale a fait reculer voire rejeter aux oubliettes le débat sur l'accès des « étrangers » au droit de vote et d'éligibilité. Depuis des années, associations démocratiques, syndicats, quelques organisations de l'immigration, voire certains partis politiques ou fractions à l'intérieur de ceux-ci s'étaient clairement prononcés en faveur de ces droits. Depuis 1976, une coordination appelée « Objectif 82 »

les avait regroupés. Mais les élections communales ont marqué l'échec de ce mouvement. La loi électorale n'a pas été modifiée. Le Conseil d'Etat a indiqué qu'il fallait une modification de la constitution et celle-ci n'a pas été révisée en ce sens. Pire, tous les partis énumérés au début de cet article ont mené campagne contre le droit de vote en général et particulièrement contre celui des travailleurs qui n'appartiennent pas à un pays membre de la C.E.E. « Objectif 82 » échoue faute d'avoir mené son action avant que ne s'aggrave la crise économique et politique qui traverse ce pays, faute d'avoir pu élargir son audience dans les syndicats, faute d'avoir prouvé sa capacité à rallier l'immigration elle-même à cet objectif.

Dernier enjeu national de ces élections communales, la cible principale que représentent les jeunes. L'image du jeune immigré assis entre deux chaises et presque forcément délinquant véhiculée par l'action sociale et culturelle quand ce n'est pas par le mouvement

immigré lui-même est largement reprise par les forces xénophobes pour désigner les responsables d'une tension qui s'accroît. Au-delà de cette atteinte, se pose toute la question de l'avenir d'une jeunesse dont certains voudraient se débarrasser - en partie au moins - pour « assainir » le marché du travail. Quant à elle, elle a de plus en plus conscience de la force numérique qu'elle représente sans avoir pu acquérir les moyens de conduire cette force potentielle.

Face à pareil contexte, les listes anti-racistes qui ont regroupé le plus souvent le parti communiste, les résidus de l'extrême-gauche soixante huitarde, quelques syndicalistes, quelques groupes de base et des fractions isolées du mouvement ouvrier chrétien ont lamentablement échoué. Aucune d'entre elles n'a obtenu un score au moins égal à celui du seul parti communiste aux élections communales de 1976. Du point de vue de l'immigration, tout s'est passé au-dessus d'elle et sans elle. Pro-immigrés et anti-immigrés ont cela en commun que l'immigration est un enjeu dans un débat politique dont elle est exclue. Objet des revendications « positives » des uns, objet des slogans « racistes » des autres, l'immigration joue tous les rôles sauf celui de partenaire. Exclue par le mode d'organisation, par les actions et le type de décision des « pro-immigrés », l'immigration n'est intervenue que de façon très marginale dans une campagne où elle se savait perdante. Sa résistance fut sa réserve, son silence et son mépris.

L'avenir ici semble bien difficile. La situation politique bruxelloise est bloquée en raison de l'affrontement francophone et néerlandophone. Dans ce vide politique, l'immigration, plus qu'ailleurs, devient une cible idéale d'expression de tensions, d'exaspérations et de frustrations multiples.

Du côté de l'immigration et de sa nouvelle génération, la situation est tout aussi bloquée. Attaquée par le gouvernement conservateur et les municipalités xénophobes, elle subit un blocage des associations « immigrées » qui ont prouvé leur incapacité à comprendre « les jeunes », à les préparer à intervenir dans l'action politique et culturelle. Une poignée de militants des organisations politiques contrôlent, sans information et sans perspective, les quelques lieux de consultations et structures d'information que l'immigration a pu péniblement arracher.

Quant à cette capitale relativement bourgeoise, elle sort à peine de ses rêves de grandeur et donne à son cauchemar actuel l'image d'une « deuxième génération » qui lui échappe et qu'elle n'arrive pas à contrôler. Cette ville malade de ses ambiguïtés culturelles se met à supporter de moins en moins les différences qu'affiche l'immigration. □

ANVERS :

RIPOSTE ANTI-RACISTE

Contre le droit de vote des immigrés, le V.M.O., groupement connu pour ses prises de position racistes a organisé une manifestation à Anvers.

La riposte des immigrés et des organisations de soutien a été bien sûr immédiate. Cependant, les forces de l'ordre dont un important détachement de gendarmerie ont pris à partie non pas les assaillants du V.M.O., mais les militants qui voulaient s'opposer à cette nouvelle agression : les combats de rue ont été extrêmement violents.

Le MRAX, la Ligue des Droits de l'Homme et d'autres organismes ont rassemblé le samedi suivant des milliers d'immigrés et de belges à Anvers en signe de protestation contre les agissements des racistes et contre l'autorisation de manifester qui leur a été délivrée par le bourgmestre-socialiste Mme Schroyen. Cette dernière a été d'ailleurs empêchée de paraître en tête de la contre-manifestation aux côtés des élus socialistes. Elle devait auparavant déclarer qu'elle avait autorisé le V.M.O. à défilé parce qu'elle avait été assurée du caractère « pacifique » de cette initiative. Elle avait également indiqué qu'elle n'avait pas fait appel elle-même à la gendarmerie et qu'une enquête avait été ouverte... le MRAX et les mouvements de soutien ont décidé de poursuivre en justice le V.M.O. □

Mustapha Ouazzani

Correspondance E.A. Mustapha

Lot quotidien

On en a trop parlé

Muet, seul, tu ne parles à personne dans la rue. Même la boulangère ne te parle pas. Pour te demander ce que tu veux, elle lève le menton haut rapidement.

Quand tu payes elle demande au suivant avec le sourire : Et pour vous ? Tu n'as pas le droit au merci ordinaire, routinier, habituel, commercial. Tu rentres chez toi déçu, fatigué, meurtri, diminué. Devant la télévision qui n'annonce que des catastrophes tu as encore plus mal et tu n'as pas le courage de l'éteindre, tu as peur de rester seul. Ces speakers mettent de la présence dans ta chambre. Ils te donnent l'impression qu'ils s'adressent à toi et ils te remercient de les regarder. Tu les aimes aussi bien les uns que les autres. Ils ne sont pas comme la boulangère qui te dit implicitement que tu manges le pain des français.

Dans l'escalier triste tu es toujours seul. Les vieilles te regardent avec méfiance, claquant les portes. Quand tu dis « Bonjour madame », à leur façon de te répondre tu te demandes si ce n'est pas déplacé ta politesse. Au café, bien souvent, tu attends plus que les autres pour être servi, et servi, parfois on te fait la réflexion. Le garçon toujours pressé, élégant de nature n'a de temps que pour encaisser pas pour t'écouter.

Tous ces petits détails sont ce qu'on appelle le racisme ordinaire c'est déjà

dit, on a compris. On en a marre de parler du racisme, mais ce racisme quotidien finit par te faire croire que tu es suspect (Wanted) tu refuses d'admettre tout cela parce que tu te connais quand même, tu ne fais de mal à personne si ce n'est que par le seul fait d'être là.



L'exclusion: une attente d'angoisse et d'espoir

C'est avec les petits détails qu'on fait une vie. Tu n'as pas le droit de dire que les gens que tu rencontres sont racistes, tu ne les connais pas. Tu continues d'espérer et tu veux même être sûr qu'il ne sont pas racistes. Croire à quelque chose dont on n'est pas sûr cela t'em-

poisonne la vie et tu finis par rejeter tout le monde. Attention, c'est une forme de racisme aussi.

Et au hasard : rencontres quelqu'un de compréhensif qui t'explique doucement certaines choses. Tu te dis qu'il y a des racistes et des non-racistes.

Un autre... il te regarde tendrement celui-là, il doit être un homo... Il ne faut pas en parler... Puis le gérant du café, il te serre la main celui-là, tiens cette année il est allé à Ouarzazate. Il n'a pas cessé d'en parler pendant un mois. Il t'a dit la dernière fois que tu lui rappelais quelqu'un qu'il avait vu dans le restaurant de l'hôtel de Marrakech : « Il était fort sympathique » dit-il « je lui ai envoyé une carte dès mon retour ». Tu continues de fréquenter ce café il est moins froid que l'escalier puis tu joues au loto et tu rêves de gagner un jour.

Quelques années après, une ride sur le front, la joue se creuse légèrement. Quelques cheveux blancs. Tu demandes un demi, tu allumes une cigarette. Tu as oublié le racisme, pourtant les portes claquent toujours dans l'escalier. Monsieur le gérant est sympathique dans son café... Tu remplis le loto et tu continues de rêver... Tu regardes les femmes dans la rue, mais tu es toujours seul dans ta chambre. Tu te crois intégré : ta nouvelle voisine de l'escalier t'a dit bonjour, tu n'as pas répondu avec un air enthousiaste, comme un voisin qui se respecte... Tu dois être raciste... C'est du racisme ordinaire, on en a trop parlé. □

Jemah M'Hamed

DROIT DE REPONSE

Nous publions ci-contre une mise au point de Mr Casamitjana directeur de la SONACOTRA.

L'article intitulé « la Sonacotra de nouveau sur la sellette » repose sur une information erronée : la « mise à la porte » de 90 employés.

Cette affirmation grave justifie, de ma part, la mise au point suivante :

1- Dans le cadre d'un projet de la Direction sur le devenir des cercles-bars déficitaires, 52 barmen (et non 90) ont reçu un questionnaire destiné à connaître leurs souhaits en matière d'éventuel reclassement au sein de la société. Il ne s'agit donc pas de licenciement, la lettre qu'ils ont reçue constituant un simple questionnaire qui a pu être mal interprété, il est vrai, compte tenu qu'il

a été envoyé en recommandé avec accusé de réception.

2- Cette démarche s'inscrit non pas dans une logique économique de réduction des coûts, mais dans la perspective d'une prise en charge par les immigrés eux-mêmes de la gestion de l'animation, donc des cercles-bars. Votre journal s'en était déjà fait l'écho lors d'une interview de ma part le 28 mai 1982.

3- En tout état de cause, le Comité d'Entreprise sera consulté dans les formes légales dès que les projets de la Direction seront arrêtés.

Je regrette vivement que, dans votre description de cette manifestation d'inquiétude à laquelle ce projet a pu conduire, faute peut-être d'une information suffisante, vous n'ayez pas pris de recul par rapport aux interprétations les plus abusives ; à ce titre, que vous ne soyez pas venus me demander mon point

de vue et que vous n'ayez tenu aucun compte des précisions téléphoniques que vous a données sur votre appel, le délégué à la communication de l'entreprise.

Ceci dit, la pensée est libre et vous êtes donc juge de votre opinion quant à mes qualités de gestionnaire. Cet article ne m'empêchera pas de prêter toujours un bon accueil aux journalistes de « Sans Frontière ».

Ramon Casamitjana

NDLR : L'intersyndicale SONACOTRA nous signale que le personnel a massivement réagi contre la politique de la nouvelle direction, par le biais de débrayages et de pétitions. A la suite de ces actions, la Direction a accepté de maintenir les postes, ou d'assurer le reclassement, ainsi que de payer la journée de grève du 7 décembre.

Radio interculturelle

Le nouveau Marseille c'est « Gazelle »

La deuxième radio-libre de Marseille est une radio inter-culturelle. A l'origine de ce succès, le dynamisme d'une équipe de cinquante jeunes, la fusion d'une dizaine de nationalités et le désert où vivaient « Les métèques » de Marseille.

Juillet 1981, une trentaine de jeunes venus de plusieurs villes du midi passent des vacances un peu particulières. Soutenus par le CLAP Provence-Côte d'Azur, ils avaient décidé de passer quinze jours ensemble. Au programme : débats et baignade, musique et chansons. On discute de tout : du racisme comme du retour du 19 mai, encore proche, et du droit d'association qui pointe le nez. Une idée fait son chemin : créer une radio libre.

Après moult discussions, le dernier trimestre 1981 verra se créer à Marseille l'ARA, Association Rencontre et Amitié, et en février 1982, Radio Gazelle commence à émettre. A partir d'un petit studio prêté par une équipe d'éducateurs, Dahmane El Harrachi, Idir et bien d'autres font leur irruption sur la bande FM marseillaise. C'est, mine de rien, une petite révolution pour la bonne ville de M. Gaston Deffere. Le succès est immédiat et il ne va pas se démentir dans les mois qui suivent : très vite on parle de Radio Gazelle comme de la deuxième radio libre de Marseille, juste après Forum 92, la radio lancée et appuyée par la puissante Mutuelle des Bouches-du-Rhône. Deux fêtes, organisées en mai et en octobre 1982, confirment le succès de la station et permettent à des jeunes groupes locaux de se produire devant un vaste public. La radio s'agrandit et emménage début 82 dans ses nouveaux studios, boulevard des Dames.

Les voisins de Radio Gazelle, artisans arméniens pour la plupart, sont au début, quelques peu méfiants vis-à-vis de « ces jeunes » ; l'émission hebdoma-



Radio Gazelle : répondre à la demande de toute communauté en marge.

daire arménienne de la station fait leur conquête. Cette ouverture à toutes les communautés de Marseille était d'ailleurs inscrite dans le projet de départ ; progressivement des émissions communautaires bilingues sont créées et on retrouve aujourd'hui pas moins de dix communautés représentées dans la programmation. Vietnamiens et portugais, kabyles et latino-américains, espagnols et antillais, arabophones et occitans se côtoient à Radio Gazelle créant un échange inhabituel et unique sur la FM marseillaise.

La programmation comporte par ailleurs de nombreuses autres émissions destinées aux femmes (« femmes d'ici et d'ailleurs » le mercredi), aux jeunes (« entrée gratuite » le samedi et « rock pop star » le dimanche) et des émissions destinées aux associations et aux croyants. Radio Gazelle avait réalisé une première en programmant une série de

deux mois où musulmans, juifs et chrétiens dialoguaient en direct. L'émission destinée aux détenus rencontre elle aussi un grand succès auprès des « résidents » de la prison des Baumettes et de leurs familles. Tout doucement, cette émission est devenue un véritable lien entre les prisonniers et leurs familles, ces dernières téléphonent alors que les détenus écrivent de nombreuses lettres. Superbes lettres, parfois écrites dans un français approximatif mais souvent accompagnées de dessins dédiés à l'équipe, où se mêlent confidences et angoisses, tendresse et colère. □

Driss El Yazami Khammar

Radio Gazelle, 89mgh. Tél. 91.66.60. Adresse : ARA BP/2129 Marseille 13205 Cédex 01.

Troisième fête de la radio le 5 février 1983 à la Maison de l'Etranger.

La propriété c'est le meurtre.

Fête d'hiver à Gonesse

A la suite du meurtre de Yazid par un commerçant du quartier, une manifestation était organisée le 24 décembre.

Vingt-quatre décembre au soir, à Gonesse. Tout autour de la place devant la gare, les magasins rivalisent de néons, de lumières, de vitrines enguirlandées. Face aux derniers étages des maisons basse qui bordent le « centre ville », les enluminures de Noël achèvent de donner à la rue son apparence de vitrine polissée.

Au centre de la place, regroupés, « les jeunes » sont près de deux cents, venus de « La Fauconnière » ou « des Carreaux », les cités de Gonesse et Villiers le Bel, manifester à l'appel du « Comité de soutien » à la famille de Yazid.

Yazid, ou Alain, au choix, mort à 23 ans de deux balles de 7,65 dans le dos, suite à un casse malheureux dont le produit devait lui payer sa dope. Frissons divers à Gonesse, devant ce cas « exemplaire », propre à rallumer tous les fantasmes des obsédés de la sécurité : jeune, immigré, délinquant et drogué. Rien ne manque à l'appel. Irrécupérable. Indéfendable.

Pourtant, ils sont plus de deux cents à former ce cortège qui s'ébranle, pour une marche silencieuse de protestation, à travers la banlieue. Devant, l'éducateur de service, les frères et sœurs de Yazid guident la marche. Très vite, au fur et à mesure que le cortège se rapproche du quartier de la Fauconnière, lieu du drame, le silence se fait. Les rues désertes de la cité prennent des apparences de guerre civile.

Mais combien, là-haut, derrière les hublots des « Hachélèmes » savent seulement ce qu'est cette marche ? « Pas de cris », a dit l'éducateur, « il s'agit d'éviter les provocations. » Marche « contre la violence ». « C'est pas possible », ronchonnent les manifestants. « Il faut un ou deux slogans. Sinon ça sert à quoi ? » Silhouettes anonymes penchées à leurs fenêtres ; foule sombre des manifestants. Face à face, mais visages invisibles. Muets. Muselés. Et de ce muselage, de cet anonymat, par



Protestation à Villiers le Bel.

fois, on meurt.

Le mercredi 15 décembre, aux environs de 17h30, Yazid suivi de son copain, pénètrent dans l'appartement, situé au 1er étage, de Mr Charles Bernard, buraliste, dont le débit de tabac se trouve juste en dessous. Une voisine vient l'avertir : « On est en train de vous cambrioler ». Le commissariat de police, « ilôt » du quartier, ne se trouve pas à plus de deux minutes à pied du magasin, de l'autre côté de la place marchande. Mais monsieur Bernard n'appelle pas la police.

Monsieur Bernard se saisit de son 7,65 - une arme, confiera sa femme « qu'il a depuis des années mais dont il ne s'est jamais servi » — et monte. Dans son appartement, Charles Bernard s'estimera assez menacé pour tirer 4 fois. Deux balles atteindront Yazid. La première, semble-t-il, alors que le jeune homme franchit la rambarde du balcon pour fuir ; la seconde, alors qu'en bas, il commence à courir. Yazid s'écroule dans le parc qui borde l'immeuble. Mais il n'est pas encore mort. Charles Bernard range alors son arme, referme la porte de son appartement, retourne à son magasin servir ses clients... Il est environ 18 heures. En face, l'enseigne du commissariat clignote. Dans le vide.

Il faudra une demi-heure pour qu'arrivent les secours, prévenus par

une voisine. Trop tard : Yazid mourra à son arrivée à l'hôpital. Charles Bernard, incarcéré, une pétition des commerçants du quartier circulera immédiatement pour exiger sa libération.

La seule commerçante de la place à n'avoir pas signé raconte : « Quelques commerçants qui se sont fait cambrioler sont les plus acharnés. On m'a même fait comprendre que je risquais de voir mes vitrines défoncées si je ne soutenais pas Charles Bernard ».

Le cortège débouche aux abords de la place marchande de La Fauconnière. En tête, les membres de la famille de Yazid qui, quelques jours plus tôt, ont reçu, d'un mystérieux « Comité d'Autodéfense d'Argenteuil » (inconnu à ce jour) une lettre les menaçant d'expédition punitive, suite à la contre pétition lancée par les jeunes.

Face à la place marchande, le groupe des manifestants réclame une minute de silence à l'endroit où Yazid est tombé. « Pas question », répond l'éducateur, toujours par crainte des provocations. Tous les commerçants de la place sont armés.

La minute de silence aura donc lieu là, dans une rue sombre, mal éclairée, face à la Place de la Fauconnière, resplendissant, dans la nuit, des lumières de Noël. □

Marc Weitzmann

SANS FRONTIERE/FEVRIER 83

LA SOEUR DE LA VICTIME REpond

Je vous fais parvenir la lettre d'injures et de menaces que nous avons reçu.

Je voudrais, si cela était possible que vous publiez ma lettre car je tiens à dire ce que je pense de ce « torchon ».

Je commencerais par souligner tout le mépris que peut m'inspirer la lettre anonyme. Il faut être bien lâche pour en arriver à une telle extrémité.

D'autre part, je tiens à préciser, qu'après avoir reçu une lettre de cette espèce, signée « un groupe de légitime défense qui est prêt à se déplacer », lettre qui démontre non seulement une grande bêtise, mais en plus, une extrême violence, je ne m'étonne plus qu'un individu tel que monsieur Bernard (membre lui aussi d'un pseudo groupe de légitime défense) puisse s'octroyer le droit d'assassiner de sang froid un jeune homme sans défense car en l'occurrence, et j'insiste sur ce fait, il s'agit bien d'un assassinat.

Enfin, je terminerais en invitant l'auteur de ce « joyau » à me contacter s'il le désire ; des « bicots » comme moi, pourraient bien lui donner des leçons de français, tant en ce qui concerne le style que l'orthographe qui laissent fortement à désirer.

En vous remerciant par avance, de l'attention que vous prendrez au contenu de cette lettre, je vous prie d'agréer, l'expression de mes sentiments dévoués.

M. Chaufi
Née Chougui
(Sœur de la victime)



Manifestation des jeunes de Gonesse

LA LETTRE DE MENACES

Pasquier Nadame

Jusqu'à regrettable que votre fils soit mort mais il en ai de votre faute. Il ne faut pas faire des gosses quand on est pas capable des les élever. Pas d'ami à Argenteuil un groupe de Français membre de légitime défense pas a défendre des gens qui ont en le courage de supprimer un individu qui terrorise et vol les français. Si les libérateurs de la faucannière étaient emmenés par nous au vos amis Rattans nous en aurions les conséquences. Pas rendrais coup pour coup et sauras pas a tirer avec car croyez bien que vous avez ennemi la France, mais que la

2^e guerre d'Algérie se passera purement en France. Car les français sont patient et ils ont encore des canules au cul -

Calmez vous bande de Ban a quen car nous en avons marre de vos Nobs français -

un groupe de légitime défense qui est prêt a se déplacer

LEGITIME DEMENCE

Samedi 27 novembre 1982, une centaine de membres de légitime défense se réunissent en congrès. Ces « honnêtes gens », ces « bons citoyens » ont le temps d'une journée pour délirer en chambre et donner libre cours à leur paranoïa galopante. Ces « Dupont la joie » s'arment jusqu'aux dents et créent une industrie de la peur, ils tirent sur tout ce qui leur apparait suspect, de préférence quand c'est basané, et ils se font acquitter assez souvent par les tribunaux. Ces adeptes de la violence la plus primaire mènent campagne contre les immigrés sur la place publique, assimilent jeunes immigrés et délinquants, arabes et criminels, et rares sont ceux qui dans ce pays s'élèvent contre cette folie meurtrière. La sécurité des biens et des citoyens est un trop bon créneau électoral par les temps qui courent.

A ce congrès, Georges Marchais a été chaleureusement félicité par M. Romeiro (président de Légitime Défense) à propos de ses déclarations après l'acquiescement de Lionel Legras (l'homme au transistor piégé) par les assises de Troyes ; la classe ouvrière y a reçu le brevet « d'honnêteté », et je n'ai entendu personne dire que c'est un scandale !

La fin d'année 1982 nous a amené sa moisson macabre des « drames de l'auto-défense » comme l'écrit la bonne presse.

- Le 28 septembre Ahmed Boutelja est froidement abattu de deux balles pour avoir essayé de régler à l'amiable une histoire de bagarre entre gosses. Cela se passait à Lyon.

- Un mois après, c'est au tour de

Wahid Hachichi d'être descendu de cinq balles ; il cherchait paraît-il à fracturer la voiture du tireur ; alors qu'on a retrouvé son corps à une trentaine de mètres du véhicule en question. C'était aussi à Lyon.

- Le 23 octobre à Nanterre, Mohamed Guemiah rentrait chez lui tranquillement, il a reçu une balle à l'estomac dont il mourra le 6 novembre, là aussi, le tireur s'est caché derrière le trop bon prétexte de l'auto-défense.

- Le 15 décembre, M. Bernard, libraire à Gonesse, abat de deux balles de 7,65 le jeune Yazid Chougui qu'il a surpris en train paraît-il de cambrioler son magasin.

La liste serait encore longue, à qui le tour maintenant ? Cette liste de jeunes froidement assassinés, fauchés à la fleur de l'âge, va-t-elle cesser un jour ? Bien sûr que les appels à la vengeance ne peuvent que produire de la violence et de la répression. Oui, il faut savoir garder sa raison ; mais que l'on y prenne garde, aucune communauté, aucune population ne peut supporter durablement que l'on tire ses enfants comme des lapins en toute impunité, ni que la justice fasse deux poids et deux mesures. Si dans ce pays qui se doit être celui des droits de l'homme, il y a des lois et une justice, il faut qu'elles s'appliquent à tous et à toutes de la même façon.

1983 ? Une nouvelle année d'espoir, car déjà la dignité et la fermeté des réactions des jeunes et des familles des banlieues de Lyon et de Paris profitent des actions à venir qui seront pacifiques, civiles, massives et démocratiques, contre la bestialité et l'appel au meurtre des uns, l'indifférence et la complaisance des autres. □

Adil Jazouli

Deux mois après la mort de Guemiah

Nanterre : fin du transit ?

Le meurtre d'Abdennbi Guémia à Nanterre (cf. SF n°71) a soulevé un mouvement de colère contre ces crimes multiples perpétrés au nom de la légitime défense de la France profonde. Animé par des jeunes immigrés, ce mouvement est passé de la révolte spontanée trop souvent sans lendemain, au regroupement permanent. Entre autre à l'ordre du jour : le logement.

A la porte de la cité, il n'y a plus de géant. Celui-ci a pris ses cliques et ses claques à la sauvette, oubliant dans sa précipitation son carnet de bord sur lequel il a noté dans leurs moindres détails les mouvements de la population, mais aussi plusieurs lettres de relèvement qui moisissaient dans son bureau depuis des mois. A sa place, les lascars se relayent en permanence dans la salle du Comité des résidents créé dans la foulée des douloureux moments début novembre, pour accélérer le relèvement de la centaine de familles qui habite toujours la cité. Les petits ont envahi la salle pour y faire leurs devoirs ou pour s'y initier à des jeux de société, obligeant l'Association Gutenberg à réunir ses quartiers au premier étage, situés dans une pièce du fond. Le « Secrétariat » est devenu un lieu de réunion et de discussions non-stop que même le ciné-club hebdomadaire n'arrive pas à concurrencer. Devant cette débauche d'énergie, la CETRAFA société gestionnaire, se garde bien d'intervenir. Son administrateur, M. Robérini, propose même d'embaucher deux ou trois jeunes pour l'entretien de la cité. Mais n'est-ce pas justement tomber dans le piège de « l'aménagement de la misère » que dénonçait au départ le mouvement avec virulence ? Car, derrière cette frénésie des lascars, on a assisté à un repli sur la seule cité Gutenberg. « Les autres cités ne foutent rien, pourquoi s'emmerder à lutter pour eux à leur place ? » s'insurgent certains à l'occasion d'une coordination des cités, comme en échos aux reproches et vexations qu'ils subissent eux-mêmes de la part de certains parents. « Yabni, qu'est-ce que tu en as à foutre de leur gueule à eux ! Va travailler ! Ramène de l'argent à la maison ! Et fais pas de politique ! ». Les vieux n'y croient pas. Ils ont même eu très peur du dernier bluff de la Cetrafa qui a menacé de couper le chauffage la veille des fêtes si la grève des loyers continuait et ne se sont calmés qu'après les assurances de François Lefort, chargé de mission pour

la résorption des cités de transit, qui les a confirmés dans leur bon droit.

L'épouvantail de la Politique a eu son effet : la parano s'est emparée de certains, provoquant des rumeurs invérifiables. « Franceschi, le ministre de l'antiterrorisme, va débarquer dans la cité ! Chadli vient à Paris exprès pour nous. Des inconnus manifestent en notre nom devant l'Elysée !... » Gutenberg par ci, Gutenberg par là, un nouveau sigle est né, prêtant le flanc à la manipulation en tout genre. Ce n'est pas une raison pour se recroqueviller sur soi-même, estiment les animateurs de l'Association qui rigolent en pensant aux manières des beaux parleurs aux intentions sans lendemain. Les amateurs de « comités de travail » roulent plus facilement les R qu'ils n'abattent de travail et c'est pour couper net à l'inaction qu'a été décidé le redéploiement de l'Association sur Nanterre et ses environs, et cela dans la perspective de la prochaine résorption de la cité et du relèvement de la majorité des habitants dans la ville même.

DES ASSAULTS SANS CESSER REPETES

Cependant, les lascars sont devenus de plus en plus sceptiques en ce qui concerne la concertation avec les pouvoirs publics qui, pour l'instant, n'est guère suivie d'effet, si ce n'est quelques promesses tout à fait individuelles. Ils se demandent si réellement, leurs revendications sont prises au sérieux, et s'interrogent sur la manière d'esquiver la question du relèvement à Nanterre même. Un consensus des pouvoirs publics semble en effet exister autour des thèses du maire : « c'est vrai que la droite a contribué à former des ghettos dans les municipalités de gauche et qu'il faut donc faire pression sur celles de droite pour éviter la reconstitution de ces ghettos. En faisant appliquer partout le plancher minimum de 7,5% prévu

par la loi Debré dans le cadre de la réservation préfectorale obligatoire ». Moyennant quelques remontrances à huis clos, le maire est donc conforté dans son intransigeance. Tout l'effort de relèvement est en effet supporté par la seule préfecture et les services de Mme Lablanche.

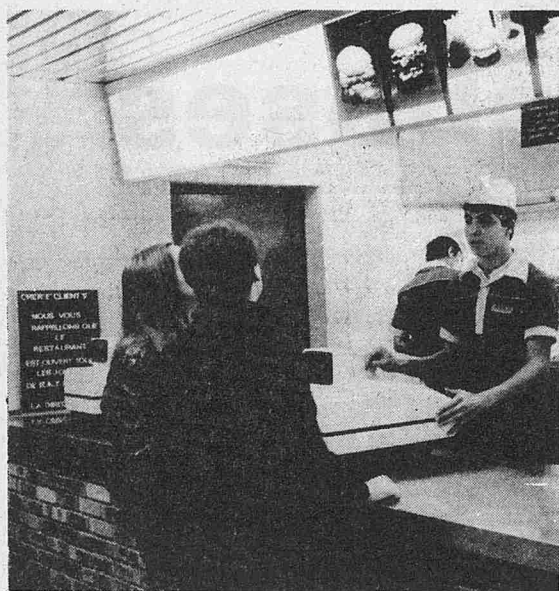
Face à cette situation les lascars s'impatientent. Ils ont certes prévu de faire le tour de toutes les mairies du département, mais ils insistent pour rester sur leur ville d'enfance : « Saudmont (le maire de Nanterre) c'est un raciste, alors faut pas nous raconter des bobards. Quand Autain est venu, il a parlé de décrets pour obliger le maire et les offices à reloger. Or jusqu'à maintenant, il n'y a aucun nouveau relèvement. C'est pourtant facile à faire, un décret ! » Las d'attendre, les lascars se sont eux-mêmes mis en quête de logements correspondant à leurs besoins : c'est ainsi que les Guémia ont trouvé et obtenu un F6 aux Accasias. Par de multiples interventions au conseil municipal, au conseil de quartier ou à l'Eveil, le journal officiel local, ils n'épargnent pas pour autant l'office municipal HLM. Cet office qui loge près du quart de la population de Nanterre (cas unique en son genre), dispose de logements dans le quartier du centre où il y avait en 77 jusqu'à... 0% d'immigrés dans une cité comme les Amandiers ! De l'aveu même des communistes, les familles travaillant sur Nanterre sont prioritaires en ces lieux. Les lascars se sont donc pris un malin plaisir à dresser une liste de 26 familles de la cité travaillant dans les entreprises de la ville. Plus d'un jeune s'est par ailleurs mis à rêver aux Damades, un nouvel ensemble HLM « classe », sur la colline du mont Valérien, côté banlieue rupin. Et pourquoi pas construire à Nanterre, sur l'emplacement de la cité ou ailleurs, des petits collectifs identiques aux Damades ? La mairie s'obstine à refuser, mais les bureaux d'urbanisme du PC continuent à planifier construction et destruction sur le dos des immigrés.

Une journée portes ouvertes est organisée à la cité de transit Gutenberg, le samedi (après-midi) 22 janvier 83, à l'occasion de l'expiration du délai minimum de 3 mois fixé pour le relèvement des quelques 100 familles de la cité. Contact : 125 rue de Besons, 92000 Nanterre. Tél. 721.48.11.

Mogniss H. Abdallah

SANS FRONTIERE/FEVRIER 83

California-Burg



De jeunes immigrés qui prennent leur insertion en mains...

Le Fast-food métèque

Quand soixante jeunes zonards au teint ambré décident de se mettre à l'heure américaine, ils créent un Fast-Food au coeur de la banlieue parisienne. Bilan : 9 emplois, beaucoup de sagesse et une bonne leçon à cette vieille Europe.

Argenteuil. Quand la municipalité voit s'ouvrir, le 9 décembre 81, un Fast Food créé et tenu par une bande de jeunes métèques issus directement de la zone, elle se demande... si c'est du lard ou du cochon. Ni l'un ni l'autre. Ce sont de bons hamburgers, parfaitement dans les normes et d'ailleurs testés par notre photographe Amadou (il avait sauté le repas du midi pour garder ses papilles en état d'alerte) et qui s'en trouva fort bien.

Faut dire que nous aussi on s'est posé des questions, lorsque dans le train pour Argenteuil, notre voisin nous a abordé :

« Vous allez au California Burg ? Je connais vous savez. Moi, je vends de la came. De la bonne. De tout. Même de la poudre. Mais maintenant je travaille sur Paris parce qu'ils m'ont vendu là-bas. (Moue de mépris) De toutes façons, vous ne trouverez que des camés au California... Des clients à moi d'ailleurs » conclut-il sur le ton de l'homme d'affaire défiant toute concurrence.

Nous, on n'a pas moufté. Mais à Argenteuil, excepté une patronne de bistrot hargneuse, on n'a rien vu de malhonnête. Au California Burg, clients et employés vous avaient des airs de jeunesse dorée « clean » et bien sous tous rapports à décourager toutes les mauvaises langues. Le « Fast Food » implanté en plein centre commercial mais en sous-sol scintillait d'une propreté toute yankee. Confortable, joli et moderne, le « California Burg » n'a rien d'un boui-boui. Vouvoiement et politesse sont de rigueur mais la chaleur aussi était au rendez-vous.

A l'origine de cette initiative, une soixantaine de jeunes aidés par un animateur maghrébin, le sourire à

l'américaine et un regard de braise « d'origine ». Cet animateur organise des voyages avec les jeunes. Ils rêvent « fast-food » et décident de partir aux USA où ils étudient l'implantation et les méthodes de gestion des entreprises. Ils reviennent avec des images de néons dans la tête, pleins d'idées et de ... plomb. Ils seront soixante : soixante actionnaires qui fourniront chacun 10.000 francs et 35 heures de travail bénévoles. Parmi eux : des plombiers, des maçons, des électriciens qui construiront et aménageront eux-mêmes le fast-food. Bilan : 115 millions d'économie.

Mais la plus grande difficulté est d'ordre administratif. Qu'est-ce qu'une société anonyme et comment la gérer ? Alors ? Eh bien nos joyeux kamikazes se formeront sur le tas avec l'aide d'hommes de lois. La société « California Burg » fonctionne actuellement avec un capital de 490.000 francs et neuf

salariés payés au SMIG. Environ 500 personnes par jour fréquentent le fast-food. En un an, le chiffre d'affaires a triplé. Mais au California Burg, on vise 1200 personnes par jour, chiffre de saturation :

« Nous voulons prendre notre insertion en main. Nous estimons ne plus pouvoir compter sur cette société et nous voulons promouvoir les méthodes de gestion à l'américaine ».

Sur ce, mon interlocuteur me brosse l'organigramme du projet du California Burg : la création de 100 unités dans les banlieues où sont les zones (mais implantées en centre ville)... Et c'est comme un film qui se déroule sous mes yeux. Titre : « Si tous les zonards du monde... »

Alors c'était sympa le California Burg ? Ouais... On a parlé affaires... □

Fabienne Messica

Photo Amadou Gaye



21 heures : Toute la ville d'Argenteuil se ferme. Le « California Burg » est ouvert jusqu'à 1 heure du matin. Humm !

Un état de choses alarmant

Depuis 1970, on voit ici et là une mobilisation des associations sur la question des langues et cultures d'origine. L'enseignement de la langue portugaise a constitué une préoccupation prioritaire de la communauté en France.

Les autorités portugaises elles-mêmes ont dû sous la pression des parents et des associations, répondre à cette demande.

C'est ainsi que quelques professeurs, envoyés du Portugal sont installés ici pour donner des cours aux enfants de migrants. Dans la pratique, la création des classes de langue se heurte à d'énormes difficultés, même si les familles arrivent à organiser une demande collective. Actuellement, 468 professeurs de portugais exercent en France. Près de 54.071 enfants sont inscrits. Ce qui donne une moyenne hallucinante de 115 enfants par professeur. On estime le nombre d'enfants demandeurs de cours à 120.000 personnes, ce qui par conséquent semble indiquer que plus de la moitié d'entre eux ne peut pas suivre des cours. Un autre chiffre est intéressant à signaler. C'est celui qui concerne le niveau préélémentaire. Plus de 45.000 enfants portugais sont soumis dans les maternelles à l'univers scolaire français, sans qu'une vision un peu plus «interculturelle» ne vienne modifier cette approche. Les institutions elles-mêmes, semblent être bloquées et ne font pas grand chose dans le sens de la sensibilisation à la culture d'origine.

Les autorités portugaises pour leur part réagissent de coup pour coup. Elles menacent des actions basées sur le prestige et la qualité, escamotant le caractère qualitatif de cet enseignement. Ces choses a même été dénoncé par les instituteurs au cours d'une manifestation s'est tenue récem-



Le travail d'apprentissage d'un élève.

ment à Paris. Les instituteurs ont rappelé qu'ils étaient eux même marginalisés, déconsidérés et qu'ils n'avaient pas la formation convenable ni même de soutien pédagogique et encore moins de moyens matériels.

En ce qui concerne le secondaire, la situation est loin d'être brillante. Ce niveau est pris en charge par les autorités françaises. Selon les chiffres du Ministère de l'Education, pour 1981/82 on compte 71.649 élèves portugais pour le secondaire.

Parmi eux, seuls 9.500 à 10.000 peuvent suivre des cours de portugais dans les 280 classes existant en France. Ce qui nous donne une proportion de 15% de lycéens portugais pouvant suivre un enseignement en langue d'origine. Le portugais se retrouve ainsi, parmi les autres langues largement marginalisé. Pour pallier à cela, les autorités françaises en accord avec celles du Portugal, ont créé à partir de 1979, quelques cours animés par des animateurs linguistiques. C'est ainsi qu'on compte pour 1981/82, 80

animateurs pour enseigner le portugais à 6.713 enfants. Ces animateurs ont fait un travail important souvent en liaison avec les associations et les parents, alors qu'ils ne disposaient d'aucun statut et qu'ils vivent dans une grande précarité. Face à leurs revendications, et à leur souhait d'élargir leur enseignement au cycle court (technique), les autorités des deux pays ont purement et simplement supprimé l'animation linguistique.

Ce manque d'intérêt s'est accompagné, surtout dans la région parisienne, d'un développement de cours privés. Certains hommes d'affaires ont, avec la complaisance et le soutien des responsables portugais, investi le secteur, en soumettant les familles immigrées à une autre exploitation, sollicitées qu'elles sont à payer des sommes importantes en échange d'un hypothétique diplôme. Alors qu'elles sont en droit d'exiger un enseignement de qualité et intégré dans la scolarité normale.

La situation est assez grave, car il semble manquer aux autorités des deux

→ pays la volonté politique d'aborder cette question pour la résoudre. Question d'autant plus décisive que la population portugaise en France est en pleine évolution : 230.000 portugais ont moins de 16 ans et 450.000 moins de 26 ans. Il ne faut pas oublier aussi que 20.000 enfants de parents portugais naissent chaque année en France. Le problème de la langue portugaise sera toujours posé. Et il faut avoir en tête qu'une grande partie des adultes est analphabète.

La question de l'enseignement de la langue et de la culture portugaises en France dépend de notre capacité de mobilisation et de lutte avec les autres populations immigrées de façon à exiger qu'une nouvelle politique soit mise en application à l'égard de l'enseignement des langues d'origine. Nous devons réfléchir sur cet enseignement selon une vision plus ouverte et selon une dynamique interculturelle, visant la création de conditions d'une réelle cohabitation et participation inter-ethnique. Certaines actions entreprises ces dernières années, ont tendance à fermer la communauté sur elle-même. Nous devons nous ouvrir sur l'extérieur pour créer des situations de découvertes et, ainsi, participer avec les Français et



les autres communautés aux différentes richesses culturelles qui existent à l'intérieur de l'immigration en France. Le migrant, particulièrement le jeune, qui ne fait pas l'effort d'élargir ses

pratiques culturelles, perd chaque jour quelque chose de lui-même. □

**Manuel Dias
Daniel Lacerda**

Une classe de portugais

Un professeur raconte

C'est une classe de portugais, uniquement. Ils ont tous de mauvaises notes, pires que celles des autres enfants de la même cité HLM. Les problèmes graves s'accumulent. Le spectre de la pré-délinquance apparaît. Le retard scolaire atteint un an, un an et demi.

L'intérêt pour le portugais est pratiquement nul. Son image est franchement négative : c'est une langue de pauvres. Les enfants ne s'expriment qu'en français, même avec leurs parents, et cela bien qu'ils comprennent le portugais.

De temps à autre, deux professeurs (portugais et français) réussissent à gagner leur confiance. Mais ils ressentent un racisme latent, inconscient : ils sont « les petits Portugais ». Dès le premier trimestre, quatre professeurs obtiennent de bons résultats, grâce au type de travail proposé. Un travail moins scolaire, et qui cherche à respecter le désir des élèves. Pas de cours de grammaire, sinon intégrés dans des exercices. Les activités extra-scolaires sont renforcées : sorties, visites, promenades.

On a donné la priorité à l'expression, à travers l'élaboration d'un journal. Les élèves proposent les thèmes les plus inattendus : un reportage sur le racisme, comment gagner de l'argent par le biais de la spéculation sur les devises. L'idée du journal est venue d'eux. Il sera bilingue. Après discussion, un titre est choisi : « Paris-Lisbonne », car ils se considèrent autant français que portugais. Quatre numéros ont été publiés au cours de l'année. Les élèves ont préparé eux-mêmes le questionnaire de l'enquête sur le racisme. Question chaude (posée dans la rue, en dehors du temps scolaire) : « Si vous aviez un fils, est-ce que vous le laisseriez se marier avec une étrangère ? ». Après ce déblocage, ils ont accompli le programme de sixième sans difficultés. La culture et l'image des Portugais en sont sorties valorisées. L'enquête leur a montré qu'eux-mêmes faisaient preuve de racisme envers les Arabes et les Noirs. D'autre part, ils ont pu faire la part des connaissances apportées par l'éducation maternelle.

Un autre thème important est apparu : celui des problèmes d'adaptation

dans la famille. C'est un problème moral : il provient de la différence qu'ils observent entre le comportement de leurs parents et celui des Français « Pourquoi les filles n'ont-elles pas l'autorisation de sortir le soir ? ». Ou bien : « Je ne veux pas aller au Portugal si je dois dire au curé ou au prêtre, et si je suis obligé d'aller à la messe »...

Le bilan de cette expérience est sans conteste positif. Il y a cependant un danger : s'il est impossible d'en assurer la continuité dans les années à venir, ce travail sera anéanti. Cela s'est déjà malheureusement produit. Cette expérience est la résultante de l'initiative d'un petit groupe de professeurs. La communication affective avait atteint un fort degré, les enfants faisant inconsciemment un transfert affectif sur le professeur. Mais l'école n'ayant pas pris le relais, la suite logique est arrivée : tout le mobilier d'une classe a été passé par la fenêtre, le directeur a reçu un seau d'eau sur la tête !... Bref, les enfants ont manifesté à leur façon leur frustration et leur amertume. □

D.L.

L'avantage d'apprendre le portugais

Solange Parvaux est chargée de l'inspection de l'enseignement du portugais dans le deuxième degré. Elle exprime ici sa volonté d'agir pour aider les familles, tout en proposant une sorte de guide pratique à l'usage des parents et de tous ceux que la question des langues et cultures d'origine intéresse.

Je comprends l'importance que les parents attachent à l'enseignement du portugais. Au niveau du secondaire, il y a une ambiguïté et plusieurs systèmes peuvent se heurter. Souvent les parents ne voient pas le problème globalement. Et la scolarité des élèves en souffre. Le choix de l'anglais deuxième langue n'est profitable que lorsque l'enfant est aussi bon élève en français. Il faut d'abord que l'enfant connaisse le français et le portugais, dont l'étude se complète, et seulement après il doit faire la 3ème langue.

La langue portugaise est surtout un moyen pour aider l'enfant à réussir sa scolarité. Et si on atteint cet objectif, qui est le principal étant donné le pourcentage important des échecs et les difficultés rencontrées, celui de l'apprentissage de la langue maternelle l'est aussi. L'élève qui réussit, même si son portugais n'est pas très, très développé reste en situation de rattraper le portugais à n'importe quel moment. Les parents ne voient pas ainsi les choses. Ce deuxième but leur échappe. Dans certains cas, les cours ne sont pas suivis, surtout quand à côté existent des cours privés (assez chers) qui font des promesses de diplômes portugais. Ils ne savent pas que officiellement, sont reconnues les équivalences sans avoir besoin d'autres examens.

Il y a 3 ou 4 avantages à suivre le portugais comme première langue. D'abord dès qu'il y a un minimum de liaison entre les professeurs (de portugais et français), les deux langues étant rapprochées par le vocabulaire et la syntaxe, l'étude parallèle permet un approfondissement réciproque. Après, il y a un effet psychologique, l'enfant se sentant plus intégré culturellement. En troisième lieu, on atteint le but des parents : connaissance de la langue



Des enfants d'immigrés à la recherche d'une langue

maternelle, équivalences des diplômes portugais, et, surtout, une bonne scolarité en général, car il n'y a pas de surcharge.

Une langue non reconnue ?

C'est un fait que le pourcentage d'échecs est élevé et que l'orientation vers l'enseignement court est non seulement élevée mais faite par sélection négative, parce que le niveau est bas. Même dans les LEP, il y a encore le préjugé chez les directeurs d'exiger l'anglais, bien qu'il ne soit pas nécessaire. Les parents portugais s'intéressent alors à ce que leurs enfants l'apprennent. Comme je viens de le dire, cela ne fait que doubler les difficultés, car l'enfant portugais, qui a déjà du mal à suivre, va cumuler encore d'autres trous de connaissance.

Comme pour certaines familles françaises, la famille portugaise a des difficultés pour suivre la scolarité et pouvoir soutenir l'enfant ; parfois elle ne connaît pas le système scolaire.

Ce sont des inconvénients qui ont beaucoup d'importance, malgré un certain progrès des dernières années. Le problème n'est pas tellement le fait d'aller dans les LEP mais d'y aller sans le vouloir ou n'ayant pas un bon niveau.

Actuellement il y a environ 10 mille enfants portugais et 3 mille français dans les 280 cours de portugais existant dans l'enseignement secondaire. L'unique moyen d'en créer d'autres réside dans la demande des parents, mais faite de manière groupée et pas en juin, mais en décembre-janvier. Il faut déposer un dossier, sinon il n'y aura pas de cours.

Malgré les progrès qui se font, il y a encore un manque de compréhension à l'égard de sa création, à côté de certains enthousiasmes, il faut le dire. Il y a toute une sensibilité à changer et cela demande du temps. Je défends que le portugais soit une langue internationale, comme l'anglais, l'italien ou l'allemand. Toutefois, pour certains qui ne le comprennent pas, il n'y a pas de parallèle possible. Le malheur c'est que le portugais est venu avec la présence des immigrés, mais il faut prévoir qu'il continue d'être enseigné même après.

Un chef d'établissement qui rejette la création d'un cours est maître chez lui. Mais si je suis au courant de la demande j'emploierai tous mes arguments pour le convaincre et, en règle générale, ils sont inattaquables. Il n'y a pas de raison pour qu'on demande plus d'efforts au Portugais qu'aux autres.

Dans cette affaire les parents ont un rôle important à jouer. Et il faut aussi savoir garder les cours déjà créés et ne pas retirer les enfants pour aller suivre des cours privés. Comme je l'ai dit auparavant, cette surcharge n'a que des retombées négatives. L'important c'est que l'enfant progresse et soit un bon élève. S'il est bon ici, il le sera aussi au Portugal.

A mon avis, la clef de la question réside ici : réussir une bonne scolarité en intégrant la langue maternelle de l'enfant. Je crains que les activités d'animation, dont on parle beaucoup en ce moment, si elles oublient le rôle de la scolarité de base, ne se dérobent de leur finalité. □

*Propos de Solange Parvaux
Recueillis par D.L.*

Greve de la faim

13 « sans papiers » mènent une grève de la faim depuis le 17 décembre 1982 au siège de L'A.P.T.E. -association pour la promotion des travailleurs étrangers- à Lille.

Les exclus de la régularisation bougent

Pour Mohamed, gréviste : « l'arrestation de Youssef les a amené à prendre conscience de

la précarité de leur situation de clandestin et à agir ». Leurs revendications portent sur deux points :

1- Régularisation des 13 grévistes de la faim ;

2- Réouverture des guichets pour les retardataires et ceux qui avaient déposé un dossier.

La situation des grévistes diffère : trois d'entre eux sont frappés par un arrêté d'expulsion, dont Mamadou Diakité. Entré en France depuis 1971, il a toujours travaillé, mais n'avait pas déposé son dossier à temps. Il a quitté Dunkerque pour se joindre à la grève. Il y a aussi Youcef, le seul à être entré dans la procédure exceptionnelle de régularisation. Il a reçu un refus de séjour, et a été emprisonné pendant un mois.

La lutte des sans-papiers a débuté lors de son incarcération. Cela a amené les autorités à le considérer comme le « cerveau » du mouvement. Dix autres sont entrés en France avant le 1er janvier 1981. Parmi eux, trois ont des preuves écrites de travail. Le comité de soutien se bat pour l'application de la circulaire du 6/12/82, qui permet de faire la preuve du travail au noir par le biais de témoignages. C'est le cas pour les sept autres grévistes.

Une première discussion a eu lieu avec Mr Legall, préfet de police, le 31/12/82, au cours de laquelle il s'est engagé à « examiner les 13 cas, et à donner une réponse le 5/1/83 ». La rencontre du 5 a déçu. Elle n'a fait avancer que 6 cas qui seront régularisés. Les 7 autres sont jugés irrecevables. Les grévistes continuent leur action, en posant la condition suivante à l'arrêt de leur action : la régularisation des 13 grévistes.

Le Dr Carmella notait dans le cahier de liaison des médecins traitant les grévistes que « certains présentent des troubles digestifs, et un état général qui risquent de s'aggraver avec la continuation de la grève de la faim ».

Mamadou Dia

FUSION? NON, MERCI!

Pendant l'année Universitaire 81-82, les responsables du département de portugais de Paris VIII (St Denis, ancien Vincennes) ont entamé des négociations avec le département de portugais de Paris III (Censier) pour fusionner avec celui-ci. Les raisons en étaient le faible effectif des étudiants et le manque d'enseignants. Tout cela sans la moindre consultation des étudiants concernés.

Outre le fait que le portugais disparaîtrait purement et simplement de St Denis, cette manoeuvre de transfert fermerait la porte de l'Université à de nombreux étudiants puisque, ne l'oublions pas, St Denis est la seule Fac en France à offrir des conditions d'accès spécifiques aux non-bacheliers et aux salariés.

Dès qu'ils furent au courant de ce qui se passait, les étudiants se sont mobilisés. Ils ont obtenu l'appui du Président et du Conseil de l'Université pour s'opposer au transfert ainsi que l'acceptation de doter le Département d'heures complémentaires et d'enseignants nécessaires à son bon fonctionnement (5 juin 82).

Ces mesures ont été notifiées au responsable du portugais, M. Da Silva (mi-juin).

A la rentrée, non seulement la situation restait inchangée mais encore notait-on un net affaiblissement du Département : coûts en diminution ; enseignants en moins suppression des horaires du soir (ce dernier fait est d'autant plus grave que la quasi totalité des étudiants est salariée). D'autre part M. Da Silva persistait à vouloir transférer son Département à Censier.

Du fait que les directives du Pt de l'Université de St Denis n'ont pas été appliquées et que M. Da Silva continue à vouloir transférer son Département, nous sommes en droit de nous demander si les raisons qui le

poussent à agir vont bien dans le sens des intérêts des étudiants.

A l'heure où nous écrivons, les étudiants de St Denis ont à nouveau, obtenu des garanties du Pt de l'Université. Celui-ci va, de nouveau, envoyer une lettre au responsable du portugais lui signalant les positions de l'Université et le devoir pour ce Département de continuer à assurer, pour l'année prochaine, les enseignements de 1er et 2^e cycles pour lesquels il est habilité. Mais il se peut très bien, qu'à nouveau, ces mesures ne soient pas suivies d'effet.

Nous demandons à tous les lecteurs sensibles au problème de l'enseignement du portugais en France de prendre contact avec notre association ou avec les étudiants de St Denis, afin que ceux-ci soient massivement soutenus pour empêcher la liquidation de leur Département.

Nous informons aussi que St Denis recrute des enseignants de portugais et que cette université permet aux non-bacheliers ayant une expérience salariale de suivre des études. Tous ceux qui veulent apprendre (ou étudier) le portugais peuvent donc s'y inscrire. C'est encore la meilleure façon de soutenir l'action des étudiants en portugais de St Denis.

L'Association des Etudiants Portugais en France (A.E.P.F.)

Chez Mlle Ursula Soares
47, rue de Cronstadt
75015 Paris

Adresse de Paris VIII (St Denis) : 2, rue de la Liberté. St Denis

L'A.E.P.F. fera dans les prochains numéros de Sans Frontière, le point sur l'enseignement du portugais dans le supérieur, en région parisienne d'abord puis au niveau de la France.

Publicité

LES PROGRAMMEURS REUNIS

Etablissement Technique Privé
Stages agréés C.P.E.

Programmeur. Analyste
Comptabilité Informatisée
Comptabilité du personnel
Opérateur s/terminal
d'ordinateur

77, rue Pascal, 75013 Paris
Tél. 336.43.33

M^o Gobelins ou Glacière

Possibilité de crédit

conseils
en voyages

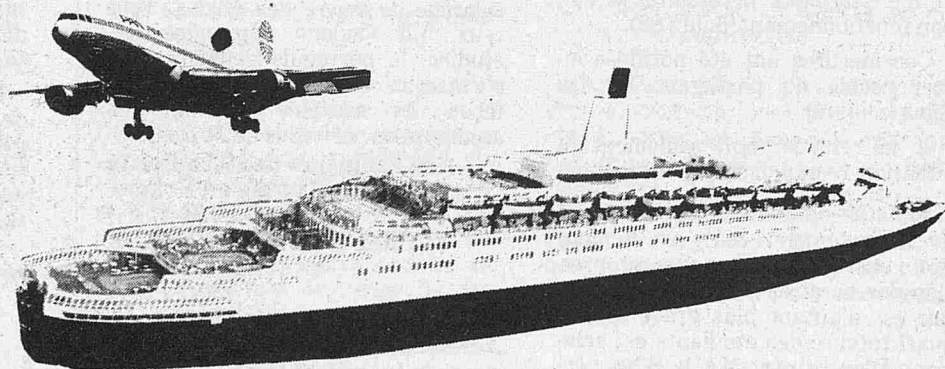
FABBY TOUR

145, RUE DE TOLBIAC - 75013 PARIS - M° TOLBIAC
TEL : 584-49-67 TELEX : 204.713F

*MAURICE Ramde - AUGUSTIN Rande - JO Gavison -
Sy BABACAR - VIVIANE - et les autres vous attendent*

**VOYAGES VERS
L'OUTRE - MER**
ANTILLES - AFRIQUE
GUYANE- REUNION
MAGHREB - MAURICE
MADAGASCAR

**FRET VERS TOUS
PAYS**
AVION - BATEAUX
enlèvement et livraison à domicile



• UN ACCUEIL FRATERNEL
• DES CONSEILS ECLAIRES POUR VOUS SATISFAIRE AU MEILLEUR PRIX
• DES FACILITES DE PAIEMENT
• UNE EQUIPE DE SPECIALISTES AU SERVICE DES PARTICULIERS, SOCIETES, GROUPES,
ASSOCIATIONS.

FABBY FRET

Chirac: intégrer les immigrés

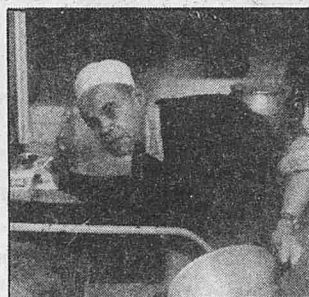


« **I** l n'est pas sain qu'il y ait des quartiers avec 50 à 60% d'étrangers et d'autres où il y en a seulement 5%... ». « Une politique de logement adaptée doit permettre une meilleure intégration de la communauté immigrée ». Dixit... Jacques Chirac lors de la présentation, le 10 janvier dernier, du premier bilan de la mairie de Paris.

Bilan et lancement musclé de la campagne chiraquienne pour les municipales. En cas de réélection, -mais le doute est-il raisonnablement permis?- le président du RPR a promis de s'attaquer au « problème de l'excessive concentration de la population étrangère dans certains quartiers de Paris ». La population immigrée « aujourd'hui remise en cause en raison du chômage est un élément important du travail et de la richesse de la capitale et de la France en général ». Voilà qui nous change du discours traditionnel de la droite sur les revendications immigrées.

Jacques Chirac—Sans-Frontière ??...□

Arreckx: nettoyer la France



A près les déclarations de M. Maurice Arreckx, maire de Toulon, concernant les travailleurs immigrés -il avait notamment déclaré que « la France ne devait pas être la poubelle de l'Europe »- le MRAP, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, qualifie, dans un communiqué, « d'intolérables » et « d'injurieux » les propos tenus. Propos qui, rappelle-t-il, tombent sous le coup de la loi de 72 contre le racisme.

« Le MRAP met en garde à cette occasion, contre toute tentation aux tentatives de dresser l'opinion contre les travailleurs immigrés dans le cadre de la campagne électorale pour les municipales. Ses comités locaux feront preuve à ce sujet d'une vigilance rigoureuse ». □

Defferre: multiplier les contrôles

E lle court, elle court l'idéologie sécuritaire et il devient de plus en plus difficile de la rattraper. Il y a un mois « la commission Bonnemaison », un groupe de travail des maires sur la sécurité, rendait public son rapport, et on y notait un nouveau ton et des proportions qualifiées de raisonnables par tous les observateurs. Cela nous changeait des amalgames et des insinuations habituels.

Au même moment, Gaston Defferre envoyait aux marseillais sa deuxième lettre de l'année sur la sécurité. Sans Frontière, qui avait évoqué sa première lettre, livre à votre méditation des extraits de cette nouvelle missive. □

...Comme Maire de Marseille et comme Ministre de l'Intérieur, la sécurité de notre ville est, vous l'imaginez facilement, l'une de mes préoccupations prioritaires. Je suis mieux placé que quiconque pour le faire. Les candidats qui n'appartiennent ni au Gouvernement, ni à la majorité parlementaire, ne peuvent rien faire...

...Je n'ignore pas non plus combien vous êtes irrités par les problèmes de certaines immigrations.

Je ne le répéterai jamais assez : si nous devons respecter les droits de ceux qui travaillent et élèvent honnêtement leur famille, nous ne pouvons tolérer, en aucune façon, les agissements d'éléments perturbateurs et indésirables : un délinquant est un délinquant, quelles que soient ses origines. Tous ceux qui se mettent en marge de la loi doivent savoir qu'ils sont passibles des tribunaux.

J'ai donné des ordres très stricts pour multiplier les contrôles, notamment aux frontières, dans les ports et dans les aéroports.

C'est ainsi que, ces derniers mois, plus de quatre cents expulsions ont été prononcées et exécutées, et qu'en un seul mois, près de mille six cents « faux touristes » ont été refoulés... □



Ce que vous gagnez par an

En réponse à une question écrite d'un député, le Ministre des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale a communiqué au parlement les statistiques relatives au revenu moyen des ménages français et immigrés.

En moyenne, un ménage immigré disposait en 1975, date de

la dernière enquête de l'INSEE, d'environ 33.134F par an, contre 42.806F pour un ménage français. Cette disparité devient un fossé lorsqu'on prend en considération la taille des ménages. Ainsi, le revenu annuel par tête dans un ménage français est le double du revenu par tête d'un ménage maghrébin. □

Les premières élections libres d'Afrique ?

L'échec du tandem DIA-SENGHOR

1960. C'est l'année des indépendances. Le monde Africain célèbre dans l'allégresse l'espoir d'un continent où des millions de déshérités aspiraient à une vie meilleure.

Vingt ans après, la balkanisation a remené ce pays à des dimensions plus modestes et à un rôle moins prépondérant. C'est un pays pauvre en ressources énergétiques mais riche par la qualité de ses cadres, la turbulence de son intelligentsia, et l'audace des idées nouvelles qui s'y font jour. C'est aussi le pays de la « Téranga » (hospitalité) à l'image de cette Afrique dont elle se trouve à la pointe occidentale la plus extrême.

C'est aussi un pays qui a été touché de plein fouet par la crise économique qui accule de façon dramatique les pays du Tiers Monde à un état de survie quasi générale. L'échec des modèles de développement (aussi bien Socialiste versions Soviétique ou Chinoise que



A Dakar, l'assemblée nationale

Colloque Berlin 1884...

Nous apprenons en dernière minute que le gouvernement de la République Populaire du Congo vient d'accepter sur proposition de la *Société Africaine de Culture* (SAC), que se tiennent en 1984 à Brazzaville un colloque international à l'occasion de la Conférence de Berlin de 1884. Il y aura en effet, cent ans que les capitales européennes, et les métropoles colonialistes, réunies à Berlin, décidaient du partage de l'Afrique et fixaient les frontières des différentes colonies et protectorats. Ce colloque sera l'occasion de faire un bilan et de tracer des perspectives sur la question fondamentale de l'unité africaine, à un moment où elle s'avère vitale. Sans Frontière reviendra sur ce colloque et la portée mondiale de cet événement.

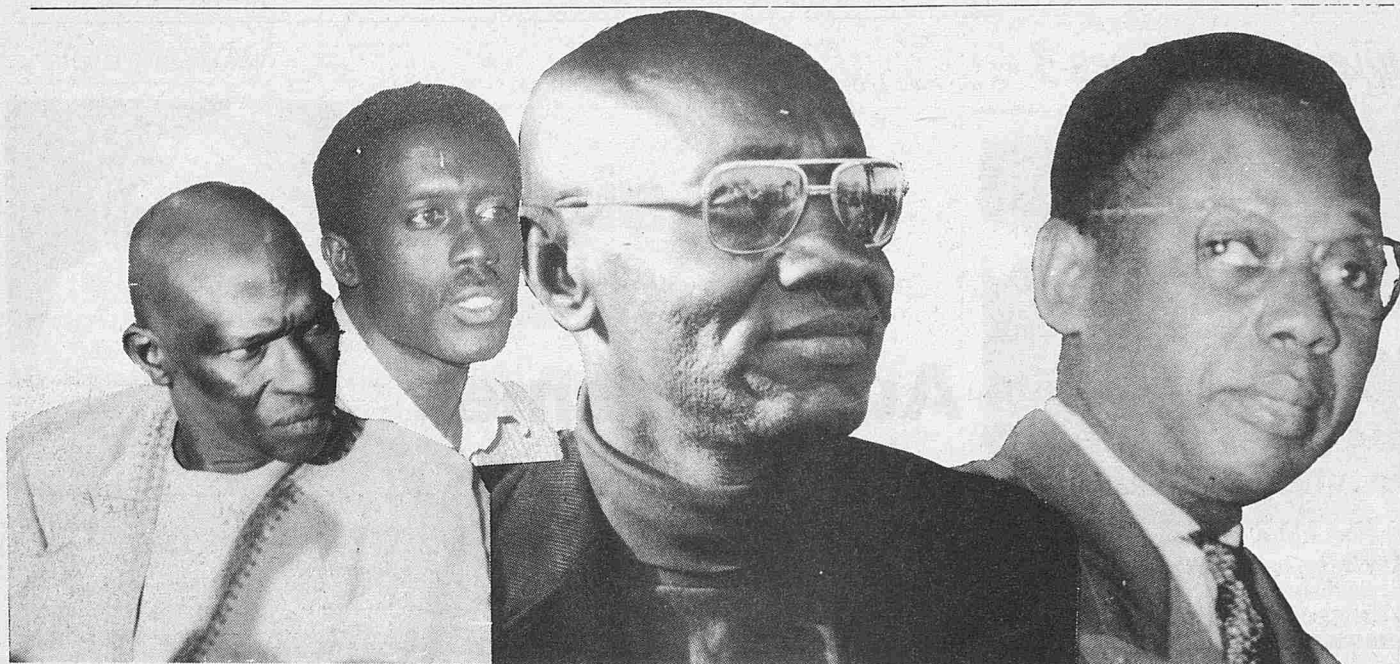
libéral) a débouché au niveau de la jeunesse sénégalaise sur un certain désarroi se traduisant par des replis sectaires, frisant quelquefois le chauvinisme ou l'apparition d'un certain intégrisme Musulman. Bref, la société sénégalaise recèle des contradictions tempérées par la propension au dialogue et au compromis qui modérant les passions sont de véritables garde-fous pour un régime qui en plus de vingt ans de pouvoir a connu bien des péripéties.

L'ère senghorienne a été placée sous le signe du prestige d'un seul homme qui par son charisme personnel avait marqué plus ou moins artificiellement les maux dont souffre la société sénégalaise. Le régime de Senghor avait tendance à sacrifier beaucoup plus aux rites messianiques et aux célébrations grandioses qu'à prendre en compte les vrais problèmes du pays. Senghor est parti, disent certains parce que sa politique économique a été un échec. Ce n'est pas le fait primordial, car le Sénégal n'a pas le monopole de l'échec économique et la plupart des Etats Africains non seulement sont en état de cessation de paiement mais ont vu leurs

machines administratives complètement déréglées alors que le Sénégal de l'avis général a su maintenir intacts les rouages d'une administration relativement compétente.

Il faut dire avec justesse que le régime de Senghor a manié allégrement le bâton et la carotte en direction de l'opposition. Depuis 1960, pratiquant d'une manière méthodique l'art de la diversion, il a successivement éliminé ses rivaux et digéré les petites formations politiques qui sous peine d'être dissoutes se sont fondues dans l'UPS.

En 1960, à la suite d'émeutes populaires lors des élections municipales de Saint Louis le PAI (Parti Africain pour l'indépendance) de Majemout Diop de tendance Marxiste Léniniste est dissout et son chef de file contraint à l'exil pour de longues années. En 1966, le PRA Sénégal dont le leader principal le chercheur Abdoulaye Ly fut candidat malheureux contre Senghor (il fut emprisonné durant la campagne électorale) se rallie à l'UPS (actuel PS). C'est un parti composé surtout d'enseignants qui avaient déserté l'UPS en 1958 à cause de



Abdoulaye Wade, Lamine Diop, Mahjout Diop et Mamadou Dia

son opposition « *Au Oui* » lors du Référendum de 1958. Il compte en son sein des hommes qui feront parler d'eux comme le Professeur Assane Selk ministre inamovible depuis, et longtemps bête noire des étudiants et Amadou Mahtar M'Bow futur directeur général de l'UNESCO. Reléguant au second plan le vieux Lamine Guéye, qui fut son leader et co-listier aux élections de 1946, Senghor dès l'éclatement de la fédération du Mali survenu en août 1960, Senghor va gouverner en tandem avec son lieutenant Mamadou Dia ; c'est un régime parlementaire avec un exécutif, bicéphale. Mais les compétences entre les deux hommes sont mal définies et les deux hommes encouragés surtout par leurs partisans ne tardent pas à entrer en compétition. Le 16 décembre un obscur député Théophile Jame maire de Guinguinéo poussé par ses amis dépose sur le bureau du président de l'assemblée Nationale une motion de censure contre Dia. (Le président en est le vieux Lamine Guéye) Mamadou Dia au caractère ombrageux et dont la politique allait plus à gauche que celle de Senghor réagit avec vigueur et fit arrêter 4 députés dont Abdoulaye Fofana un des futurs barons du régime et fit occuper l'Assemblée Nationale.

Le reste tourna à la confusion Mamadou Dia destitué est arrêté dès le lendemain avec 4 de ses ministres et envoyé en prison pour de longues années. Il n'en sortira qu'en 1974. Les partisans de Mamadou Dia pendant longtemps ne désarmeront pas et Senghor échappera à un attentat perpétré par un nommé Moustapha Lô le jour de la « Tabaski » la fête de l'AID. Moustapha Lô est condamné à mort et fusillé malgré les nombreux appels à la clémence adressés au président poète. Senghor ajoutera à ses compétences déjà fort étendues celle de chef du gouvernement...□

M.N.

Le Sénégal face à son destin

1960. C'est l'année des indépendances. Le monde Africain célébra dans l'allégresse l'espoir d'un continent où des millions de deshérités aspiraient à une vie meilleure. L'avenir pour qui avait la liberté ne pouvait qu'être radieux. Dans l'explosion de joies qui saluait l'entrée de l'Afrique dans le concert des nations, il y eut beaucoup de donneurs de leçons, qui par idéalisme ou par calcul préparaient déjà notre avenir sans nous et souvent même à notre détriment. Il y eut aussi des vigies armées de pied en cap qui comme des phares lumineux scrutaient les ténèbres de notre avenir. Je retiendrai trois noms Patrice Lumumba, Frantz Fanon, et René Dumont. Les deux premiers sont morts et appartiennent au monde Négro Africain ou plus exactement habitaient ces régions du monde que certains appelaient la « zone des tempêtes » ; le troisième est un Européen agronome très au fait des problèmes agricoles du Tiers-Monde et est aujourd'hui à la pointe du combat écologique en Europe.

Patrice Lumumba ne fut pas un théoricien (ce ne fut pas son rôle), la brièveté de sa vie (il est né et est mort le même année que Frantz) son amour pour l'Afrique, son idéalisme dans un pays déchiré par les appétits féroces des grandes puissances et de leurs hommes de paille et sa mort tragique ont encore pour la jeunesse africaine valeur d'exemple. Frantz Fanon intellectuel martiniquais a réuni en lui le théoricien et le lutteur. Il partage le privilège avec René Dumont d'avoir presque décrit au détail les péripéties de l'Afrique post Indépendante. Et pourtant ni l'un ni l'autre n'étaient prophètes. Echecs économiques répétés pour presque tous les régimes Africains de tous bords, populations mises à l'écart pour tous les projets concernant tout simplement leur vie, violations graves des droits de l'homme, accaparement du pouvoir par des élites privilégiées et apparition d'une caste d'hommes d'affaires spéculant beaucoup plus sur la misère de leurs peuples que maîtrisant les données réelles de l'économie humaine, arrivisme forcené, coups d'états permanents, dégradation des conditions de vie des populations déjà si précaire, et surtout absence d'alternative politique. Bref, l'Afrique est mal partie.

Et pourtant certains s'obstinent à espérer le renouveau de la Démocratie Africaine. C'est qu'il y a des lueurs qu'il faut coûte que coûte élargir pour qu'elles deviennent un soleil radieux qui inonderait le continent Africain tout entier. Le 27 février l'Afrique entière aura les yeux tournés vers le Sénégal où le jeune Président Abdou Diouf qui depuis deux ans avait pris la succession de Senghor démissionnaire aura à soumettre son mandat au verdict du peuple face à 14 autres concurrents qui eux aussi je l'espère auront l'occasion d'exposer honnêtement leurs idées de présenter leur projet de société avec égalité des droits et de devoirs. Ce sera une grande victoire pour la Démocratie Africaine même si certains pensent déjà que les jeux sont faits. □

Macodou N'Diaye

Elections libres ?



El Hadj Abdoul Aziz : Khalif général des Tidjanes

Autoritarisme et multipartisme



Abdou Lakhat Mbacke : Khalif général des Mourides.

Jusqu'en 1970 date de la révision constitutionnelle, Senghor va pratiquement gouverner en solitaire concentrant entre ses mains l'essentiel du pouvoir.

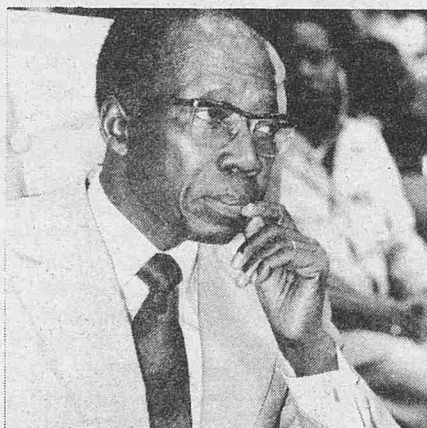
Les syndicats sont mis au pas et sous le couvert de «la participation Responsable» obligés de collaborer avec le gouvernement. La CNTS (Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal) entre au gouvernement en la personne de son leader Doudou N'Gom personnage haï par l'opposition.

L'opposition réduite au silence est obligée de s'exprimer par tracts qu'on trouve souvent au petit matin dans les rues de Dakar par milliers. Le régime sentant le peu d'audience qu'il a auprès de la jeunesse encourage la sienne, celle de l'UPS à s'exprimer et à défendre la pensée du maître. Les étudiants du Parti ayant à leur tête Moustapha Niasse et Djibo Ka aujourd'hui ministre des Affaires étrangères et de l'information parcourent le pays à chaque vacance scolaire et tiennent des conférences sur le thème du «Socialisme Senghorien».

Senghor par une politique des petits pas se débarrassera successivement de tous les hommes politiques susceptibles de porter ombrage à son autorité. Les vieux ténors de la vie politique sénégalaise sont écartés ; Bouacar Guéye qui s'était réfugié au Mali après l'éclatement de la Fédération regagnera le Sénégal et fut réintégré dans l'UPS mais des divergences ne tarderont pas à éclater entre lui et certains barons du régime dont Samba Guéye ancien maire de Dakar. Guéye fondera plus tard son propre parti. Les Boissier palum Gabriel D'Arboussier figures de proue des instances de l'ancienne AOF (Afrique occidentale française) Doudou Thiam ministre des Affaires étrangères et Fofana Abdoulaye.

En 1970 intervient une révision constitutionnelle qui crée un poste de premier ministre qui sera confié à Abdou Diouf.

En 1974, une timide ouverture



Léopold Senghor

démocratique est amorcée et Senghor autorise la création de trois partis dont il définit par avance les courants d'opinion qu'ils sont censés représenter.

Le PDS se réclamant d'un socialisme libéral, avec l'avocat Abdoulaye Wade, le PAI de Majemout Diop de tendance Marxiste Léniniste mais dont l'audience a considérablement diminué du fait de la scission qui est intervenue dans le parti qui fut le plus populaire dans la jeunesse (certains reprochent à Majemout de s'être laissé acheter par Senghor après l'obtention d'un prêt pour l'ouverture de son officine de pharmacie).

Après le départ de Senghor, son successeur Abdou Diouf va inaugurer l'ère du multipartisme tous azimuts et 14 partis verront le jour dont le RND du professeur Cheikh Anta Diop qui avait été interdit sous Senghor malgré un procès retentissant. Cheikh Anta jouit auprès de la jeunesse et des intellectuels africains d'une grande audience, la qualité de ses travaux -il est égyptologue- son intégrité morale et son refus de toute compromission le font unanimement respecter.

Il existe d'autres partis animés par les Maguette ; Thiam, professeur de

physique et syndicaliste de longue date, Babacar Sané M'Baba Guisse, vieux vétérans de la lutte syndicale et politique et animateurs de la MPT, Mamadou Dia l'ancien président du conseil et animateur du MDP se réclamant d'un socialisme autogestionnaire. Un autre qui jouit de plus en plus d'audience auprès de la jeunesse est « And Dief » de Landing Savané classé souvent comme de tendance maoïste.

Catholique dans un pays à majorité musulman Senghor eut l'habileté de se ménager l'alliance des marabouts, chefs religieux très influents en milieu rural. L'actuel président n'a pas tardé à suivre la voie de son prédécesseur. La récente prise de position intempestive du Khalif général des Mourides Abdou Lakhat M'backe appelant à voter en faveur du régime a provoqué un tollé dans l'opinion publique et un malaise dans l'opposition. Dans un pays qui fait son apprentissage de la démocratie, de telles pratiques, survivances de l'ancien régime ne sont pas de nature à assurer l'équilibre nécessaire et la sérénité du débat.

Le jeune président Abdou Diouf est présenté comme un homme intègre et compétent et courtois. Ce sont là des qualités qui l'honorent. Mais la vigilance doit s'imposer quand il s'agit de l'exercice du pouvoir qui a transformé plus d'un bonhomme en autocrate patenté ne souffrant plus la moindre contestation...

Il ne faut pas non plus que la démocratie soit le fait du prince mais l'expression d'une volonté générale. Il faut que du plus grand hiérarque au plus humble paysan du Sine ou de la Casamance, la chose publique devienne une affaire de concertation sacrée qui capterait toutes les énergies toutes les intelligences, bref, il faut que la démocratie devienne l'affaire de tous. □

M.N.

Afghanistan

Stratégie à long terme

Mr Hamayoun Tandar, représentant du Jamhiat-é-Islami d'Afghanistan en France s'exprime pour la première fois dans notre journal. Voici quelques extraits de la lettre qu'il nous a fait parvenir.

Avec l'invasion soviétique de l'Afghanistan en décembre 1979, l'espoir de voir le régime communiste s'effondrer, s'est effacé devant l'idée que, sans une stratégie à long terme, la victoire serait illusoire.

En 1980, un grand nombre des cadres des partis politiques de la résistance ont réussi, grâce à leur efficacité sur le terrain et leur sens de l'organisation, à émerger et, avec l'accord explicite de la population, à prendre le commandement de la résistance.

Sur la plan militaire nous avons réussi à organiser des bases où est assurée aux combattants, une formation de guérilla.

Deux types de structures ont été mis sur pied : les forces mobiles et les forces locales. Les premières ayant pour tâche de mener des opérations sur les bases soviétiques et les secondes d'assurer la protection et la défense des villages en cas d'attaques ou d'offensives soviétiques. Sur les deux plans, nous avons enregistré des points positifs (90% du pays est contrôlé et administré par la résistance).

Parallèlement à ces deux forces, il était indispensable de former des guérilleros urbains. L'efficacité de ces groupes est manifeste surtout à l'intérieur de Kaboul.

Au niveau de l'organisation civile, dans plusieurs provinces fonctionnent des comités. Les responsables sont nommés par la population en accord avec le commandement militaire. Dans certaines régions les écoles sont de

nouveau ouvertes. Certaines provinces possèdent leurs publications régulières. Les prix sont contrôlés par les comités économiques, qui en outre s'occupent d'évaluer les besoins alimentaires de la région afin de répondre aux besoins de la population. Des comités de justice résolvent les problèmes juridiques de la population.

Au delà de l'organisation, la résistance afghane a enregistré des succès indéniables sur le plan de l'unité de ces différentes composantes.

Mai 1982, date à laquelle les

soviétiques ont lancé leur cinquième offensive dans la vallée du Pandjchir, peut être considérée comme un tournant dans le développement de l'unité du peuple afghan. Les combattants Hazara, chiite, sont venus épauler les forces de la vallée du Pandjchir. Toutes les ethnies des deux « mazhab » (sunite et chiite) se sont unies.

Les commandants tentent de se doter d'un commandement unifié, les discussions ont abouti, mais malheureusement des obstacles matériels, de télécommunication en particulier, subsistent.

Cette évolution de la résistance est en fait une transformation de la société afghane dans le sens d'une plus grande cohésion entre les peuples de l'Afghanistan.

Les militants et les combattants du Jamhiat-é-Islami d'Afghanistan, favorisent ces changements. □

Homayoun Tandar

PALESTINE :

Droit à la santé

Organisée par l'Association Médicale Franco-Palestinienne, la conférence internationale pour le droit à la santé du peuple Palestinien s'est tenue à Paris au Palais des Congrès le 8 et 9 janvier 1983. Etaient présents, Fathi Arafat, président du Croissant Rouge Palestinien, le professeur Milliez ainsi que le professeur Larivière, tous deux responsables de l'A.M.F.P. et des membres du corps médical américain, italien, grec, canadien... ayant travaillé à Beyrouth pendant la guerre. Les témoignages entendus lors de cette conférence ont permis de faire le bilan de la dramatique situation sanitaire dans laquelle se trouvent les Palestiniens. Aujourd'hui après l'échec de la tentative israélienne de destruction de l'OLP (et partant, du Croissant Rouge Palestinien), la population civile des camps souffre, après l'arrestation massive des médecins palestiniens et libanais d'un manque d'encadrement sanitaire qui se fait durement ressentir, notamment chez les enfants qui ont été les premières victimes de l'aviation de Tsahal.

Les intervenants ont également insisté sur un autre aspect de cette guerre, celui de la peur qui, aujourd'hui, tenaille les Palestiniens vivant dans la terreur constante de voir se renouveler Sabra et Chatila.

Ajoutons pêle-mêle la destruction de la famille (due au départ des combattants, à leur arrestation, ou à leur disparition), l'interdiction de travailler, faite aux réfugiés entrés au Liban après 48, et l'appréhension qu'éprouvent les Palestiniens à être employés par les chrétiens libanais.

Le Docteur Arafat ayant longuement évoqué tous ces problèmes, s'est adressé à la salle : « je voudrais vous remercier d'être là, vous médecins du monde entier qui nous aidez à lutter quotidiennement contre la mort » ajoutant « nous avons besoin de personnel, de médicaments et d'argent pour pouvoir continuer à travailler ».

Longuement applaudi, le président du CRP a conclu : « Avec votre aide, avec l'aide de tous nos amis, le prochain centre du CRP sera à Jérusalem... » □

F.S



La volonté d'un commandement unitaire.



Chadli-Mitterrand pour conduire des relations toujours passionnelles.

Alger-Paris

Ça repart et ça revient...

Le baromètre est-il de nouveau au beau fixe entre Alger et Paris, après la visite éclair à Paris du président algérien Chadli Bendjedid ?

C'était le 6 novembre dernier à Alger, M. M. Goudjil et Fiterman respectivement ministres des transports signaient un accord de coopération en matière de transports. Le document signé à Alger ouvrait la voie à une série de contrats se montant à plus de 15 milliards de francs, portant sur la construction du premier tronçon du métro d'Alger et la modernisation du réseau ferroviaire.

Cet accord fut jugé de part et d'autre de la Méditerranée comme un « modèle de la coopération de type nouveau » que la France et l'Algérie entendaient appliquer. Auparavant Mr Michel Jobert, avait fait lui aussi le voyage à l'occasion de la fin des travaux de la commission mixte qui venait de se réunir à Paris. « Nouvelle vision » « nouvelle route » « la France et l'Algérie donnent l'exemple ». Ainsi s'exprimaient MM Abdelmadjid Brahimi ministre algérien de la planification et Mr Michel Jobert à l'issue de leur rencontre.

Alors que s'est-il passé pour que l'on en vienne presque au bord de la rupture ?

Pourquoi le gouvernement algérien a-t-il décidé de porter sur la place publique par l'intermédiaire de son ambassadeur Djamel Houhou, les problèmes existants entre Paris et Alger ; à savoir principalement le contentieux sur le contrôle de l'immigration algérienne, et le

refoulement des touristes algériens. Selon l'Amicale des Algériens en Europe, près de 16.000 ressortissants algériens ont été refoulés aux frontières ces dix derniers mois.

Simple surenchère habituelle dans le jeu diplomatique qui consiste à jeter le bouchon le plus loin possible en vue d'une négociation très serrée, avant une rencontre au sommet ; ou alors les autorités algériennes avaient la conviction que le président Mitterrand n'était pas nettement informé de la gravité des événements à propos des refoulements massifs de touristes algériens ? Toujours est-il que Mitterrand a dépêché à Alger deux hauts fonctionnaires Maurice Grimaud et François Scheer directeurs de cabinets, le premier à l'intérieur et le second aux relations extérieures pour régler la procédure de l'entrée des touristes algériens en France ; et qui, semble-t-il, seraient parvenus à un accord « mutuellement acceptable et parfaitement satisfaisant ».

De plus en allant accueillir lui-même le président algérien à l'aéroport, Mitterrand a voulu, non seulement dédramatiser la situation, mais montrer qu'il était tout autant disposé à l'égard de son hôte et qu'en quelque sorte tout cela n'était qu'un malentendu.

Reste à savoir, qui, dans les milieux officiels français, a cherché à mettre des bâtons dans les roues. L'excès de zèle

manifesté par la police des frontières à l'encontre des ressortissants des pays du Maghreb ne relève pas que de l'abus de pouvoir de certains fonctionnaires de police ; mais bien de directives données en haut lieu. Le rapprochement fait à plusieurs reprises par M. Franceschi secrétaire d'état à la police après les attentats-massacres de cet été à Paris, et le fait que des centaines de Palestiniens de l'OLP se trouvaient désormais au Maghreb, en est un exemple et n'est pas fait pour favoriser le dialogue, ni la coopération... à moins que cela n'ait été fait à dessein.

La coopération est un tout qu'il faut assumer. On ne peut prétendre vouloir faire le métro d'Alger et refouler les voyageurs qui viennent voir comment est celui de Paris, de Lyon ou de Lille.

C'est ça aussi le dialogue Nord/Sud !

Les relations entre les deux pays auront et sont marquées par le sceau de la passion. Ça repart et ça revient... après la guerre et la séparation, vint le temps de la haine et de la rancœur. Aujourd'hui avec la réconciliation, voici peut-être venu le temps de la « tendre guerre » ?

Cette passion qui singularise les rapports Franco-Algériens doit être prise en compte comme une donnée du problème, sinon on risque de n'y rien comprendre. □

Farid Aïchoune

Les publications au Maroc

L'Edition, le parent pauvre

Malgré de nombreuses difficultés, la presse et l'édition marocaine bougent.

A lors que les journaux de l'Union Socialiste des Forces Populaires (*Al Mouharrir*, quotidien en arabe, et *Libération*, hebdomadaire en français) sont toujours suspendus, la presse marocaine connaît quelques heureuses transformations. Il y a quelques semaines, la fête d'*Al Bayane*, organe du PPS (Parti du Progrès et du Socialisme), attirait trois à dix mille

personnes (d'après certaines estimations) et créait un précédent à Casablanca. Au même moment, *Al Balagh Al Maghribi* et *Anoual*, bimensuels proches de la gauche marocaine, changeaient de périodicité. Ces deux journaux paraissant en arabe sont désormais hebdomadaires. Enfin le mensuel arabe « *Al Assas* » a repris sa parution après plusieurs mois d'interruption que n'avait pas connu « *Al Assas* » paraissant en français.

Du côté des revues, et alors qu'*Al Jousour* vient de publier son cinquième



numéro, la nouvelle revue *Al Moqadima* vient de consacrer son deuxième numéro à la guerre du Liban et à la lutte des peuples Palestinien et Libanais. Ce numéro double comprend plusieurs études et témoignages, ainsi que des textes de poètes Palestiniens et Marocains. Signalons par ailleurs que la revue « *Attaquafa Al Jadida* » continue son bonhomme de chemin : son numéro 25 vient de paraître.

Cette revue, dirigée par le poète Ben-nis continue, parallèlement à ses numéros, ses efforts d'édition et d'autres revues, telles « *Al Badil* » et « *Al Mogadima* » se sont lancées à leur tour dans l'aventure du livre. Efforts d'autant plus méritoires que dans l'édition, beaucoup reste à faire.

Ainsi, soixante livres ont paru au Maroc même, ou édités au Proche-Orient, tel est le bilan de l'année littéraire marocaine. Ce chiffre, qui est en progression par rapport à ceux des dernières années, reste cependant en deça des réalisations des éditeurs tunisiens et algériens. Il est loin de refléter toute la production des écrivains marocains et beaucoup de manuscrits restent dans les tiroirs. A noter qu'une bonne partie des livres marocains continuent à être édités au Moyen-Orient essentiellement à Beyrouth, bien que la dernière année ait connu plusieurs co-éditions libano-marocaines. La nouvelle et le poème sont toujours en tête des parutions marocaines alors que le roman continue à être le parent pauvre de la littérature. □

D.E.K.

ECHOS DE TUNISIE

Wassila Bourguiba : Un silence assourdissant

A près avoir insisté publiquement cet été sur la nécessité de réviser la Constitution (ce qui revient à éliminer l'actuel Premier Ministre de sa position privilégiée et à le placer sur la même ligne de départ que ses autres concurrents dans la course au pouvoir, en cas de vacance) la première Dame de Tunisie a bien observé la tempête de réactions qui divisa et divise encore le monde politique.

Depuis, Wassila Bourguiba, plus lionne que jamais, se tait. Contraignant tout le monde à l'expectative.

Le silence devenant de plus en plus assourdissant, on lui prête l'intention de relancer le débat sous une forme inédite.

Mohammed Mzali : La force tranquille

I l n'a pas eu besoin de limer ses crocs. Il n'en avait pas.

Tout le monde s'accorde cependant à constater que le Premier Ministre prend de l'envergure et s'affirme davantage.

Au ton populiste et aux discours parfois agités, succède la force tranquille et sobre de l'homme qui a du souffle.

Il a les cheveux plus gris, le costume plus sombre, la hauteur de vue de l'Homme d'Etat et la modestie habile de l'homme politique qui proclame toujours qu'il faut « postuler que Bourguiba est immortel » pour tenir la distance...

Mansour Moalla : Superstar

L e VIème plan, c'est lui. Le budget, c'est lui. L'austérité, c'est lui. La politique aussi, c'est (presque) lui.

Incontestablement, Mansour Moalla, le grand argentier, tient la vedette. Il dérange, bien sûr. Ses détracteurs, nombreux, lui reprochent invariablement d'être le Ministre du plan, des Finances et de...Sfax.

Ses supporters, non moins nombreux, voient en lui la chance du pays. Parmi ceux-ci Bourguiba lui-même, qui lui a renouvelé sa fameuse petite tape sur la joue et en gros plan...

Geste suffisant pour que le satellite Moalla Superstar demeure sur orbite. C'est à dire intouchable.

Mohammed Sayah : Offensive de charme

P etit de taille comme pour mieux témoigner sa dévotion à son maître, mince après avoir été très gros (certains disent dévoreur), le sourire mécanique mais séduisant, le puissant Ministre de l'Equipement demeure, malgré les rumeurs, stoïque et inébranlable.

Il poursuit une grande offensive de charme tous azimuts, amorcée depuis quelques temps et observe, goguenard, les efforts tourmentés et tumultueux de son successeur à la tête du Parti Socialiste Destourien.

On lui prête même cette fine observation, dite avec le sérieux d'un pape, comme une oraison funèbre : « Le Parti se porte de mieux en mieux... ». Et il reprit immédiatement son sourire mécanique. □

De notre correspondant

Faïk Berrouaned

Le Pérou dans la guerre civile

Le Pérou a-t'il trouvé son « sentier lumineux » ?

Le Pérou bascule vers la guerre civile. Avec la décision prise fin novembre 82, de faire intervenir l'armée aux côtés de la police contre la guérilla maoïste de « Sendero Liminoso » (Le sentier lumineux), le président Belaunde Terry, élu en 1980, après 12 ans de régime militaire, vient de précipiter l'affrontement.



Repression d'étudiants à Lima

La proclamation en juillet 82 de l'État d'urgence dans les trois provinces de Cangallo, d'Andahuaylas et de la Mer dans la Sierra du Sud-Ouest, n'aura pas suffi au gouvernement.

Prônant le boycott des élections, opposés au « crétinisme parlementaire » de Izquierda Unida, un front réunissant plusieurs organisations social-démocrates et marxistes, les « Senderistes » ont frappé leur premier grand coup le 2 mars 1982 en libérant 200 prisonniers, parmi lesquels de nombreux militants de

leur organisation, qui étaient incarcérés à la prison d'Ayacucho, capitale du département du même nom, une ville de 80.000 habitants en pleine sierra.

Le dernier bilan officiel publié fin novembre annonçait près de 110 victimes. Depuis les premiers attentats en mai 1980, le jour même des élections qui portèrent au pouvoir les partisans libéraux et démocrate-chrétiens de Belaunde, les « Senderistes » ont à leur actif plus de 1300 actions de sabotage et de guérilla, selon les estimations les plus basses.

Quelques mois plus tard, le 19 août 1982, Lima et une douzaine de villes proches de cette mégapole de cinq millions d'habitants sont plongées dans l'obscurité totale par le sabotage de cinq pylônes électriques dans la localité de Cantogrande. Cet « apagón » (de « *apagar* » : éteindre) va provoquer une panique totale pendant plus de douze heures. Pillages et attaques de commissariats vont donner l'avant-goût de ce qui attend le pays, un combat généralisé pour sortir de la misère.

Actuellement, la guérilla contrôle trois provinces. A proprement parler, il ne s'agit pas de zones « libérées ». Les Senderistes n'ont pas pris les villes pour y fixer les forces gouvernementales. Mais on aurait tort de penser que la guérilla peut être circonscrite aux seuls départements d'Ayacucho, de Huanavelica et d'Apurimac accidentés, arides, sous-scolarisés, situés à cheval sur la Sierra et la « *Ceja de Selva* », la forêt équatoriale de montagne.

Dans d'autres régions, des banques (A Iquitos, dans la « *selva* » -forêt- septentrionale), des postes de police (Umachiri, département de Puno, Sud-Andin), des coopératives agricoles (Cerro de Pasco, Centre du pays) sont les cibles de Sendero et d'une organisation alliée opérant principalement sur l'altiplano, « *Puka Llacta* » (en quechua : patrie rouge). La piste du Sentier Lumineux remonte jusque dans la Sierra Septentrionale, dans le département de Huarez, où il y a deux mois, la police a découvert des caches d'armes.

Hors le monde paysan et indien, Sendero s'est implanté dans nombre de « *pueblos jóvenes* », quartiers périphériques d'habitat précaire, aux abords de la capitale. Courant novembre plusieurs dizaines d'arrestations y ont témoigné de la présence de l'organisation révolutionnaire. Par ailleurs, des actes de sabotage commis par exemple dans les usines Toyota et Fiat de la capitale ont révélé l'existence jusque dans le monde ouvrier de l'une des organisations de

masses du parti, le « *Mouvement ouvrier des travailleurs de classe* » (M.O.T.C.) qui à tout conflit du travail apporte la « *solution* » « *senderiste* » : la lutte armée.

LA RENCONTRE DE MAO ET DE TUPAC AMARU

Comment le pays a-t-il pu se trouver confronté en si peu de temps à une situation d'une telle gravité ? La réponse se trouve à la fois dans la stratégie des « *Senderistes* », dans la mise à l'encan pratiquée par le gouvernement Belaunde et dans la maladresse de la répression.

Le Parti Communiste du Pérou - Sendero Luminoso, tire son nom d'un appel à « *suivre le sentier lumineux* » de José Carlos Mariategui, le père du communisme dans ce pays. Il naît en 1970 d'une scission au sein de l'organisation pro-chinoise « *Bandra Roja* » (drapeau rouge), elle-même créée en 1964 après l'expulsion de ses militants du parti communiste pro-moscovite, conséquence du schisme sino-soviétique.

La plupart des cadres connus du P.C.P. sont originaires de la région d'Ayacucho, où à l'instar de leur dirigeant Abimael Guzman, ils ont enseigné ou étudié à l'université de Huamanga.

Après quelques années d'apostolat révolutionnaire parmi les étudiants de Huamanga et les collégiens, les uns après les autres, les cadres de Sendero s'évanouirent au point que leurs appels vibrants à mener la révolution de la « *campagne vers les villes* » n'étaient plus que souvenirs lorsque débutèrent les premiers attentats en mai 1980.

L'immersion dans les campagnes, dans le monde entier et parmi les intellectuels prolétariés de Lima dura

plus de dix ans pour certains d'entre eux. En 1982, plus personne ne conteste la base paysanne de cette organisation : y compris les reportages des revues pro-gouvernementales « *Caretas* » et « *Oiga* » reconnaissent que la plupart des actions menées dans les trois départements d'Ayacucho, de Huancavelica et d'Apurimac ont été menées par des militants très jeunes, d'extraction rurale.

Du reste, ce syncrétisme peu banal, apparaît nettement dans l'iconographie officielle de Sendero qui propulse au premier rang de ses affiches, un paysan vengeur, fronde à la main et « *chullo* » « *authentique* » sur le crâne. Revendiquant l'héritage de la révolution culturelle chinoise, Sendero fait acte d'affirmation, prenant en compte un réveil indien dont les mouvements indigénistes « *Tupac Katari* » et « *O.B.A.A.Q.* » (Organisation des Bases Aymaras Amazoniennes et Quechuas) sont les émanations politiques pour capitaliser le soutien des populations.

Cela, ses adversaires l'ont baptisé « *l'utopie andine* ». D'autres parlent de « *Pol-Potisme* », épithète que rejettent fermement les Senderistes. Il ne s'agit pas pour ces derniers de mythifier l'héritage incaïque mais d'emprunter à tous les domaines de ce patrimoine, y compris le technologique pour développer le pays.

«SENDERO LIMINOSO»

L'une des caractéristiques essentielles de Sendero est que cette organisation n'apparaît pas comme la succursale d'une puissance étrangère, fut-elle « *socialiste* ». Jusqu'à présent, le gouvernement péruvien a été incapable de prouver un soutien logistique extérieur quelconque à la guérilla, et



pour cause : les armes de Sendero sont prises sur place.

Cela s'explique en partie par la ligne des « *Senderistes* » « *Avant-garde de la révolution mondiale* », ils condamnent en bloc les impérialistes yankees, les sociaux-impérialistes russes, les révisionnistes chinois et même les « *nains* » albanais.

A première vue, il pourrait sembler surprenant qu'un tel mouvement puisse se propager dans un pays démocratique sur le plan constitutionnel où la gauche est représentée jusqu'aux trotskistes au parlement. Les autres formes de lutte sociale sont vivaces : des grèves ont éclaté dans les secteurs bancaire et minier. Le pays a été complètement paralysé les 25 et 26 novembre dernier par le grève des paysans qui ont bloqué toutes les voies de communication. Mais il semble qu'à gauche, dans le cartel électoral d'Izquierda Unida où certains n'hésitent pas à lorgner vers les populistes de l'A.P.R.A., on redoute qu'une coordination des luttes, ne facilite des opérations plus larges de type insurrectionnel, qui faciliteraient la tâche de Sendero.

Nombre de militants de partis de gauche, des leaders syndicaux se retrouvent accusés de terrorisme et rejoignent les prisonniers de Sendero dans le pénitencier de l'Ile du Fronton, à quelques kilomètres de Lima où s'il s'agit de femmes à la prison de Callao.

Le désespoir social est considérable dans ce pays qui a vu le dollar grimper en sept ans de 50 soles à 1000 soles, ce qui renchérit d'autant les importations d'une nation déficitaire sur le plan vivrier.

Les entreprises textiles sont en déconfiture, victimes des restrictions douanières imposées par les clients américains. Plusieurs mines ont fermé du fait de la chute des cours du cuivre en 1982, mais surtout en raison du protectionnisme américain.



Enterrement d'Edith Lagos

La longue marche

Le Pérou au delà de l'image touristique

L'exploitation effroyable dont les mineurs du Pérou sont victimes a déjà défrayé les chroniques. Ce chapitre est toujours d'actualité, et l'exemple de Canaria est là pour nous remettre en mémoire les combats que mènent ces hommes, pour leur survie.

Si pour bien des gens, l'image du Pérou se limite aux vestiges de la civilisation Inca dans l'environnement majestueux de la Sierra avec ses lamas, ses condors et ses habitants pittoresques, la réalité est différente, surtout celle des campements miniers où l'homme est réduit à l'état d'outil de production.

Les familles de Canaria, de Cata-Cari et autres en savent quelque chose pour en être arrivées à jouer le tout pour le tout afin de se faire entendre.

L'exemple de Canaria (3600M d'altitude-758 km de Lima) n'est pas unique, mais il représente un des symboles des luttes minières au Pérou : depuis le mois de janvier 82 les ouvriers ne sont plus payés, de plus leur non-inscription à l'équivalent de notre Sécurité Sociale depuis 1980 a des conséquences catastrophiques dans un ensemble minier où 40 à 50% des travailleurs sont atteints par une maladie ou un accident de la mine. Lorsque la décision de fermer la mine a été prise le 26 juillet dernier, ils ont décidé avec leurs familles d'effectuer une « Marche Sacrifice » = 758 km parcourus par 1300 personnes (520 ouvriers, 380 femmes et 340 enfants)

Dans les campagnes, où le gouvernement démantèle par une politique de reprivatization, la réforme agraire de 1968, tout se passe comme si Belaunde voulait préparer le chemin de Sendero, qui parvient à propager son influence malgré l'emploi des méthodes purement staliniennes de la « justice populaire ». Jouant sur fibre mystique qui anime les « campesinos », les invisibles senderistes allument à la nuit tombée de gigantesques figures sur les flancs des Andes, composant des faucilles et des marteaux flamboyants.

Ce mysticisme et ce sectarisme qui



Marche des mineurs de Canaria

pendant plus de 93 jours. Le bilan humain est lourd : 6 morts (2 adultes et 4 enfants), par ailleurs 5 bébés sont nés pendant le parcours.

Actuellement, ils sont à Lima, installés dans un camp de fortune, depuis plus de deux mois. Jusqu'à présent le gouvernement péruvien a refusé de recevoir toute délégation, pire, il commence à faire de la répression : un dirigeant syndical a été arrêté lors d'une des manifestations faites régulièrement devant le ministère du travail, et les manifestants ont fait l'objet de brutalités de la part de la police.

Les conditions d'hygiène dans le « camp » sont déplorables : une centaine d'enfants sont atteints par des maladies (typhoïde, fièvres, diarrhées...); les mineurs de Canaria n'ont cependant pas d'autre choix que de continuer d'avancer dans leur conflit trop lourd à porter, car même le recul n'est pas possible. En avant, c'est l'inconnu, mais dans cet in-

connu loge peut-être l'espoir. Tandis qu'en arrière, c'est le désespoir et le vide.

A la demande de la Fédération des travailleurs miniers et métallurgistes du Pérou, une campagne internationale de soutien est lancée depuis le mois de décembre 82. Sa réussite est capitale, et l'appel revêt une telle ampleur parce que l'enjeu le commande. Des milliers de travailleurs à travers le monde, à quelques traits près, se reconnaîtront dans la situation des mineurs de Canaria. □

Philippe Blaise

P.S. : Pour participer à cette campagne, et tenter de débloquent le mur du silence opposé aux familles de Canaria et à tous les autres mouvements de mineurs en cours, vous pouvez écrire en dénonçant cette situation à :

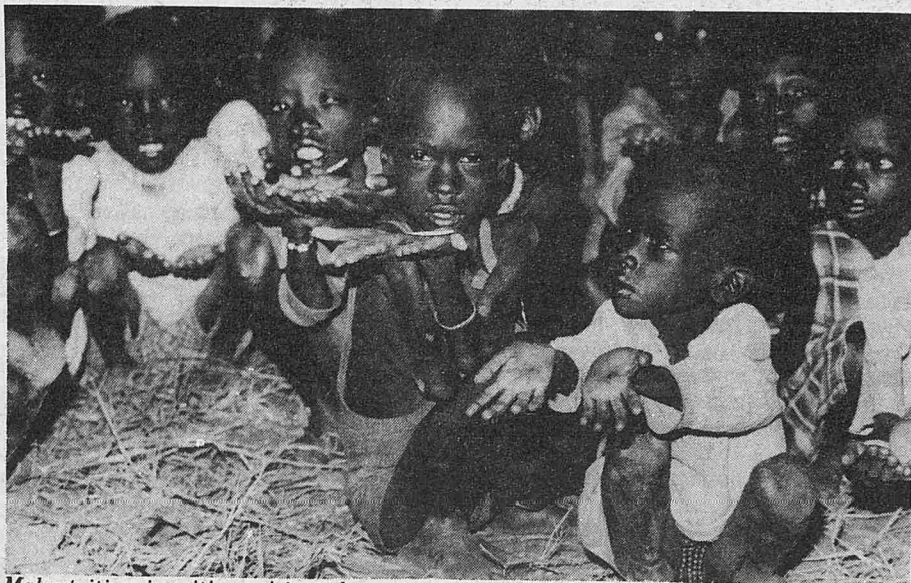
Presidente de la República del Perú
Palacio presidencial. Plaza de Armas.
Lima Perou.

rejetent les expériences foquistes du passé, menées par des guérillas étrangers au « campo », comme ce fut le cas en 1965 avec la guérilla du Mir péruvien, vont cependant de pair avec une certaine lucidité en matière de calcul de risque. « Nous ne redoutons qu'une chose, nous a confié un cadre de Sendero, c'est qu'ils (les militaires) n'utilisent la tactique de la terre brûlée, du génocide, pour arriver à leurs fins, comme les Yankees l'ont fait au Vietnam, comme ils continuent de le faire au Guatemala. Qu'ils n'assèchent la rivière pour capturer le poisson ».

Le drame est que dans plusieurs régions du pays vouloir expurger les senderistes revient à combattre la population dans son ensemble. Dans la province d'Abancay (Département d'Apurimac), des villages entiers ont été déclarés « terrotistes » désignés à la vindicte des tortionnaires entraînés par les « coopérants techniques » américains et argentins. Mais la maladresse même et le manque de discernement de cette répression en définitive, ne font que creuser toujours plus le lit de Sendero. □

Francesco Serrallonga

Afrique Sud-Saharienne



Malnutrition, inanition, misère et la mort aux aguets ; le lot courant d'une Afrique affamée.

Diagnostic et remèdes

Un aréopage d'universitaires africains et français (historiens, juristes, sociologues philosophes) s'est penché récemment à Dakar au chevet d'un malade qui donne beaucoup de souci aux hommes politiques : l'Etat africain.

C'était au cours d'un colloque, organisé par la Société africaine de culture en collaboration avec la faculté de droit de l'université de Dakar et l'UNESCO, sur le thème « *La problématique de l'Etat en Afrique noire* ».

Sujet important qui a fait dire au doyen Diaité de la faculté de droit de la capitale sénégalaise que ce « *colloque était le plus important qui se soit tenu en Afrique* ».

Le continent africain offre à l'heure actuelle une image d'instabilité chronique, ponctuée de coups d'Etat due à la fragilité institutionnelle des Etats tels qu'ils ont émergé de la période coloniale.

Guidés par la seule rigueur scientifique, les chercheurs réunis à Dakar n'ont pas mâché leurs mots pas plus qu'ils n'ont voulu ménager les susceptibilités. D'où cette odeur de soufre qui se dégage du contenu de leurs travaux. Au nombre des participants, citons les professeurs Théophile Obenga du Congo, Pathé Diagne (Sénégal), Madany Sy (recteur de l'université de Dakar),

Honorat Aguessy (Bénin), Dossou (Bénin), Ajayi (Nigéria), le père de Benoist et Lilyane Kesteloot, chercheurs à l'IFAN de Dakar etc.

A la lumière de leurs travaux, il apparaît que le péché originel qui entache l'Etat en Afrique noire, c'est qu'il ne doit son existence, dans sa forme actuelle, qu'à ce « *mimétisme nauséabond* » que Franz Fanon pourfendait déjà. Bref c'est un modèle importé, plaqué tel quel, sans le moindre effort d'adaptation sur une réalité rebelle. Le diagnostic est sévère : « *l'Etat africain est artificiel dans ses origines et ses structures, d'où l'obligation pour lui de se renforcer pour survivre* ». D'où son omnipotence, d'où aussi la personnalisation du pouvoir et les méthodes autoritaires.

Si le concept précolonial avait prévalu, il est bien évident que la constitution de grands ensembles politiques régionaux eût été plus aisée, ce qui aurait radicalement transformé la face de l'Afrique.

Ceci posé, les discussions ont pris parfois l'allure d'un réquisitoire mais sans passion, parce que fondé sur des bases scientifiques, contre l'Etat post-colonial. Il est ainsi apparu que les régimes mis en place à l'indépendance s'inséraient dans la mouvance coloniale, se contentant d'être une pâle copie des modèles institutionnels coloniaux. La preuve : ce sont des experts étrangers qui ont dans la plupart des cas rédigé les constitutions des pays rendus à l'indépendance.

Pour le professeur Théophile Obenga de l'université Marien Ngouabi de Brazzaville, « *l'Etat post-colonial est né au cours d'une rupture historique, notre propre évolution ayant été contrariée par l'immixtion coloniale. D'où la tendance au mimétisme* ».

Au terme de ses travaux, le colloque a émis un certain nombre de résolutions et de recommandations destinées à donner un visage nouveau à l'Etat post-colonial.

Pour mieux s'insérer dans la réalité politique africaine, l'Etat doit revêtir un caractère multinational, pluriethnique, sur la base des principes de droit.

Dans cette perspective, il faut envisager l'introduction au sein de l'Etat unitaire ou fédéral d'un véritable pluralisme politique. Dans les régimes à parti unique, le colloque recommande l'introduction de la pluralité des candidatures pour les élections et la consécration des courants de pensée en attendant l'aménagement d'un multipartisme restreint ou intégral qui demeure l'idéal.

Il convient également de faire participer les larges masses à la vie publique, de les impliquer en somme.

Cela peut se faire par l'installation dans les zones rurales d'organismes élus gérant de manière autonome les biens de la collectivité.

Sur le plan international, l'intégration a été estimée la « *voie royale* » pour un plein épanouissement de l'Etat africain. Mais, aux yeux des participants, les organisations d'intégration actuelles présentent le grand inconvénient de perpétuer les frontières héritées de la colonisation, alors qu'il convient de les transcender pour s'orienter vers la création de grands ensembles géopolitiques.

Pour les membres du colloque, le développement autocentré et efficient a comme base la reconnaissance et le respect des libertés individuelles et collectives. Il est aussi nécessaire de fixer une éthique et une déontologie de l'homme politique africain. Dans cet ordre d'idée, « l'homme politique africain doit placer les intérêts de la nation au-dessus de tout autre intérêt et s'interdire d'amasser une fortune au détriment du peuple ».

Voeu pieux ? En tout cas, le colloque a été marqué par la volonté d'esquisser une théorie et une science des institutions politiques africaines. Par ailleurs le résultat de ces travaux devrait inspirer les experts chargés de rédiger le huitième volume de l'histoire générale de l'Afrique couvrant la période qui va de 1935 à 1980. □

Ibrahima Signaté
(M.F.I.)

Décentralisation

Réactions Antillaises au fil des décisions Françaises

Le 3 décembre 1982, le Conseil Constitutionnel rejette la loi de décentralisation pour les DOM, jugeant inapplicable la suppression du Conseil Général, institution spécifique des Départements français.

Cette nouvelle tombe comme une bombe et provoque des réactions diverses au sein des instances dirigeantes des partis politiques de Droite et de Gauche.

La Droite unanime rend hommage à la sagesse du Conseil d'Etat et prétend que les Antilles échappent de justesse au largage.

La Gauche traditionnelle, (P.P.M., P.C.M., et F.S.M.) exprime sa déception profonde, et condamne avec véhémence ce rejet inique et dénonce les manoeuvres politiques et réactionnaires contre l'émancipation de la responsabilité antillaise.

Pour les mouvements d'extrême Gauche, comme « *Combat Ouvrier* », « *les travailleurs ne perdent rien* » ou comme « *Asé Pléré An Nou Lité* », ce rejet ne mérite même pas de commentaires puisqu'il n'était qu'une nouvelle tentative du gouvernement français pour « *faire accepter le réaménagement du statut colonial et compléter sa loi d'assimilation* » ; bref, il ne voulait, selon eux, que donner un « *semblant de pouvoir* » qui ne servirait en rien les intérêts du peuple Martiniquais. Pour le M.P.G.I. (Mouvement Pour la Guadeloupe Indépendante), ces élections ne concernent pas le peuple Guadeloupéen tandis que pour le G.R.S. (Groupe Révolution Socialiste) la barre des 5% est une injustice, et un handicap pour le M.I.M. (Mouvement Indépendantiste Martiniquais) qui entendait y participer, c'est bien dommage tout de même.

Face à cette nouvelle situation, les formations politiques connaissent un véritable sursaut, car, c'est à ce moment que l'information fuse et se diffuse, que les débats et les rencontres se multiplient. Le peuple passif, paisible,

avait une fois de plus, assisté à une querelle d'idées entre les appareils respectifs des partis. Il est vrai que ce projet n'émanait pas de lui, il ne l'a, au fond, ni voulu ni défendu, ni rejeté non plus ; il a été trop peu ou si peu informé, qu'il donne inlassablement comme réponse à la question : « *Que savez-vous de la décentralisation* » ?, « *Sé pas zafé moïn* » (cela ne me concerne pas).

Ce débat ne lui appartient pas car il le vit comme l'oeuvre exclusive des instances politiques.

On pourrait alors penser que le refus du projet visant à donner aux Antillais et Guyanais et Réunionnais une « *nouvelle citoyenneté* » provoquerait l'éclosion de propositions émanant de toutes les couches du peuple des DOM.



Des projets en marge des populations?

LE NOUVEAU PROJET

Création de deux assemblées :

Conseil général traditionnel et conseil régional élu à la proportionnelle avec des pouvoirs plus étendus.

Nature et compétence

- 1- Prolongement de la départementalisation de 1946
- 2- Maintien du département et de la région, collectivités de droit commun avec quelques adaptations spécifiques pour les DOM
- 3- Des régions érigées en collectivités territoriales qui conservent leur caractère actuel jusqu'à la 1ère élection du conseil régional
- 4- Fixation des règles de l'élection au suffrage universel direct des différents conseils régionaux au cours du 1er trimestre 83(20.2.83) non cumul des mandats pour les membres du bureau des 2 conseils
- 5- Responsabilités de l'ensemble des compétences des conseils régionaux avec une extension des compétences spécifiques
- 6- Assistance d'un comité économique et social, et d'un comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement.

Mais, mais... ce rejet a surtout entraîné des réactions émotives, ou des appels à « la mobilisation générale, pour se mettre au combat » afin de défendre un projet émanant du « seul secrétaire d'Etat aux DOM-TOM à se pencher avec sérieux et lucidité sur nos problèmes » déclare le secrétaire général du P.P.M.

La réponse de M. Emmanuelli fut prompte, le 10 décembre 1982 il soumettait aux Conseils Généraux des DOM un nouveau projet favorable à deux assemblées : le conseil général et le conseil régional avec des compétences spécifiques. Le 15 décembre, ce projet sera adopté par le parlement français par 327 voix, contre 156.

Le conseil général de la Martinique récuse le nouveau projet car selon lui le gouvernement est allé beaucoup trop vite et juge le contenu du projet trop peu explicite. En fait, il craint que l'article 8 donnant aux conseillers régionaux la possibilité d'adresser au Premier Ministre des propositions de modification ou d'adaptation des dispositions législatives ou réglementaires, ne soit la porte ouverte à « l'aventure politique, au largage ». La fédération socialiste aux Antilles ac-

clame sans restriction le projet numéro 2, tout comme elle l'avait fait pour le numéro 1.

Le P.P.M., au cours de son allocution du 13.12.82 que son Président Aimé Césaire donnait en l'honneur de M. Mermaz, Président de l'Assemblée Nationale Française, déclarait regretter

le 1er projet mais jugeait acceptable le 2ème. « Il devrait permettre aux hommes des DOM de devenir les agents de leur propre histoire par l'accès à des responsabilités nouvelles » dira M. Aimé Césaire qui toutefois souligne le problème du partage des compétences posé par les 2 assemblées. Déjà, la campagne électorale semble ouverte, car l'enjeu du 20 février 1983, date des nouvelles élections, a été admis par l'ensemble des formations politiques.

Le P.C.M. quant à lui, même s'il n'approuve pas le 2ème projet qu'il qualifie « d'assimilation et d'intégration des DOM » consent à participer aux élections afin d'éviter que la direction du Conseil Régional ne soit « aux mains des fossoyeurs de notre peuple ». Le P.C.M. serait favorable plutôt à la création d'une « collectivité territoriale nou-

velle », proposition qui, même si elle n'émerge que maintenant à le mérite d'exister. D'une façon générale, ce nouveau projet jouira de l'accord tacite de la population des DOM qui se situe en dehors du débat. Même si une certaine tendance de la Gauche intellectuelle antillaise considère que le principe du non-cumul des mandats devrait être appliqué, non pas aux seuls membres du bureau, mais, à tous les conseillers des 2 assemblées, même si cette même tendance s'élève contre l'imprécision des compétences allouées à chaque conseil, même si les peuples des DOM ne réagissent point, s'estimant exclus de cette guerre de position entre partis politiques, même si encore certains parlent de rendez-vous de l'histoire à ne pas rater, le projet de loi risque d'être appliqué dans les mêmes conditions que celui de la départementalisation de 1946, que certains aussi jugeaient comme une chance historique. Alors dans leur langage, ne ratons pas notre 2ème rendez-vous que l'histoire a bien voulu nous concéder.

L'histoire nous le dira elle-même. □

A.Bravo

LE BILLET

Macodou N'Diaye

Un peu d'effort et ce sera l'an 2083

Mille neuf cent quatre vingt trois les lampions se sont éteints, la bonne affaire encore une fois, tout a été parfait. Les marchands d'illusions se frottent les mains, les camelots dispensateurs de petit bonheur sont allés se coucher. On a magnifié le Seigneur et maudit le Malin. Les chômeurs continueront de chômer, le Tiers-monde ou le Quart-monde de crever doucement mais sûrement : Un ami m'a même dit qu'il y a beaucoup de ministres africains venus skier à Courchevel. J'ai vu une année Bongo dans Paris Match. Bongo avec toute sa progéniture en train de construire sur les pentes, un bonhomme de neige. Je suis à peu près sûr qu'il y a un de nos chefs africains en train de méditer sur les voies et moyens à mettre en oeuvre pour construire une station de ski sous les Tropiques ; pourvu que le soleil se mette de la partie.

Chez Yaya, c'était la fête. Tous les immigrés d'Alsace étaient descendus portant de merveilleux costumes « pailletés » pareils à ceux que portaient les chanteurs de charme à la belle époque. Le seul ennui, c'est que les chauffeurs de taxi avaient déserté la station toute proche, ils n'aiment pas les immigrés quand ils sont en groupe et surtout s'ils font la fête dans un quartier dont les Super Dupont s'accordent à dire que ce n'est plus Paris.

Paris est atteint d'une maladie bizarre que les médecins n'ont pas encore trouvée dans leur dictionnaire médical : la négrophilie. On vend du Nègre à la criée comme au bon vieux temps de la traite : musique nègre, danses nègres, sorcellerie nègre, coiffure nègre, boîtes à nègres où vient s'encanailler la bonne société post néo-coloniale qui vient goûter aux délices euphorisants de l'exotisme facile et bon enfant en se disant : AH ! Ces nègres qu'est ce qu'ils sont gentils ! Je les aime bien.

Je suis dépositaire d'une mémoire et d'une pensée cachées jusqu'ici. Je ne fais que traduire les prédictions de Kothie Barma philosophe Sénégalais mort depuis des siècles. Et c'est guidé par cette pensée lumineuse qui voyage à travers les siècles, dévale les collines, surplombe les montagnes, fait des bonds prodigieux dans les années lumières, serpente les chemins tortueux de la vie pour vous livrer à vous sombres vivants de 1983 habités par l'angoisse, tenaillés par la peur du péril atomique, dévorés par de sombres pressentiments qui vous rongent comme cette maudite maladie qu'est le cancer qui ne veut pas reculer, à vous hanter par le chômage et les sinistres présages cauchemardesques de ce bonhomme de Nostradamus via Fonbrunne ; à vous qui cherchez le Seigneur qui joue à cache-cache avec vous depuis des millénaires et des millénaires, sans se montrer autrement que par la voix des Sphinx, Sans Frontière le journal aux « cent Zaims » est en mesure de vous livrer toutes les informations qui s'étaleront sur mille ans.

Je lance un dernier appel solennel à tous les immigrés de France et de Navarre. Je leur rappelle que c'est un devoir civique de voter le 6 mars date de l'élection symbolique.

En attendant d'avoir en France un président de la République immigré (ça viendra, j'en suis sûr) dotons-nous même de maires compétents. Vu que la Mairie de Paris est à prendre, vu qu'ils se disputent entre eux pour savoir qui sera le premier serviteur de Paname. Jouons les 3 troisièmes larrons qui viendront à la dernière minute enlever la forteresse parisienne.

En attendant, soutenez mon ami Hamidou Sy, éboueur à Magenta, candidat à la mairie de Paris contre Chirac et Quilès.

Je vous souhaite une bonne année où Dieu vous donnera la force du lion et la prudence du serpent. □

Le festival Africain de Grenoble

Une affaire à suivre

Après le festival du Maghreb tenu au printemps 82, la ville de Grenoble vient de récidiver en organisant un festival de l'Afrique noire cet automne.

Le festival s'est étalé sur presque deux mois et ce dans toute l'agglomération grenobloise avec une certaine volonté de décentralisation. En effet, en plus de la municipalité de la ville qui en est le centre, plusieurs organismes et associations ont participé à l'organisation du festival. Du reste le programme proposé a étonné tant par sa diversité que par le large panorama des différents aspects de la culture africaine.

De ce fait les organisateurs ont pu éviter, d'ailleurs après des débats houleux, les pièges de l'exotisme et il y a eu un réel effort à représenter l'Afrique contemporaine dans sa diversité mais aussi dans ses contrastes.

Les programmes de la manifestation sont assez variés. Ils vont de la musique

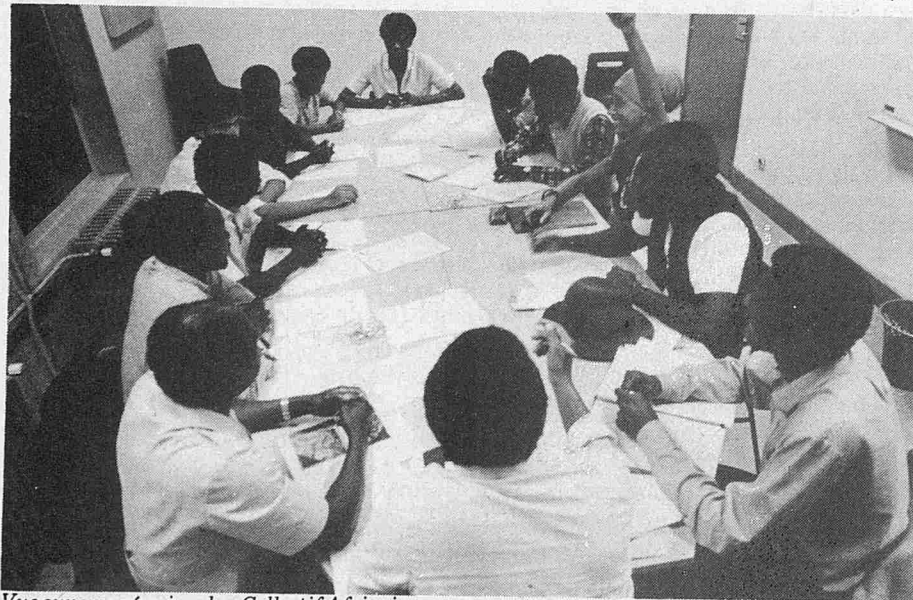
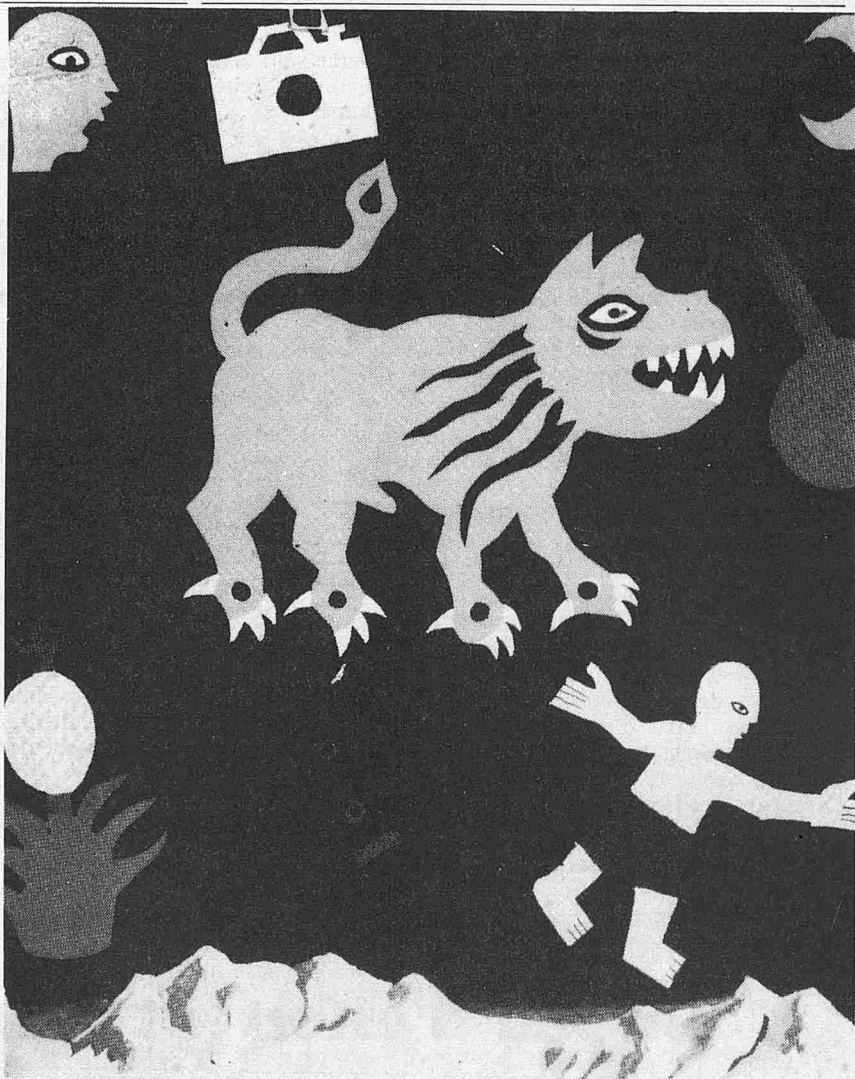
traditionnelle (Lamine Kinté, Geoffroy Oryma) aux arts plastiques en passant par la littérature, les contes, le cinéma et la danse. Des expositions de peinture, de photos, des jouets d'enfants, des instruments de musique ainsi que des conférences débats complètent ce festival.

La municipalité socialiste de Grenoble a voulu donner la priorité à la « confrontation entre les cultures traditionnelles et créations d'aujourd'hui ».

C'est ce que M. Pierre Gaudibert, conservateur du musée de la peinture et principal instigateur du festival, traduit en terme du maintien de la tradition face à la modernité. Il s'agit pour lui de « montrer à cette occasion la vitalité des expressions culturelles de l'Afrique noire d'aujourd'hui dans la réalité multiforme d'un continent avec ses pratiques ancestrales, ses rites, mais aussi les démarches nouvelles nées de la transformation des conditions de la vie sociale sous le choc des influences de la civilisation occidentale ».

Mais qu'en est-il des intéressés eux mêmes, c'est à dire des Africains de Grenoble. ? Ont-ils eu leur mot à dire dans cette présentation de leur continent ?

Il s'est créé à cet effet, un « Collectif



Vue sur une réunion du «Collectif Africain»

Africain » qui regroupe des personnes de différentes nationalités des pays d'Afrique pour prendre part au festival et se constituer en « groupe de pression ». Il a reçu une subvention de 120.000 NF de la municipalité pour organiser une « fête africaine » inaugurale et établir leur propre programmation.

La fête n'était africaine que de nom. Elle s'est soldée par un déficit de plus de 30.000 NF.

La participation tardive des Africains au projet les a placés, en fait dans une position de faiblesse face à la municipalité. Comme l'a reconnu un des membres : « le collectif avait pris le train en marche, et l'initiative n'émanait pas des Africains eux-mêmes ».

Ces derniers n'étaient pas pour autant unifiés. Il n'est qu'à voir les débats houleux et les polémiques engendrés par leur participation au festival.

Dans un tract diffusé pendant le festival, les « opposants » et surtout la FEANF (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France) dénoncent « la mystification du festival Africain » qui vise selon eux « à récupérer les travailleurs et les étudiants africains de plus en plus mécontents ». Les signataires y dénoncent aussi l'orientation politique du festival et critiquent le choix des personnalités invitées comme Léopold S. Senghor et Joseph Ki-Zerbo.

Ce festival a ainsi montré la division qui règne au sein des communautés africaines de Grenoble (et qui ne leur est pas spécifique). Etudiants pour la plupart, certains d'entre eux sont affiliés à diverses organisations politiques rivales et mêmes dogmatiques pour quelques unes d'entre elles. Et cela n'a évidemment pas aidé au dialogue déjà bien difficile, chacun campant, en gros sur ses positions.

Quant aux travailleurs africains de la région, ils étaient plutôt rares à venir aux manifestations. Conditions de travail obligent ? A moins qu'ils n'aient été au courant des divisions et qu'ils aient préféré s'abstenir ?

Il est peut-être trop tôt pour tirer le bilan global de ce festival par rapport à son impact sur les différentes communautés qui vivent à Grenoble ainsi que l'accueil de la population grenobloise (française), mais on peut d'ores et déjà prévoir ce qui se passera après.

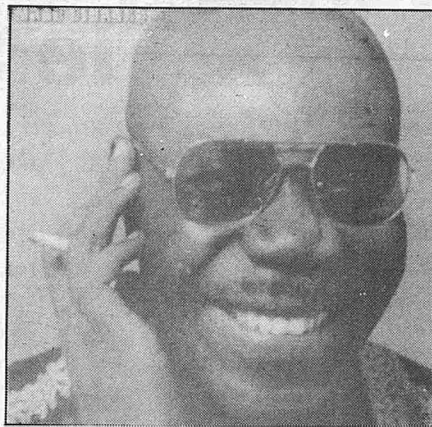
Car s'il ne se crée pas un organisme permanent et actif à la suite de ce festival, tout risque de retomber dans l'oubli et l'indifférence qui ont étouffé tant d'autres projets.

Le « collectif africain » parle déjà de la création d'un centre d'informations sur l'Afrique. Affaire à suivre... □

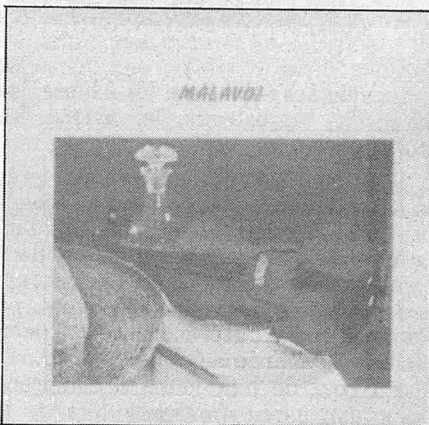
Ali Moussa Iye

Disques 83

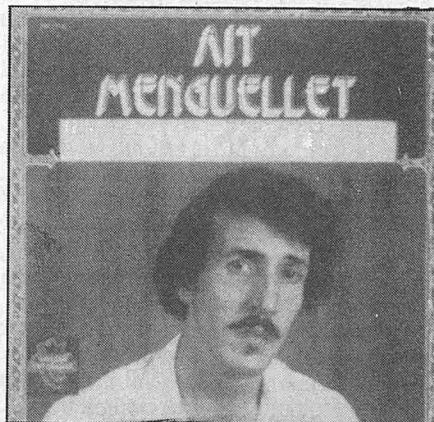
Manu dit Banco, cette fois c'est risqué, la mesure n'y est pas.



L'interrogation morale n'existe donc pas dans le choix de cette photo et de son illustration ? C'est pourquoi cette pochette titrée « Home made » (fait maison) ? Pourquoi pas « Ya Bon Banania » pour rester dans le ton d'un des titres de l'album (ah ! Freak sans fric !).



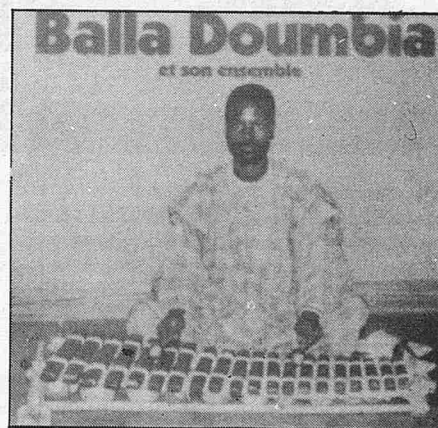
L'orchestre Malavoi : Nous propose un double 33 t. impeccable ! Tout y est dosé à l'image de la pochette ; un superbe cadeau.



Aït Menguellet, très grosse côte, si vous n'allez pas à l'Olympia, procurez-vous ce disque.



Nass El Ghiwane : Le Transsaharien n'arrête pas de progresser, sur une rythmique gnaouah. Ce n'est vraiment pas du déjà entendu et la recherche y est omniprésente. A vous de juger.



Le Nomade : Balla Doumbia nous conduit à travers un trip africain rythmé de kora et de balafon, c'est prenant et moins risqué qu'en rallye. Vivement conseillé.

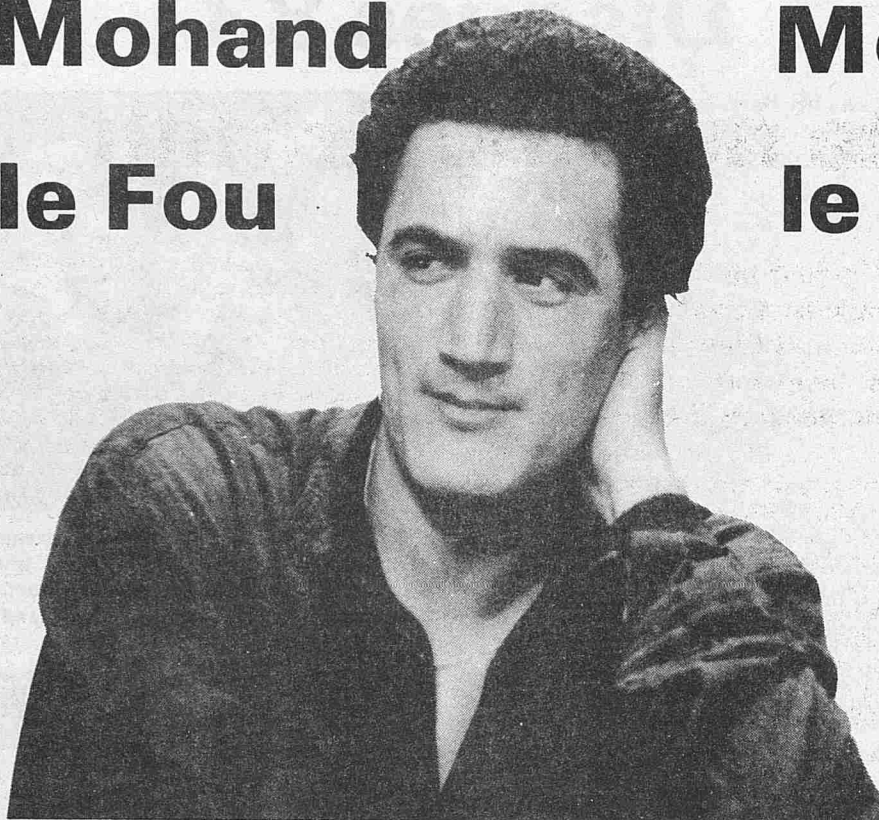


Le griot blanc Van Morrison : Quant à ce disque, il n'a pas d'âge, ce L.P. a sa place dans toutes les discothèques. Il n'est pas à conseiller, il faut l'avoir. □

B. N'Diaye

Mohand le Fou

Mohand le Sage



Mohand, à 9 ans, recopie avec application les lettres arabes inscrites sur la boîte Nestlé. C'est ainsi qu'il va apprendre une langue qu'il ne connaît pas, parce qu'il pense que tout le monde, jusqu'en Alaska, parle le Kabyle, et parce qu'il croit que l'univers est peuplé de Kabyles, comme lui.

Il est né dans un village piton au-dessus de la mer en Algérie, et jamais jusqu'à l'âge de 9 ans, il n'a quitté son lieu natal, privé d'école, de route, d'eau courante, d'électricité.

Il voit peu son père engagé dans les maquis de la guerre d'Algérie. Il vit avec sa mère et ses frères et sœurs dans la routine villageoise, jusqu'au jour où des hommes qu'il n'a jamais vus, des soldats français, viennent arrêter sa mère pour complicité avec les rebelles, r. cel d'argent... Il doit courir, de nuit, sur les sentiers de la montagne pour prévenir un ami de son père. C'est sa première mission. Il a 7 ou 8 ans. Sa mère subit un interrogatoire au poste militaire. Elle sera condamnée à mort par contumace, comme son père. Mohand croit à cette époque que tous les Français sont des militaires. C'est à Tizi-Ouzou puis à Alger, qu'il saura que le monde ne s'arrête pas à son village Kabyle.

Il découvre tout à la fois.

La ville, les étrangers, les Arabes, les Français, les bateaux, les avions, les automobiles civiles...

Il vit pendant quelques années près d'Alger. Il apprend le français à l'école à 9 ans. Pendant une semaine, l'institutrice de France, ne sait pas qu'il est présent. Mohand ne répond pas à l'appel. Au village on l'appelle Mohand, ou Mohand Saïd, du prénom de son père. Jamais du nom de la famille : Fellag...

Au bout de huit jours, il comprend qu'il doit dire : « *présent* » lorsque la maîtresse dit : « *Fellag* ». Il apprend à lire et à écrire le français à l'école et dans les bandes dessinées que les copains de la rue lui prêtent et lisent avec lui. Dans la petite armoire de la salle de classé, la maîtresse range les livres de la bibliothèque. Il les lit tous et c'est ainsi qu'il est bouleversé lorsqu'il lit le « *fil du pauvre* » de Mouloud Feraouh. Les instituteurs « *indigènes* », formés comme M. Feraouh à l'école normale de la Bouzaréa, il les admire, il les écoute avec passion. Ils ont encore cette vocation d'éducation qui s'est perdue plus tard. Mohand apprend l'arabe, d'abord avec des maîtres égyptiens, brutaux et ignorants qu'il n'aime pas, puis au collège où il découvre la culture arabo-islamique que l'école de théâtre, où il est reçu plus tard, lui enseignera encore. Mohand allait au cinéma le jeudi et il imitait Charlot, B. Keaton pour ses copains, tous les comiques qui les faisaient rire.

A l'école de théâtre Mohand toujours passionné, apprend le travail de comédien. Mais très vite, le réalisme-socialiste, imposé par l'art, après quelques années d'indépendance, l'oblige, comme il le dit « *à prendre le maquis* ». Il ne peut faire ce qu'il veut. Il quitte l'Algérie pour le Canada où il passe trois années. Il réfléchit, il travaille, il écrit. Il avait besoin de ce transit pour un retour au pays natal...

Mais auparavant, il s'arrête à Paris où l'immigration le pousse, en quelque sorte, à l'adaptation dramatique du récit autobiographique d'un Algérien publié il y a dix ans. Mohand occupe la scène, seul dans son délire « *comme une souris dans la plage* » et c'est bouleversant. Pas de misérabilisme. Pas de lamentation. C'est fort et cruel à la fois.

Mohand travaille pour les représenter en Algérie, à deux pièces-monologues, à partir de deux histoires parallèles de poètes fous et géniaux. L'un est Arabe, Mohand a écrit la pièce en arabe ; l'autre est Kabyle, Mohand a écrit la pièce en kabyle. Il écrit aussi une pièce en français dont les héroïnes sont des femmes au bain...

Longue vie à Mohand...□

Leïla Sebbar

Publicité

*La
Calebasse*

*Spécialités africaines
et antillaises*

57, rue du Faubourg
Saint-Martin . Paris 10^e

Tél. 202.74.17
Fermeture le Dimanche

Métro Château d'Eau

James Agee : « Tous ceux qui font du cinéma ou en vivent doivent plus à Griffith qu'à tout autre ».

Un cinéaste nommé Griffith

Il fallait bien que justice soit faite. Un jour ou l'autre. Tout simplement. Qu'importe qu'il se soit écoulé trente ans, plus de trente ans depuis la mort de Griffith avant qu'un éditeur français ne daigne se pencher sur l'homme qu'il fut, son oeuvre... alors que les pseudo-livres de cinéma sont légions, sur les stars, les demi-stars...

Bref, on aura certes attendu tout ce temps. Mais qu'importe ! L'essentiel est là. Entre nos mains. Le résultat : *D.W. Griffith*.

Aujourd'hui, une lacune - de taille - est comblée. Et pas n'importe comment. Là est le tour de force. Un pari gagné par « Cinéma/Pluriel » de Jean-Loup Passek. On ne s'est pas contenté de nous en mettre plein la vue, de nous dire : « Vous avez dit Griffith ? En voilà du Griffith ! ». Non. Le travail est sérieux. A l'image de ce que furent les livres consacrés à Joris Ivens ou au cinéma russe.

Travail de fond, celui-là est mené de main de maître. Il n'est en effet pas placé sous la direction d'un profane mais bien de Patrick Brion, historien du cinéma américain, qui connaît bien son affaire et nous fait découvrir un Griffith inédit, déconcertant de vérité humaine avec ses paradoxes, son génie : le jeune homme qui jouait les *Trois Mousquetaires* pour le plaisir des planches et l'homme plein de fougue créatrice qui tournait souvent jusqu'à un court métrage par jour, passant tour à tour du drame à la comédie burlesque avec une aisance déroutante. C'est que Griffith portait en lui les images lourdes d'un monde naissant. Pour preuve, ces images - les moments forts de *Naissance d'une Nation* et d'*Intolérance* - qui nous font encore vibrer à la veille du troisième millénaire et qui disent

l'Amérique du début du siècle et ses contradictions : la liberté, l'esclavage, le Klu-Klux-Klan... Mais, dénué du sens des affaires, Griffith, contrairement à bien d'autres, était incapable de modeler Hollywood à sa propre image. Ce Hollywood, pourtant, qui, comme le dit James Agee, scénariste de *The African Queen* de John Huston et *La Nuit du Chasseur* de Charles Laughton, « descend de lui ». Il devait lui devenir complètement étranger et mourir dans une solitude sordide dans un hôtel de

Californie après avoir contribué à créer avec Charlie Chaplin et Douglas Fairbanks les Artistes Associés. Ainsi le salaire du génie. De celui qui, né dans le

Kentucky 16 ans avant la naissance du cinéma, donna ses plus beaux fleurons à la Citadelle du Septième Art. Griffith allait être condamné à 16 ans d'inactivité. Jusqu'à sa mort en 1948. Sans possibilité de tourner, de trouver de l'argent pour ses projets... C'était un dur à cuire. Disent ses proches. Pas commode pour deux sous. Un insolent. Il fallait s'en débarrasser à tout prix.

Kevin Browlow, historien du cinéma muet, à qui l'on doit la « reconstruction » du *Napoléon* d'Abel Gance n'épargne pas, quant à lui, Griffith. S'il reconnaît que « *Intolérance* demeure, aujourd'hui encore, le film le plus grandiose de l'histoire du cinéma », il ajoute que tout ce que Griffith devait faire

après ce film « avait une facheuse tendance à sombrer dans la banalité ».

Mais encore faut-il préciser que Griffith était noyé de dettes. Et qu'il ne pouvait s'en sortir que grâce à des films

commerciaux, sans grandes ambitions. L'échec commercial de *Pour l'Indépendance* en 1924 qu'il avait pourtant réalisé avec de grands soins devait marquer le commencement de la fin de celui qu'on avait surnommé autrefois « le Shakespeare de l'écran ». Le Griffith qui avait connu la gloire avec son premier film *Les Aventures de Dollie* sorti le 14 juillet 1908 allait être mis peu à peu à l'écart par les nouveaux maîtres de Hollywood, brillants affairistes. *The struggle* (La lutte) devait être son dernier film. Sorti le 10 décembre 1931 à New-York, il était très vite retiré de l'affiche.

Etonnante destinée que celle de cet homme qui, sans être d'une intelligence exceptionnelle, a exprimé mieux que quiconque le passage à la fois douloureux et exaltant d'un siècle à l'autre. En cela, il est, pourrait-on dire, plus qu'un trait d'union entre le 19ème et le 20ème siècle. Il est l'image qui incarne le passage entre deux siècles et deux formes de spectacle, le théâtre et le cinéma.

Mustapha Ammi

D.W. Griffith. Edité par le Centre Georges Pompidou et les Editions de l'Equerre. Collection « Cinéma/Pluriel » dirigée par Jean-Loup Passek. 216 pages. Voir « Agenda-films » pour la rétrospective de Griffith à Beaubourg.

Publicité

parfums *négrissima*

J'ose • J • J3 • toudji

CEUX-LA AU MOINS ONT ÉTÉ PENSÉS POUR VOUS !

- INSTITUT DE BEAUTÉ
SALON DE COIFFURE

Josephine
Jouffret

62, rue Claude Bernard

75005 Paris — Tél. : 535.44.88 — Métro : Censier Daubenton

- BOUTIQUE DE
PRET A PORTER

LAROBENEGRE

17, rue Berthollet — 75005 Paris — Tél. : 535.23.86

Métro : Censier Daubenton

Entretien avec Vassiliu

Diaboliquement vôtre



Pierre Vassiliu aujourd'hui à l'heure Afro

Tantôt grivois, tantôt génial, Pierre Vassiliu, c'est le Belzébuth de la chanson française, façon brésilienne ou africaine.

On m'avait dit : « Ne mets pas tes bas « résille » aujourd'hui, tu vas voir Vassiliu : c'est pas prudent ». Il n'a pas particulièrement flashé sur mes bas. Alors, ou c'est mes jambes, ou les copains sont mauvaises langues. Comme il est dit, dans la sympathique biographie qu'il m'a envoyée, Pierre Vassiliu est fortement moustachu. Comme il n'est pas dit : il a des yeux drôlement malins, un corps qui a tout le temps envie de bouger, un goût certainement peu prononcé pour les interviews et une timidité étrange, chez cet extraverti.

Sa musique ? Une rythmique endiablée, d'inspiration tour à tour brésilienne, antillaise et africaine, souvent soutenue par de bons textes (« Je cherche encore une fille » par exemple). Mais Vassiliu, à vouloir attaquer tous les genres, se trompe parfois de cible, comme dans « C'est chaud l'amour », son dernier 45 tours. Par contre, le 33 tours, « Pressentiment »,

transformerait n'importe quel chat avachi en panthère dansante. Car cette musique-là vous monte à la tête et descend aux reins. D'ailleurs, lorsqu'il en parle, Pierre Vassiliu se tortille dangereusement sur sa chaise :

« Ma musique ? Elle résonne Antilles, Afrique, Brésil. Je travaille avec des musiciens africains et nous sommes très bien ressentis en Afrique, je reviens d'ailleurs d'une tournée là-bas où je suis passé dans douze capitales. Le contact a été excellent ».

S.F. : Ceux qui assistent à tes concerts sont souvent déçus par tes disques, comment l'expliques-tu ?

Pierre Vassiliu : Pas étonnant ! Je ne devrais pas faire de disques, en fait. Ou plutôt, je ne devrais enregistrer que des disques en public. La musique, c'est la fête, donc, l'improvisation. Chaque public a son concert. Et puis, la danse et la musique sont indissolublement liées. C'est pas seulement une question d'oreille mais de fibres !

S.F. : Tu travailles avec des danseuses, d'ailleurs...

P.V. : Oui, elles sont superbes ! Elles dansent presque nues et elles l'on fait spontanément, dès le premier soir.

C'était pas par provocation. En fait, on les devinait nues, sans les voir, à cause de la lumière qui faisait comme des vagues. (oeil rêveur).

S.F. : Les musiciens ?

P.V. : Un groupe africain, avec, notamment, Sam Ateba et deux percussionnistes du groupe Banrena.

S.F. : Inspiration purement africaine ?

P.V. : Très africaine, mais aussi « jazz » et « rock ». On utilise le synthétiseur mais la rythmique reste résolument africaine.

S.F. : De quels instruments joues-tu ?

P.V. : Guitare et orgue.

S.F. : Tu travailles beaucoup tes instruments ?

P.V. : Non, pas du tout. Ça s'entend ? Pour l'Eldorado, on répète 8 jours, c'est tout.

S.F. : Tu composes la musique, les textes, les arrangements ?

P.V. : Tout mais c'est quand même un travail d'équipe parce qu'on est tous très proches et que les idées viennent lorsqu'on est ensemble.

S.F. : S'il fallait définir le type de musique que tu joues ?



Mésalliance

Noce de sang

P.V. : Impossible. J'ai pas de spécialité. J'enregistre des disques et on ne me reconnaît jamais. Mes goûts voguent de rencontre en rencontre. Je veux être libre, je passe d'un trip à l'autre. Je ne chante jamais la même chose. Ce qui me plairait, c'est de devenir un grand orchestre de danse...

S.F. : Pas de constante ?

P.V. : La musique africaine, tout de même... j'ai toujours envie d'en savoir plus. Par exemple, en Afrique, les cordes rouillent et ça donne un son inimitable. Un peu « Blue »... Jamais juste. Et puis, je voudrais comprendre comment ils parviennent à faire tous seuls ce que nous, on fait à deux. C'est toujours tellement rythmique, tellement « plein ». Comment font-ils ?

S.F. : La musique que tu écoutes ?

P.V. : En ce moment, du Jazz. Billy Holliday, Duke Ellington. Ils ont tout dit, ces gens là. Et puis j'aime le reggae depuis bien longtemps. Avant que ça prenne !

S.F. : Comment es-tu ressenti par les Africains ?

P.V. : Ils me ressentent amicalement et musicalement comme un blanc. Ils trouvent que j'ai compris quelque chose à leur musique. C'est pour cela qu'ils jouent avec moi. Et puis, on a une histoire, un vécu commun. Je ne fais pas un truc de mégalomanie. On peut toujours jouer avec moi. En même temps, je me heurte à la susceptibilité africaine. Parce que la vie en Occident est très dure pour eux.

S.F. : Tes projets ?

P.V. : On va partir deux ou trois mois jouer dans la brousse ou la forêt africaine avec les musiciens du groupe. Mais, on n'y va pas pour piller leur musique. Mais pour apporter quelque chose. Par exemple, organiser des concerts de groupes africains qui seront sélectionnés par les africains. Ensuite, on leur fera enregistrer un disque sur place et ils resteront maîtres de la distribution que nous faciliterons en France. Nous allons confronter des artistes français à la réalité africaine et voir le résultat. Les partants : Higelin, Renaud, Gainsbourg et Nougaro. Et puis, il y aura six heures de film pour l'émission « les carnets de l'aventure » à la télé.

Le réalisateur et moi, on amène nos gosses. La tribu, quoi !

S.F. : Tu joues à l'Eldorado du 27 janvier au 6 février ?

P.V. : Oui. Sont marrants, tes bas. Je peux toucher ? □

Fabienne Messica

Pierre Vassiliou à l'ELDORADO du 27 janvier au 6 février. Ma sélection « disques » : 2 album « R.C.A. 33 tours » : « Toute nue » « Présentement ».

Un espace clos : une salle à manger. Un milieu fermé : une famille de la bonne bourgeoisie de province. Et puis, les invités. Une famille algérienne : la mère, les deux fils, la soeur. L'un des deux fils doit épouser la jeune fille de bonne famille, française, blonde aux yeux bleus... La Noce, une pièce de Luce Berthomme débute sur cette image de banquet. Très vite la mécanique va se détraquer. Déjà, quelque chose semble bizarre. La table est séparée en deux espaces qui ne s'interpénètrent presque jamais. Chacun de son côté.

L'histoire n'est pas écrite de façon linéaire, mais éclatée : flash-back, plans-séquences qui se répètent indéfiniment : tout se bouscule sans ordre apparent. En fil conducteur, l'un des acteurs, frère de la mariée, commente pour le public, s'adresse aux comédiens pour les rappeler à l'ordre...

Dès les premières minutes, le discours hystérique de la mère, qui reviendra comme un leit-motiv, trace le portrait de la famille, comme un arbre généalogique... Dérisoires racines auxquelles elle s'accroche, pour essayer de combler l'échec de sa vie, couronné par ce mariage-mésalliance. Autour d'elle, l'histoire de la famille s'ébauche.

Les rapports entre ses membres sont dessinés par petites touches, avec une précision et une force diaboliques. Leurs frustrations, leur stérilité se font jour. Ce mariage sert de révélateur, les passions se déclenchent et chacun se montre à découvert. Cependant, face à l'extérieur, la famille se retrouve et fait front, l'esprit de caste étant le plus fort.

Si la famille française est avant tout présentée comme une catégorie sociale bien définie, le portrait de la famille algérienne est traité sous un angle différent.

Il s'agit plus d'un portrait sociologique. L'amant, et père de l'enfant que porte la jeune fille, ne veut pas épouser celle-ci. Il ne veut pas compromettre ainsi la brillante carrière politique à laquelle il est promis dans son pays. La future mère refusant l'avortement, elle épousera le frère, homme timide et simple, fonctionnaire des Postes, soumis à l'autorité (et plus particulièrement à celle de son frère, chef de famille). La mère, elle, est cantonnée dans un rôle traditionnel, obéissante et silencieuse. La petite soeur, qui ne parle pas arabe, figure une image de la « deuxième génération ». Elle refuse le mariage forcé, sans amour, et prétend disposer librement de sa vie et de son



être. Parce qu'elle ne forme pas un ensemble homogène, la famille maghrébine ne peut faire front, ni se révolter.

Les caractères ainsi définis auraient pu devenir une galerie de clichés. Mais l'interprétation fabuleuse des acteurs évite ces pièges. Chacun donne une formidable épaisseur psychologique à son personnage. Seule fausse note, le manque de progression dramatique du personnage de la mère, qui attaque son rôle sur un mode hystérique trop poussé et bien fatigant. Cela rend le premier quart d'heure de spectacle un peu long et pénible.

La Noce trace un portrait sans fard de l'incommunicabilité entre deux mondes sociaux et culturels. Cette impossibilité débouchera sur la seule issue logique : la mort. La mort de celle qui a voulu transgresser les tabous. La jeune fille qui pensait changer le cours de son destin et s'échapper de son cocon étouffant.

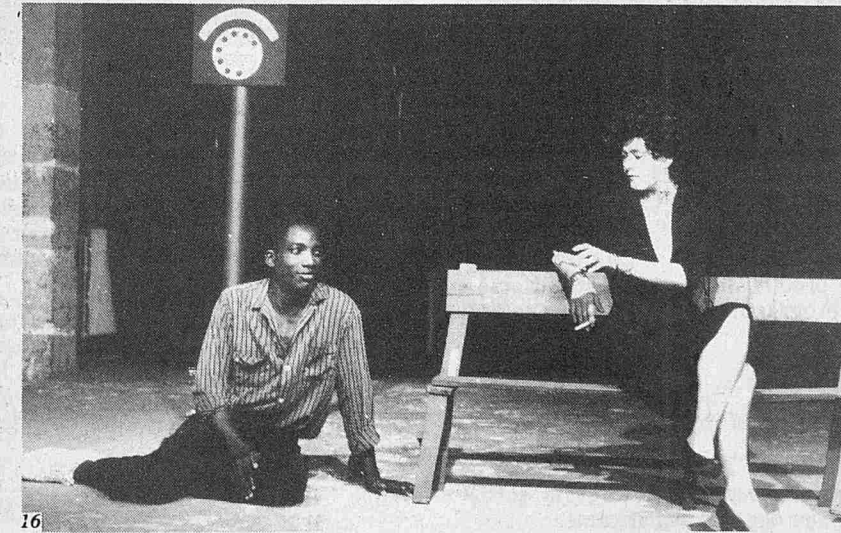
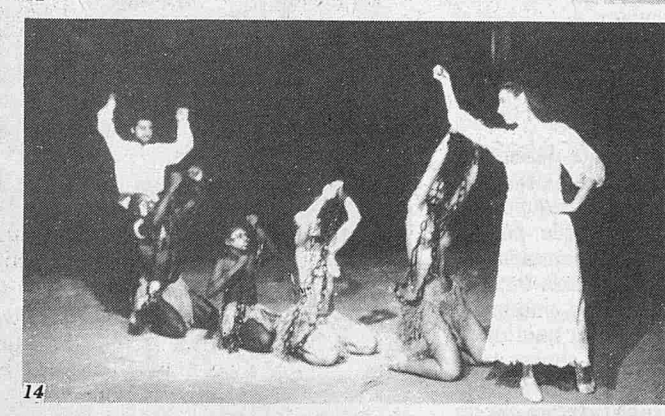
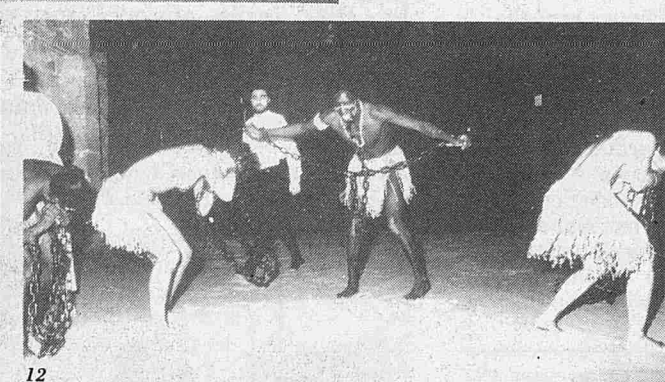
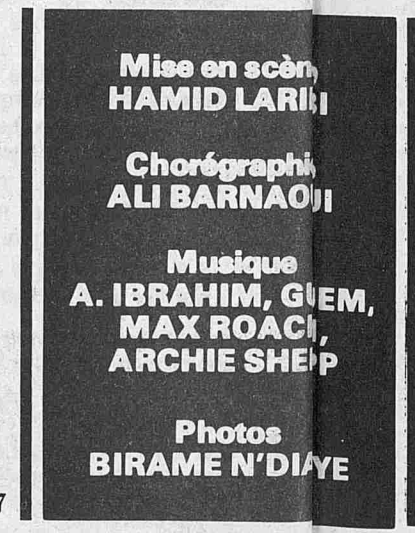
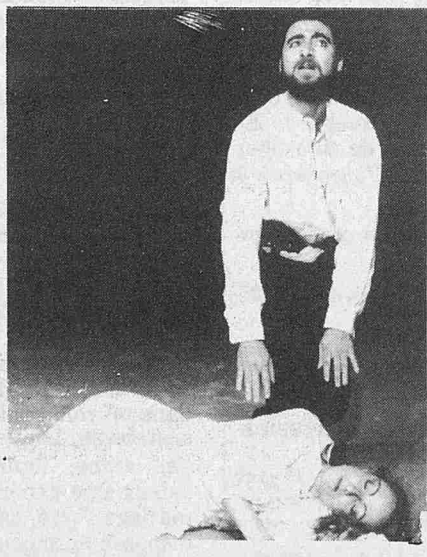
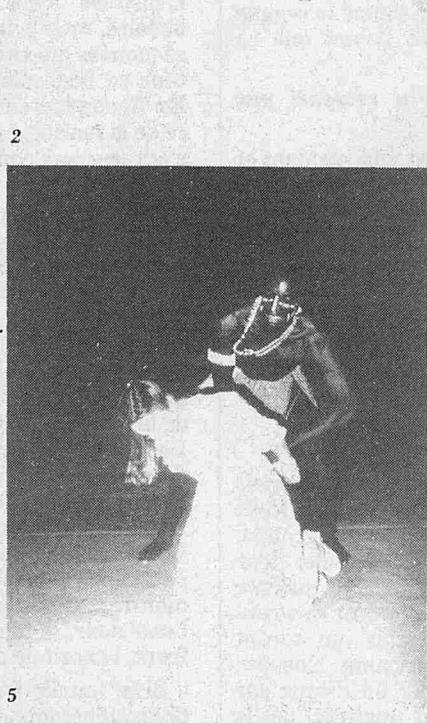
Elle sera poignamment rdée par son frère, le benjamin, adepte des théories fascistes. En brisant la « mésalliance », il pense rétablir l'ordre, un moment perturbé. Et, en effet, chacun peut ainsi rentrer chez soi, finalement soulagé. □

Anne Vallet

La Noce de Luce Berthomme.
Théâtre du Lucernaire. 20h30.

TROUPE BARKANNE

Le théâtre africain étant encore un parent pauvre sur la scène parisienne, S.F. a décidé de vous présenter en image L'ARME à L'OEIL. Cette pièce est proposée par la troupe BARKANNE, un théâtre silencieux, tout en mime mais Ô combien orageux. Le cadre: L'AFRIQUE du SUD.



Mise en scène
HAMID LARBI

Chorégraphie
ALI BARNAOUI

Musique
A. IBRAHIM, GUÉM,
MAX ROACH,
ARCHIE SHEPP

Photos
BIRAME N'DIAYE

L'histoire d'une impasse

L'exil est cassure, bouleversement mais aussi producteur d'illusion. Illusion d'un autre monde moins écrasant, plus généreux, plus facile peut-être. Si cette illusion peut persister chez certains, elle se brise, s'évanouit quand on se retrouve dans la situation de « l'immigré » et que l'on s'essaie aux travaux réservés par tradition à son « rang » : balayage, OS, plongeur etc... C'est à ce type de désillusion que le roman de Slaheddine Bhiri nous invite.

Le personnage central du roman, Dine, un « Arabe » s'exile pour faire fortune en France. A défaut de fortune, ce qu'il amassera en abondance c'est l'exclusion, le refus, le mépris et les petits boulots misérables. A cet épais silence de l'autre, du plus fort, il répondra sans savoir pourquoi ni comment par un bruit radical, irréversible : trois coups de feu dans le corps de Raoul, français, ouvrier etc... raciste.

A la mort symbolique, Dine répond par la mort réelle. Cette logique, il ne la

choisit pas, on la lui impose, l'histoire la lui impose. Ce sont les grands pays d'accueil, pays importateurs de main-d'œuvre qui ont fait et qui font encore des « petites » histoires comme celle de Dine. A cela, Dine répond seul, avec sa logique propre de révolté et cette logique va à son tour le piéger. La boucle est bouclée. Enfermé dans le silence, le voilà enfermé entre quatre murs. Rien ne s'annule, tout se déplace, comme l'exil qui n'annule pas la misère mais la transporte d'un espace à un autre.

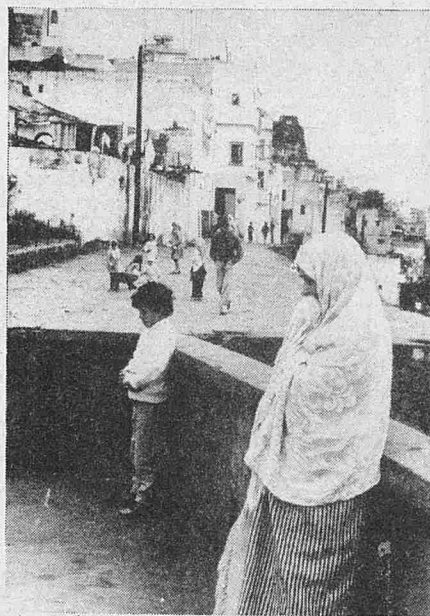
Slaheddine Bhiri nous rappelle la responsabilité des pays d'origine dans cet exil qui ronge, qui tue et qui enferme. Mais le rappeler ne nécessitait peut-être pas tant de développements excessifs sur l'identité perdue, la patrie et autres valeurs jamais univoques. Si l'histoire de Dine reste spécifique, cette spécificité s'enferme parfois dans un manichéisme (le racisme est partout et dans tout le monde) et un discours « slogan » (« nous triompherons du

racisme un jour ») qui nuit à la fois à la lecture, en alourdissant le texte et à l'originalité de l'histoire, en la « banalisant ».

Si l'image que propose Slaheddine Bhiri est une image parfois décomplexifiée, réductrice - le jeune reproduisant à travers son statut de travailleur, le statut des premières générations de travailleurs immigrés soumis, « misérables » et surexploités - il n'en reste pas moins que ce roman/témoignage est un cri qui, à sa manière, appelle des regards moins indifférents sur la réalité de tous les « Dine » exilés, afin que l'espoir soit enfin et réellement pour demain. □

Laacher Smain

Slaheddine Shir. L'espoir était pour demain. Les tribulations d'un jeune immigré en France. Editions Publisud. Paris, 1982.



Quartier Maghrébin

Culture africaine, détournée, ou culture négro-américaine autonome, où se situent le chant et la poésie des noirs américains ? Quelles plumes y a laissé l'Afrique, quelles inventions, quelles créations sont nées de l'esclavage et de la confrontation des Blancs et des Noirs ?

L'ouvrage de Claude Balmir n'est ni un répertoire, ni une thèse, mais une tentative d'analyse d'un phénomène culturel qui déborde aujourd'hui les frontières et auquel plusieurs générations se sont identifiées et s'identifieront encore.

Du chant au poème. Guy Claude Balmir. Payot.

F.M.

Brèves livres

Sélection

Le Chetl : On ne saurait comprendre le livre d'Uri Eizenweig, (voir Sans Frontière n° 72), sans cerner le lieu qui a déterminé l'histoire des juifs occidentaux du Moyen-Age à nos jours. Le Chetl (qui signifie bourgade en yiddish) n'est autre qu'une véritable société, autonome, déterminant ses propres structures tout en entretenant un certain nombre de relations avec ses voisins. De la Baltique à la Mer Noire, du Dniepr à l'Oder, dans les plaines de Pologne, sur les flancs des Carpathes, le Chetl a été le lieu où s'est élaborée une certaine culture juive, avec ses utopies sociales, ses contradictions, sa poésie, son charme. Rachel Ertel nous raconte l'histoire de la bourgade juive de Pologne, son fonctionnement interne, sa vie culturelle et les mouvements politiques qui en sont issus. A travers la genèse d'un lieu, c'est l'histoire d'une communauté qui s'est voulue « peuple », mais c'est aussi la révolte de certains... Le livre de Rachel Ertel démonte une réalité dont les résurgences sont encore palpables aujourd'hui. Une réalité donc, « actuelle », même si le Chetl n'existe plus. Il n'est plus qu'une conscience, mais quelle conscience !
Le Chetl. Rachel Ertel. Payot.

Guatemala : Des enfants dessinent. 61 dessins d'enfants guatémaltèques, sélectionnés par A. Marie Hocquenhém et Catherine Vigor, et édités par la Cimade. Les thèmes : le tremblement de terre de 1976 et l'année de la terreur en 1981. De superbes dessins, pudiques, où l'on peut lire l'horreur du quotidien, mais d'où sont absentes les choses trop graves : « Si les enfants ne montrent pas l'assassinat de leurs institutrices, ou les massacres survenus dans la communauté indienne, c'est parce que les choses graves, ils ont l'habitude de les garder pour eux... L'enfant connaît la valeur du silence ».

Un ouvrage qui rappelle aux enfants d'ici - et aux adultes - qu'une enfance guatémaltèque, ça n'est ni rose, ni bleu. C'est gris et noir comme le ciel des peuples massacrés.

Le produit de la vente sera affecté à des programmes destinés aux enfants indiens.

Commandes à adresser à la Cimade : 176 rue de Grenelle. 75007 Paris. Tél. : 880.34.43.

Du chant au poème : Essai de littérature sur le chant et la poésie populaire des noirs américains.

Un quotidien chinois sur la place de Paris

600.000 asiatiques en Europe dont 80 % d'origine chinoise et 20 % de Vietnamiens.

Pour les asiatiques installés à Paris, c'est aussi l'heure de la décentralisation. Si le 13^e arrondissement reste le quartier le plus chinois de Paris, le 19^e et le 20^e voient arriver ces nouveaux habitants, attirés par la rénovation. Alors le système des placardages sur les murs des immeubles du 13^e arrondissement, ne suffit plus. Cette communauté, de plus en plus importante, en quête d'un mode d'intégration original aux cultures européennes, se dote d'un nouvel instrument : un quotidien en langue chinoise, « Europe » imprimé à Paris et diffusé également à Londres, Amsterdam, Berlin et Vienne.

Première difficulté pour ce type de journal s'affirmant « apolitique » : se situer en deça de la guerre idéologique entre Taiwan et la Chine Populaire, en devenant la ligne de neutralisation d'un conflit qui, ici comme ailleurs, déchire les communautés asiatiques.

Pari difficile, puisque les capitaux proviennent justement... de Taiwan. Cette initiative n'est d'ailleurs pas la première en Europe, puisqu'il existe déjà un quotidien chinois à Londres : le « Sin Tao ».

Alors, on évite soigneusement « l'écueil » politique. Pas question de parler des pays d'origine, excepté une page « Sud-Est » de brèves. Tout le reste du journal s'appuie sur des informations portant sur toute l'Europe. Autre priorité, la vocation éducative. Le niveau de langue des Chinois, laotiens et cambodgiens (qu'ils aient un statut de réfugiés ou d'immigrés) est assez bas. leur transplantation en France ou le contexte politique des pays d'origine font de ces migrants une population sous scolarisée. Le journal comprendra donc une page de vocabulaire et de syntaxe chinoise, quelques pages de feuilletons et une rubrique « vie pratique », guidant le lecteur dans la jungle administrative et juridique de l'Occident.

Si l'utilisation de la langue chinoise fait l'unanimité (80% des 150.000 asiatiques vivant en France sont d'origine chinoise et lisent donc les caractères), le choix du dialecte semblait moins évident. C'est d'ailleurs un débat très ancien qui anime ces communautés. En Chine même, c'est seulement en 1912 que le pékinois a été adopté contre



L'«Europe», un journal «éducatif» pour Asiatiques

notamment dans les campagnes.

Réappropriation de leur propre culture et intégration à la France par la langue, première difficulté des asiatiques en France, restitueront à ces populations marginalisées une parole qu'elles n'osaient pas prendre. Car rien, actuellement, ne paraît plus incongru à ces gens que la participation d'un de leurs pairs à une manifestation, par exemple.

Participation est sans doute le mot « clé » de ce second stade d'intégration à laquelle aspire cette communauté composite, résultant de trois vagues d'immigration.

Cette volonté d'intégration de la part du seul groupe en France qui refuse, par exemple, de confier son argent à la banque et préfère s'autogérer en quelque sorte, (dans le 13^e, on placarde par exemple, des annonces de prêt sur gage : telle ou telle famille propose un taux inférieur à la banque) ne doit pas tromper sur le refus d'assimilation. Il s'agit aussi de renforcer la structure « clanique » familiale et les liens de solidarité afin de prévenir un conflit entre parents porteurs de tradition mais peu scolarisés et enfants imprégnés de culture française.

Enfin, les Asiatiques éprouvent le besoin de se sécuriser devant l'urgence, dans leurs propres rangs, de jeunes loubards et les conflits qui se profilent avec les autres communautés, africaine, maghrébine et judéo arabe, vivant dans le 19^e et le 20^e arrondissement.

Le besoin est si vivement ressenti, que le quotidien « Europe » tire, d'ores et

déjà, à 20000 exemplaires. Gratuit dans les débuts, il sera, dans un second temps, diffusé par abonnements, puis en kiosque. Reste que, si apolitique soit-il, ce quotidien, qui coûtera cher, risque de devenir l'instrument politique de Taiwan. S'agit-il simplement, comme le soupçonnent, certains, d'influencer la politique étrangère de la France sur le plan des relations commerciales ?

La main mise sur une presse asiatique en Europe (aux Etats-Unis, il existe une dizaine de journaux asiatiques) peut-elle s'intégrer à un projet politique plus vaste ?

22 millions d'immigrés ou réfugiés asiatiques dans le monde entrent dans la danse. Apparemment, pas pour nous jouer le ballet de Pékin.

Ce qui, somme toute, n'est pas plus mal. Dommage que cette expression ne soit pas l'émanation pure d'une communauté se déterminant par rapport aux pays d'origine, sans tomber sur l'écueil d'une manipulation de l'étranger. □

Fabienne Messica

LES TROIS IMMIGRATIONS

1945 : Immigration de commerçants chinois.

1950 : Immigration de malgaches travaillant dans la construction.

Après 1950 : Réfugiés vietnamiens et commerçants de Taïwan.

1982 : 60 % des asiatiques vivant en France travaillent dans la restauration et 20 % dans la confection.

La puce à l'oreille

Le père Noël est un Arabe

On a dit qu'il était noir, que c'était un salaud, on l'a traité d'ordure. Mais tout ça, c'est du baratin. Nous on l'a vu pour de vrai, et bien, accrochez-vous bien, le Père Noël... c'est un Arabe. Ouais.

L'autre jour, Samia et moi, on se balladait, dans les rues de ce Paris magique et sauvage en cette époque de fête, et on a vu au moins un million de Père Noël.

Moralité, nous on croit au Père Noël, envoyez (si vous le voulez) vos dons et cadeaux à Sans Frontière qui transmettra (D'avance, merci à tous !).

Donc, ce jour là, comme d'habitude on s'est pris la tête. Et nous voilà plongées dans un délire psychédélique, dans lequel nous avons considéré le processus inhérent à la problématique de base du point de vue symptomatique en tant que corrélatif... (Chers amis sociologues et autres malades du stylo dans le même genre, soyez heureux...) au phénomène du Père Noël chez les enfants d'immigrés maghrébins, communément désignés et catalogués sous l'étiquette : 2ème génération (poil au menton).

Coulant dans une douce béatitude, nous nous blottîmes au coin du feu et dans le doux murmure des bûches crépitant dans l'âtre, nous nous racontâmes...

Il y a 20 ans, on était gosses, on est tous passés par là. Pour tous les mêmes, Noël, c'est la super fête, la fête des enfants... et la fête du porte monnaie des parents.

Comme tous les gosses, on a rêvé... On a rêvé à ce Père Noël qu'on n'a jamais vu descendre par la cheminée (parceque chez nous, y'a pas de cheminée !).

On a rêvé à ces jouets supers beaux, qu'on a jamais vu dans nos petits souliers, (remarque, ça on sait pourquoi, suite à une étude très poussée...) Le Père Noël ne devait pas s'y reconnaître car dans les cités des HLM, on a tous les mêmes pompes, grâce à l'extrême bonté de notre Père à tous : Le Service Social de la Mairie, qui

distribuait les mêmes grolles à tout le monde ! C'est pas malin, entre nous...

Résultat : désastre complet, car ce cher Papa Noël, il s'est perdu, entre les ascenseurs en panne, les cheminées imaginaires, et les centaines de paires de chaussures identiques, en général, y'en avait que pour les gosses du gardien, rez de chaussée, tranquille !

Mais ne sortez pas vos mouchoirs, car des cadeaux on en a eu...

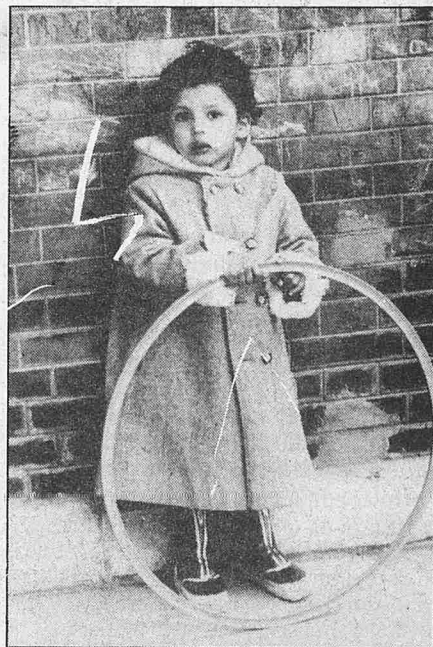
Sûrement pas à la maison, car de toute manière, même si nos godasses étaient pourries, y'avait pas de sapin (de Noël bien sûr) non plus, pas de guirlandes, pas de boules, pas de lumières clignotantes, pas de coton pour faire « zaâma » la neige, pas d'étoile tout là haut -c'est la même que les 3 autres bouffons, ils ont suivi-... Pas non plus de crèche, avec le p'tit Zizu dans la paille, accompagné de ses parents, Zozef et sa femme, et de leurs joyeux drilles, qui ont suivi, allez savoir pourquoi, une étoile dans le ciel hivernal, Melchior, Gaspard et Balthazar, (tu parles de noms !), sans oublier, parce qu'à l'époque : pas de pétrole, pas de chauffage, pas d'idée, les deux radiateurs de service : l'Ane et le Boeuf.

Moralité, y'avait pas grand chose, mais revenons à nos cadeaux... Au pied de notre sapin imaginaire, devinez quoi qu'y a ?

Et bien, y'a les jouets mirobolants de l'usine où que notre papa (le vrai Papa, pas celui de Noël) y bosse.

Par exemple, euh... un réveil qui tombe en panne deux jours après (le réveil ça sert à apprendre à te réveiller tout seul, pour quand tu seras grand, ne pas arriver en retard à l'usine), un château en carton bouilli, avec les soldats en plastique (comme ça quand tu joues avec tes copains, qui ont eu des soldats de plomb, normal, t'en prend plein la tête, et tu sais, qu'il vaut mieux être riche et en bonne santé que pauvre et malade !) une poupée celluloïd à 100 balles (avec des yeux qui se ferment même pas, donc c'est pas une vraie poupée), un ballon de foot en plastique, toute la panoplie de la future femme au foyer. Et un vélo, direz vous ? Ah non pas de vélo pour nous, on piquait ceux des copains.

Bref c'était tellement chouette comme cadeaux, qu'on en a sûrement oublié la



moitié, et que de toute façon on vous fait grâce du reste. C'est chouette Noël, non ?

Nous de toute manière, ce qui nous prenait le plus la tête, c'est pas les cadeaux, mais c'est qu'on les avait jamais en même temps que les autres...

Samia les recevait vers le 15 janvier (mieux vaut tard que jamais !) Hénnya, vers le 15 décembre, un mois avant, pour narguer Samia.

Bécause tous les Pères Noël des Entreprises ne se sont pas mis d'accord sur le calendrier.

En fait on a su depuis que notre calendrier c'était pas le même, donc si notre petit Jésus à nous avait eu la bonne idée de naître en même temps que l'autre sur la Terre de Palestine (ou vice-versa), on n'en serait pas là.

Ca nous aurait évité de nous creuser la tête, année après année, tous les 25 décembre, pour raconter à nos petits camarades de la Cité que si notre Père Noël à nous était en retard, c'est tout simplement parce qu'il était Arabe. Et voilà. □

**Samia Hénnya
Hénnya Samia**

P.S. : Maintenant qu'on a grandi, on se fait des overdoses de sapins. A celle qui aura le plus grand et le plus gros.

...Aux dernières nouvelles, celui d'Hénnya s'est écroulé sous le poids du coton, des guirlandes et de l'étoile tout là-haut...

Celui de Samia ? Ben... Ouarf, il a brûlé, elle a voulu joué les civilisées de « l'électricité », et son sapin il a cramé à cause des loupottes clignotantes, y'a eu un court circuit...

Amadou Mahtar M'Bow:



Amadou Mahtar M'Bow : « permettre aux immigrés de jouir de toutes les possibilités d'éducation ».

La dignité des immigrés avant tout !

Le 14 novembre 1974 un intellectuel du Tiers-Monde, le sénégalais Amadou-Mahtar M'Bow était élu à la direction de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education la Science et la Culture (UNESCO). Au fil des années, en dépit des difficultés, l'UNESCO est apparue comme le lieu où le Tiers-Monde peut exercer une certaine autorité, du moins exprimer son droit à la parole et à la responsabilité. Pour en savoir plus, Sans Frontière a rencontré Monsieur Amadou Mahtar M'Bow.

SANS FRONTIERE : *Dans un document intitulé « Amadou-Mahtar M'Bow, artisan de la paix », il est écrit que depuis que vous avez été porté à la tête de l'UNESCO, un effort majeur a été fait contre les inégalités, notamment celles qui frappent les catégories les plus défavorisées, sur le plan socio-culturel, à savoir les femmes, les jeunes, les immigrés... Depuis 1974, quels sont les progrès qui ont été réalisés ?*

AMADOU-MAHTAR M'BOW : L'action de l'UNESCO concerne bien entendu ces domaines de compétence. Mais en dehors de ce que l'UNESCO fait dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de l'information,

l'UNESCO s'efforce de sensibiliser le monde aux problèmes particuliers auxquels sont confrontés différents groupes sociaux. Il serait très long d'évoquer ce que l'organisation a fait pour chacun des groupes, mais je pourrais vous dire ce qu'il en est des immigrés. Nous considérons d'abord qu'il faut que le monde prenne conscience de ce que les immigrés, femmes ou hommes, sont des humains comme tout le monde et qu'ils aspirent au respect de leur dignité de travailleurs, d'hommes et de femmes. Mais l'UNESCO considère que les immigrés doivent également jouir de tous leurs droits à l'éducation, mais une éducation conforme à leur identité culturelle. Ce n'est

pas facile, car on assiste à une double tendance contradictoire et qu'il faut surmonter. La première serait l'assimilation pure et simple, c'est-à-dire considérer que les immigrés doivent adopter les modes de vie, les coutumes et s'intégrer totalement au pays qui les accueille. L'autre voudrait au contraire marginaliser les immigrés, en faire des êtres à part. Devant cette situation notre objectif et notre action ont été de permettre aux immigrés de jouir de toutes les possibilités d'éducation qui leur sont offertes dans les pays d'accueil, mais en même temps d'aider à préserver leur identité à travers leur langue et par une meilleure connaissance

ce des aspects de leur propre identité culturelle. Mais nous allons plus loin, en nous efforçant de permettre l'intégration et le maintien de la spécificité culturelle, de faire en sorte que les enfants puissent à leur retour dans leur pays s'intégrer au milieu d'origine. Peut-être que certains immigrés vivront longtemps dans les pays d'accueil, mais la plupart aspire à retourner dans leur pays. Ainsi, notre action dans le domaine de l'éducation a été non seulement une action normative, mais aussi une action pratique dans l'élimination de l'analphabétisme, et l'élimination de tout ce qui tend à marginaliser les immigrés. Nous avons également agi, en ce qui concerne les jeunes et les enfants pour leur permettre, de retour dans leur pays, de s'intégrer au système éducatif.

S.F. : *Pourtant lors de la dernière conférence générale qui s'est déroulée du 23 novembre au 3 décembre dernier, peu d'États ont mis l'accent sur le problème de l'immigration qui touche tous les pays et surtout les pays du Tiers-Monde. On a l'impression que les immigrés ne sont plus tout à fait de leur pays d'origine, mais qu'ils ne sont pas non plus du pays où ils vivent.*

A.M. M'BOW. Peut-être que les délégués à la Conférence, préoccupés par tant d'autres problèmes, n'ont pas insisté sur celui des immigrés, mais je peux vous assurer qu'aussi bien au cours de nos entretiens qu'au cours de mes déplacements dans les pays, le problème des immigrés est constamment posé. Il y a une volonté de la part de certains pays de voir l'organisation accroître ses programmes en leur faveur. Je dois reconnaître que tous les pays n'ont pas le même intérêt pour ce problème, les pays méditerranéens sont beaucoup plus sensibles au fait qu'ils envoient leurs travailleurs dans les pays d'Europe Occidentale, et ils me posent souvent le problème de l'immigration et les aspects qui intéressent les domaines de compétence de l'UNESCO. Beaucoup d'entre eux souhaitent que nous accroissions nos programmes en leur faveur.

S.F. : *Pourtant peu d'immigrés savent que l'UNESCO est une organisation qui leur appartient, que l'UNESCO est aussi là pour leur permettre de vivre et de s'épanouir. D'autant qu'ils sont quelque part, un reflet du Tiers-Monde en Occident, qu'ils portent sur leurs épaules des responsabilités. Qu'on le veuille ou non, dès qu'il se passe quelque chose, quelque part dans le monde, cela rejaille sur les communautés immigrées.*

A.M. M'BOW : Oui. D'abord, j'espère que cette interview qui montre l'intérêt que l'UNESCO porte à l'immigration

ainsi que mon intérêt personnel, permettra aux immigrés de mieux connaître l'UNESCO et de mieux comprendre ce qu'elle fait.

En ce qui concerne les relations immigrés, pays d'accueil, pays du Tiers-Monde, je suis d'accord avec vous et je pense que le problème des immigrés n'est en somme qu'un aspect du problème plus important et plus fondamental des relations qui existent à l'heure actuelle dans le monde et qui régissent les rapports entre les différentes nations et les différents peuples. Je crois, en effet, que si les immigrés qui jouent un rôle important dans l'économie des pays d'accueil, ne trouvent pas de compréhension dans les pays où ils travaillent, il sera difficile que cette compréhension puisse se développer partout ailleurs dans le monde. Je reconnais que les immigrés sont effectivement les éléments avancés des pays en développement dans les pays industrialisés. Et la façon dont est perçu également le problème des immigrés peut expliquer, dans une certaine mesure, la façon dont est perçu le problème des pays en développement en général, et les relations qui peuvent exister entre pays pauvres et pays développés. Je pense donc, qu'il est essentiel de mieux sensibiliser l'opinion des pays industrialisés au problème des immigrés.

POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

S.F. : *Quels sont donc les moyens concrets que l'UNESCO va mettre en oeuvre pour permettre aux journalistes et particulièrement ceux du Tiers-Monde, de pratiquer leur métier ?*

A.M. M'BOW : Il y a deux aspects du problème. D'abord, il y a l'aspect matériel, il y a ensuite la liberté que l'on donne aux journalistes. En ce qui concerne l'aspect matériel, l'UNESCO a

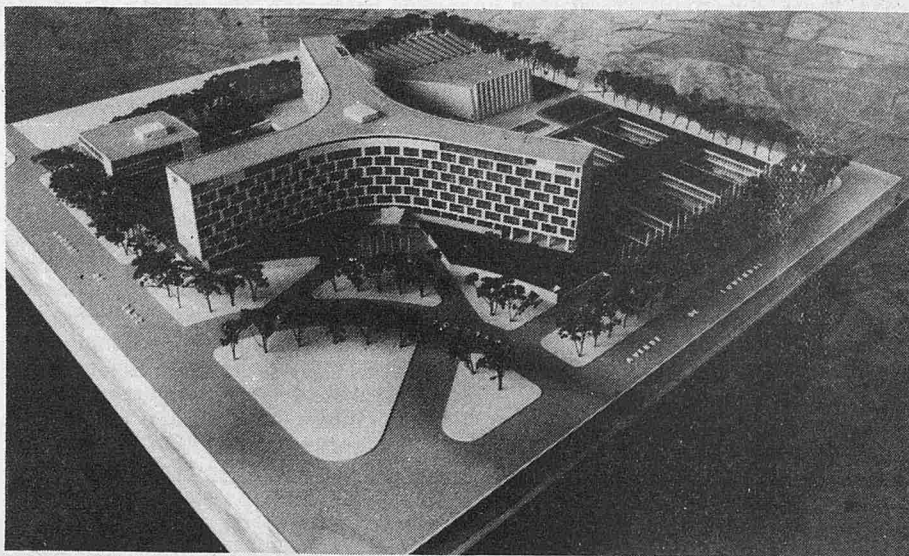
créé le PIDC ou Programme International pour le Développement de la Communication. Tous ceux qui adresseront des demandes au PIDC, verront leurs demandes examinées avec toute la rigueur, mais aussi toute l'objectivité et l'intérêt nécessaire. Le Conseil n'a pas encore défini les conditions dans lesquelles il devrait aider les organes privés, mais je crois que si les journalistes se regroupent, constituent des organes professionnels et demandent l'aide du PIDC, je ne vois pas pourquoi il ne les aiderait pas.

L'autre aspect du problème est celui de la formation. Nous pensons qu'il ne s'agit pas seulement de créer des moyens d'information, il faut pouvoir les faire fonctionner. Il faut donc avoir les capacités nécessaires et le PIDC prévoit une action importante dans le domaine de la formation et du recyclage des journalistes.

Enfin il y a le problème plus général de la liberté que l'on donne aux journalistes et là l'UNESCO s'efforce de faire tout ce qui dépend d'elle pour que cette liberté soit assurée.

S.F. : *C'est donc un double mouvement : les immigrés participent aussi à la lutte pour un nouvel ordre mondial économique, social, mais aussi à un nouvel ordre culturel et au développement de l'information. Ainsi lors de la dernière conférence générale le débat s'est situé au niveau de l'information. D'un côté les pays du Tiers-Monde disaient : « Ce n'est pas normal que les agences de presse occidentales aient 90 % des informations mondiales. Il n'est pas normal que le Tiers-Monde ait droit à seulement 5 ou 10 % d'espace dans les journaux occidentaux... »*

De l'autre les Occidentaux répondaient : « Oui, mais, les gouvernements du Tiers-Monde ne veulent pas de l'information libre », cachant ainsi un problème fondamental, celui de la liberté de l'information,



Vue générale (en maquette) du siège de l'UNESCO.

derrière une réalité qui est effectivement l'absence de cette liberté dans certains de nos pays.

A.M. M'BOW : L'attitude de l'UNESCO est très claire. Nous sommes, effectivement pour la liberté de l'information, mais nous ne pouvons accepter ni les critiques, ni les prétextes que certains donnent pour expliquer les situations actuelles. On dit souvent qu'il n'y a pas de liberté de l'information dans les pays en développement, parce que la plupart des organes d'information sont créés par les gouvernements. Ce qui s'explique par le fait que dans ces pays, il n'y a pas de capitaux suffisants pour permettre le développement des média privés. Ce que nous faisons au niveau de l'UNESCO, c'est que nous ne posons pas le problème en termes de possession des moyens d'information. Nous ne disons pas qu'un gouvernement qui crée des moyens d'information, viole forcément la liberté de cette information. Nous ne disons pas non plus que les privés qui créent ces moyens respectent forcément la liberté de l'information. Autant les autorités publiques peuvent intervenir dans le secteur de l'information, autant les intérêts privés peuvent le faire. Le problème est à poser au niveau des journalistes : à savoir la liberté que l'on donne aux journalistes de faire leur métier d'informateurs en toute conscience et en toute responsabilité. C'est là le cœur du problème. Et j'affirme que le problème de la liberté de l'information est un problème fondamental qui

L'UNESCO ET LES FEMMES

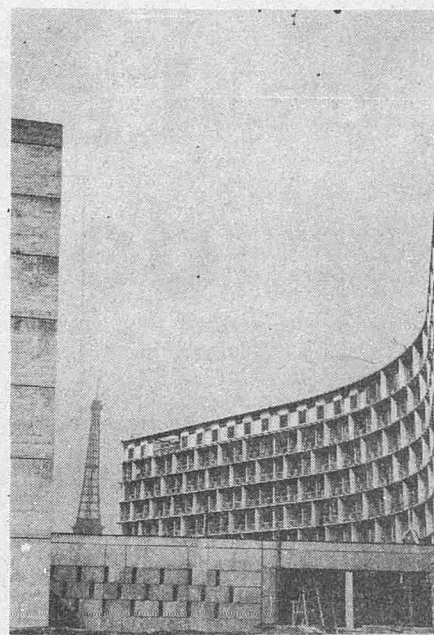
préoccupe l'UNESCO et qu'elle met tout en œuvre pour assurer cette liberté dans la responsabilité.

S.F. : *Pour parler d'une autre catégorie de défavorisés, parlons des femmes. On a ressenti l'intérêt très marqué de toutes les délégations, à la Conférence Générale, pour les*

problèmes de la femme. Pourtant on sait d'après la Conférence de Copenhague en 1980, que les résultats ne sont pas à la hauteur des espoirs. Quel est le programme de l'UNESCO à ce sujet pour les années à venir ?

A.M. B'BOW : Evidemment, l'UNESCO aborde le problème des femmes dans les domaines de sa compétence. C'est ainsi qu'elle a adopté une convention sur l'égalité d'accès et des chances dans le domaine de l'éducation entre les hommes et les femmes. Et grâce à son action, elle a réussi à surmonter dans une très large mesure, un certain nombre de discriminations. On peut considérer qu'à l'heure actuelle, dans la plupart des pays du monde, des possibilités d'accès à l'éducation sont offertes aux femmes. Au niveau de l'enseignement primaire, nous constatons que les femmes accèdent à l'éducation dans les mêmes conditions que les hommes. Pour l'enseignement secondaire des progrès considérables ont été accomplis. Mais quand on arrive à l'enseignement supérieur le nombre de femmes et de jeunes filles commence à baisser. Pourtant il y a eu un gros progrès.

L'autre aspect du problème est que le problème de la femme est un problème culturel. Tant que les hommes n'auront pas une vision de la société, une perception différente de celles qui ont prévalu jusqu'ici, il n'y aura pas de solution au problème de la femme. Il s'agit de permettre aux femmes de vivre et d'assumer des responsabilités. Cela dépend d'un changement de mentalités et l'UNESCO s'efforce de sensibiliser l'opinion. C'est pourquoi je n'ai jamais accepté l'idée qu'il faut étudier le problème de l'insertion de la femme dans le développement. Car la femme est en plein dans le développement, elle assume déjà des responsabilités et assure des tâches importantes. Sans le travail des femmes aucune société ne pourrait vivre.



S.F. : *Verra-t-on une plus large participation des femmes non seulement dans la réalisation et l'application des projets et des résolutions ; mais aussi et surtout dans la production des idées et dans la germination des sociétés de demain ? De même qu'il existe des hommes de culture, il existe des femmes de culture.*

A.M. M'BOW : Je suis entièrement d'accord. Ici à l'UNESCO, toutes les femmes ont été associées à la rédaction du Plan à moyen terme. Il y a un intérêt des femmes non seulement pour leurs propres problèmes, mais aussi pour tous les autres problèmes de la société. Pourtant je reconnais que bien que majoritaires numériquement, les femmes occupent moins souvent des postes de responsabilités. Nous essayons de redresser la situation, mais les difficultés auxquelles nous nous heurtons viennent du fait que la société n'admet pas que la femme puisse jouer un rôle prépondérant. La femme suit son mari, mais le mari ne suit pas la femme. Ainsi, il faut trouver des femmes qui sont seules pour qu'elles puissent occuper certaines fonctions. Cette situation nous donne à réfléchir.

**Interview réalisée par
Aline N'GOALA et
Méjid Ammar**

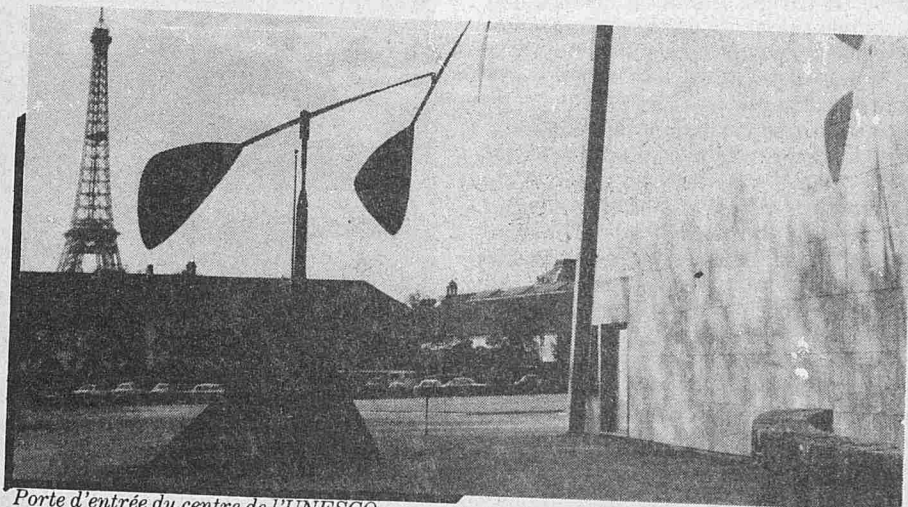
Publicité

Stages en Informatique
I.F.A. Forme à Paris

**OPERATRICE I.B.M.
OPERATEUR
PROGRAMMEUR**

Ouvert toute l'année

Cours IFA : 770.01.11
63, rue du Faubourg Saint-Denis



Porte d'entrée du centre de l'UNESCO.

La République des Lumières ⁽¹⁾

Par HADJ M'KALECH

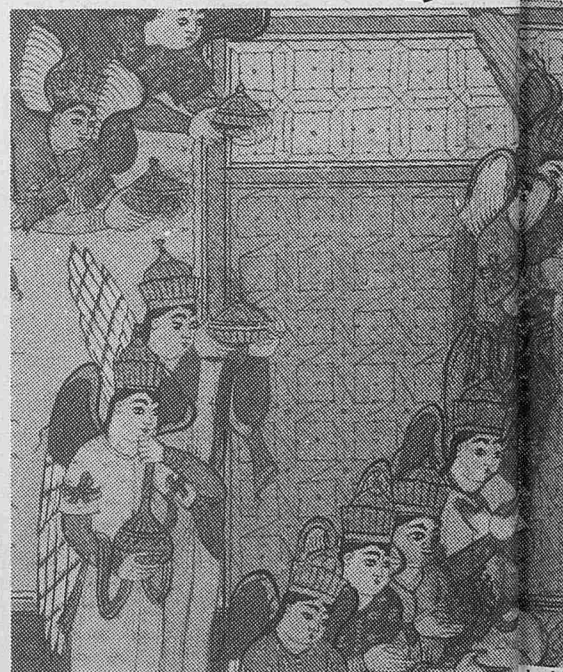
La société beylicale après des siècles de bon vivre et de prospérité inégalée, connaissait des jours on ne peut plus sombres : rien ne fonctionnait et tout le monde s'en plaignait tous corps de métiers confondus, toutes classes mêlées. Le constat d'un laisser aller, d'une débandade générale des mœurs, d'un « J'menfoutisme » intégral ne faisait même plus l'objet de ces débats sulfureux qui ont bercé tant de soirées télévisées bien de chez nous...

C'était là un signe indéniable, attristant, car vous connaissez notre amour pour les chicaneries tout le plaisir que nous prenons à ces confrontations interminables, à notre longue tradition d'arguties, notre fringale de la répartie bien balancée. Donc quel que fût le point de vue, il y avait le même et consternant constat. Au grand dam bien sûr de nos innombrables spécialistes en diagnostic. Malgré leur longue expérience de la casuistique, du parler pour ne rien dire et de l'enflure verbale, ils durent avouer la mort dans l'âme, pour une fois leur tière convergence de point de vue. Il faut reconnaître que ce fut bien dur pour eux. Non seulement parce qu'en violation flagrante à la déontologie de la profession-fondée comme vous le savez sur le principe de la divergence absolue mais plus prosaïquement sur la perte de leur source de revenu. Une morosité sans précédent couvrit alors le pays de son manteau calfeutré et malsain. Comme il se dit toujours en pareilles circonstances, il fallait agir. Selon une règle bien ancrée dans nos us mais néanmoins coutumes quand on parle d'agir on se met en devoir de réfléchir haut et fort pour que la nation ne sombre pas totalement dans le fatalisme et l'inertie fanatiques. On étala dossiers et prévisions, on constitua avec une célérité digne des moments les plus pathétiques de la patrie en danger, commissions sur commissions. De guerre lasse on fit même appel à toute la grande corporation des devins voyantes lucides, les extra-lucides et même celles qui ne le sont qu'à l'occasion. Rien n'y fit. Tout ce remue-ménage n'apporta qu'un surplus de mécontentement et des bourrasques de grisaille : ce qui n'arrangeait rien aux choses. Comme vous vous en doutez dans une contrée où le ciel bleu est un droit inaliénable pour le citoyen (on dût même au troisième siècle de notre histoire inclure un article dans la constitution pour le stipuler comme obligation de l'Etat envers

chaque citoyen) cela mit le pays à la lisière de la guerre civile. C'est dire la gravité de la situation.

On prit le bélier par les cornes. Le bélier étant le symbole de notre caractère tête, borné et belliqueux disent les mauvaises langues. Scientifiquement, il représente tout bonnement un motif décoratif utilisé abondamment par nos pittoresques artisans. C'est-à-dire qu'en de telles circonstances on fit appel au vulgaire pécus, à ce bon peuple électeur imprévisible et contribuable d'occasion. Pour garder à l'ordre public au moins sa raison d'être sur le papier, on évita de la consulter en des manifestations « populeuses » qui sont, toujours comme on le sait prétexte à quelques affinités indécorables pour saper les fondements déjà mal foutus de la nation en danger. Le type de consultation choisi, eut même des effets bénéfiques non négligeables en demandant aux ci-devants d'envoyer leurs propositions de « sauvetage » de la nation, sous plis scellés on put permettre à l'économie moribonde de bénéficier d'un sursis. Le ministère des affaires postales, et des écoutes téléphoniques dut recruter en catastrophe pour venir à bout de la tâche. Il eut des effets en chaînes que certaines sommités universitaires s'empressèrent de baptiser dans de doctes et ennuyeuses exégèses de « bureaucratie bureaucratisante ». L'expression fit recette et occupa pendant un moment le ban et l'arrière ban de l'intelligentzia locale. On dut en même temps alphabétiser à tour de bras, pour que chacun puisse alléguer, démocratiquement ses propositions sur papier. On multiplia les convois de trains surchargés de sacs postaux. On réquisitionna deux ou trois aéroports. Les écrivains publics vécurent leur âge d'or dans une débauche de papier à lettre et une frénésie de formules de politesse. La fonction jusqu'alors si décriée de secrétaires ou d'agents d'administration devint le dernier chic

en matière de promotion professionnelle. L'administration beylicale vécut dit-on sa plus extraordinaire aventure comme aux temps légendaires du « céleste bureau ». Même les spécialistes en diagnostic qui pointaient jusqu'ici au chômage comme de vulgaires salariés, purent voir à nouveau leur compétence sollicitée. Ils furent chargés du tri et du classement des propositions, qui ensuite étaient soigneusement mises en formules, transformées en courbes vertigineuses par les politologues chenus et à la calvitie fort avancée, comme il sied à des gens d'une telle envergure scientifique. Le soir à l'heure du muezzin, une estafette vert de gris quittait subrepticement le centre national de tri pour le bunker où le corps politique constitutionnel tenait sans désespérer, réunion sur réunion, face à un ordonnateur imperturbable qui avalait les



Après avoir sablé l'événement à l'alcool de figues et au lait brebi

propositions et qu'il recrachait avec distinction donnant son verdict électronique en emmettant une lumière safran. L'heure était particulièrement grave et inquiétante. L'autorité se diluait insensiblement de minute en minute et dégoulina de partout. Les proconsuls les plus vulnérables, préparaient en douce leurs valises et s'apprêtaient à prendre le chemin habituel d'un exil doré. Parmi le personnel le plus ancien des hautes sphères de l'administration et de l'Etat, on ne se souvenait guère d'une telle atmosphère de banqueroute morale et de déroute politique. Sinon lors de la révolte des femmes, une décennie auparavant, quand celles-ci sous la houlette des masseuses des bains turques et des concierges d'immeubles avaient mené une grève de zèle qui a failli réduire le pays à la ruine. Plus de travail ménager, plus de petits plats gentiment cuisinés, les enfants abandonnés à eux mêmes et **horreur plus de... enfin la grève totale** quoi ! Heureusement que cette sédition pût être circonscrite grâce à la scission produite par les nombreuses futures « mariées » qui par cette grève virent tour à tour leurs futurs époux profiter de l'aubaine pour rompre leurs engagements. On abrégua partiellement le nombre de femmes dans les harems, qui passa de douze à un chiffre plus honnête de quatre et la majorité effective fut accordée aux femmes ayant quarante ans révolus et plus de trois enfants.

Et bien sûr, après trois mois, huit jours et dix sept heures de mises en fiches et de traitements des propositions, l'ordinateur qui devait en avoir gros sur les

circuits, fit enfin entendre le son guilleret tant espéré. Celui qui annonçait qu'il venait d'enregistrer la proposition en mesure de sauver la

nation, le conseil constitutionnel et ses meubles, les veuves en mal de pension et les orphelins agréés par la loi. En ces minutes si attendues, on fit donner l'hymne national, les douzes chaînes de télévision bloquèrent leurs feuillets pour passer en priorité une vue en plongée panoramique de l'ordinateur qui se laissait aller à sa joie d'en finir avec tous les tripotages dont il avait fait l'objet depuis plus de trois mois.

908 257 DZ

Héros de la patrie

L'émotion passée après avoir sablé l'évènement au lait de figues et à l'alcool de brebis, et enfumé comme il se doit les circuits de l'ordinateur à l'encens de cordon, on s'empessa de connaître l'auteur et le contenu de la proposition retenue.

C'était une lettre des plus quelconques, un papier des plus communs, comme on n'en trouve plus chez quelques épiciers somnolents, à la faillite prochaine. La première réaction des conseillers des affaires spéciales fut de chercher le nom de ce sauveur de la nation (il était évident que cela ne pouvait qu'être un mâle, cela aurait été désastreux qu'une réflexion d'une telle portée eut pour auteur une femme !). Hélas le nom était de ces patronymes affligés d'une telle banalité qu'il avait bientôt fini par ne recouvrir que des gens si effacés qu'ils en étaient amenés à vérifier constamment dans leurs glaces leur réalité physique (je tairai bien entendu ce nom pour ne pas désobliger d'aucuns qui ne se seraient pas aperçus de leur triste condition). Pourtant ce qui retint leur attention ce fut l'adresse. Bientôt ce héros de la patrie reconnaissante était tout bonnement un protégé de l'Etat puisqu'il émargeait comme détenu matricule 908 257 DZ dans une des plus prestigieuses prisons de la république beylicale.

La suggestion du matricule 908 257 DZ dans son laconisme carcéral fit hoqueter de surprise tous le corps constitué des cadres de l'Etat et assimilés. Le matricule 908 257 DZ proposait tout simplement de mettre le pays en gérance. D'organiser de magnifiques enchères internationales. Il s'agissait, on s'en doute, de ne point brader le nationalisme beylical, mais de fournir l'occasion aux principes sacrés qui garnissent le fronton de la république beylicale, de se refaire un peu vu toutes les lézardes et les dégradations subies depuis pas mal de siècles déjà. Devant

une telle proposition la chéferie beylicale sentit alors sa confiance aveugle pour l'ordinateur diminuer rapidement. Certains même pensèrent qu'à force d'être malmené, celui-ci avait dû se détraquer. D'autre y virent l'empreinte diabolique de l'Ennemi Extérieur ayant à sa solde (allocations familiales comprises) les suppositoires démoniaques habituels. On traîna en consultations (« empreintes de franchise de responsabilité et de maturité nationale, à la hauteur des exigences réclamées par la patrie en de telles circonstances ») (La Gazette du Beylick, p. 5). Deux ou trois vizirs furent décapités pour l'occasion afin de calmer la populace qui ruminait des nouvelles alarmantes, faute de ne voir rien venir.

Le conseil constitutionnel las des trac-tations stériles appela une commission d'experts de l'Ordinaturum Nébulum Utilitary en consultation, pour vérifier si l'ordinateur national n'était pas atteint de sénilité précoce. Le rapport 2008 P fut dans ses attendus comme dans ses conclusions limpide comme il est toujours le cas pour de tels documents. L'ordinateur n'avait jamais été aussi sérieux. Et la commission mettait en garde le conseil constitutionnel des dangers d'une dépression incurable, qu'encourait l'ordinateur si son choix venait à ne pas être respecté. La mort dans l'âme la chéferie beylikale décida alors d'informer le tout venant du contenu de la décision du matricule 908 257 DZ. Bleu d'émotion, l'huissier-major du gouvernement beylical, lut le message providentiel, la gorge nouée par la solennité historique de la situation et par la cravate qu'il avait mise pour la circonstance. La nation, l'oeil vissé sur les écrans de télé se sentait embarquée enfin à nouveau sur l'attelage fougueux de l'Histoire. Moment exaltant où les plus sceptiques, les bileux caractériels y allèrent de quelques larmes dans leur soupe. Des voisins fâchés depuis deux ou trois générations s'embrassèrent publiquement. Comme en notre bon pays beylical tout est argument pour ne pas travailler et faire la fête, il fut décidé de libérer les fonctionnaires, commerçants et autre composantes de la force de travail nationale de leurs obligations. On festoya à qui mieux mieux. Les citoyens beylicaux profitèrent au maximum des multiples agréments offerts par notre si charmante contrée beylicale. □

(1) extrait de « Voix multiples » revue poético-littéraire. Autoédition Oran 1981

« Sans Frontière » vous propose d'écrire la suite de ce conte. Le meilleur sera publié avec en prime un abonnement pour une année !

Sans Frontière vous propose une longue dérive musicale et poétique des îles Caraïbes, de la Casamance, au Portugal en passant par la Kabylie et Nancy...



AFRO-CADENCE

Les Gramacks le 27 janvier à la Mutualité à 20h. Le groupe s'est formé en 1972, à Saint Joseph, île de la Dominique, il est composé de 7 musiciens. Après des années de galère en Guadeloupe, dans les îles Caraïbes, des enregistrements de 45T et de 33T, ils décident de s'installer en France. Dès 1979, à peine arrivés, ils font une série de concerts, suivie d'une tournée Sud-américaine, des îles Caraïbes et en Tunisie où ils ont été ovationnés par un public en délire.

Avec « *Politick* », ils font très fort. Un son « afro-cadence » étonnant. Vous serez ébahis et vous allez vibrer, car les gramacks sont d'excellents musiciens riches de créativité et capables de composer toute forme de musique liée à leur racine...

UN GRIOT POÈTE

Francis Bebey le 21 janvier à la MJC de Ris Orangis. Bercé autant par la musique de Bach, Haendel, Villa-Lobos, Ségovia que par la musique africaine aussi familier de Descartes, Montesquieu que de Bigoro Diop ou de Senghor, le guitariste camerounais, Francis Bebey qui est aussi poète, écrivain et ethno-musicologue, est un apôtre fervent du fameux « dialogue nord-sud ».

« Je considère la guitare comme l'un des rares instruments européens à s'insérer vraiment sans complexe ni fausse note dans la vie musicale africaine » nous déclare-t-il. Francis Bebey ne cesse de découvrir dans sa guitare des vertus insoupçonnées. Chaque concert est fabuleux.

ÇA CAVALE

Charlélle Couture. Tom Novembre. Ça cavale.

Tous deux, comme des frères sont peintres, chanteurs et jouent la comédie. Ils savent à merveille nous parler du quotidien avec humour et poésie.

Tom Novembre est un raconteur d'histoires, celles qui peuplent notre vie de tous les jours. Ces incidents mineurs qu'il sait rendre passionnants. Novembre met ses chansons en scène, les fait produire par Couture dont il utilise les musiciens, y mélange reggae, variété et rock. Les mots, le piano, les claviers et l'harmonica ajoutent un zeste d'ironie pour ne pas sombrer dans la déprime. Quand à Couture, il nous chante des magnifiques chansons d'amour sans mièvreries. Il nous parle naïvement des sentiments réels sans tricherie. Couture c'est le blues de l'ennui, « qu'est ce que j'peux faire, j'sais pas quoi faire » un leitmotiv tiré d'un film de Godard que nous chante à merveille Couture à écouter le dimanche par un

après midi de chien.

Tom Novembre jusqu'au 30 au Déjazet (Paris) et Couture une grande tournée hexagonale.

ON VERRA ÇA

A la Chapelle des Lombards, 19 rue de Lappe, Paris 11^e, jusqu'au 29 janvier à partir de 22h30 **Touré Kunda**.

Le groupe des frères Touré Kunda, Ismael, Sixu et Amadou, sont sénégalais et chantent en wolof, soninke et le diola sur une musique où les talkings dreams rencontrent le beat du reggae. A ne pas manquer. « On verra ça » n'est-ce pas Touré Kunda ? N'hésitez pas si vous aimez l'amour, le soleil, le rhum et bien sur la salsa, vous allez être pris par un vertige de la danse afro-caraïbe avec le groupe **Aghabia** à partir du 1er février au 26/2 toujours au même endroit dans cette boîte afro-spanish-portoricain et caraïbe qu'est la Chapelle des Lombards.

LE FIL DU SAVOIR

En 1980, **Jacques Weber** avait présenté à Lyon, dans un café-théâtre puis au Théâtre du 8ème dont il est l'animateur-directeur, « Deux heures sans savoir », un spectacle où, seul en scène avec pour unique langage « sa liberté et ses mémoires », le talentueux comédien faisait alterner grandes scènes du répertoire, poèmes et ses propres textes... au fil de son humeur.

du 18 au 29 janvier au théâtre de la Ville, 2 place du Chatelet, Paris.

GRAFFITI EXPRESS

Africa Niamacala aux Gémoux dans le ville de Sceaux à 20h30 le 22 janvier. Une troupe africaine de l'Ouest : musiques et chants et danses.

Fawzi Al Aiedy à Caen le 29 janvier.

Ce musicien né au croisement de l'Euphrate et du Tigre à Bassorah s'exprime alternativement au hautbois et par le chant.

SELECTIONS:

Mohamed Nemmiche

La Caverne D'Aligre, 89 ter rue de Charenton Paris 12^e nous propose ce mois un Festival de Contes jusqu'au 29 janvier... 3 conteurs par soir... des histoires comme dans le bon vieux temps au coin du feu...

Du 18 au 22 **Kapia**, conte africain ; **Tsvika** conte d'aujourd'hui ; **Patrick Lambert** et **Catherine Nicolai**, conte du chat qui rêve.

Du 25 au 29 : **Catherine Zarvate** conte des mille et une nuit ; **Ben Azzouz**, conte arabe. Théâtre à bretelle, colporteur d'images.

Menguellet à Paris et à l'Olympia le 22 et 29 janvier dès 14 heures.

Inspiration puisée du sérail où mélodie, textes, composition musicale ont trouvé consécration en Algérie.

Un poète aussi, « contestaire », qui rappelle qu'un autre compositeur berbère **Ferhat** ne sera pas de si tôt à Paris. Aux dernières nouvelles son passeport lui aurait été confisqué...

Brahim Izri avec ses danseuses au théâtre municipal de Montpellier le 12 février à 21h et le 13 février à 17h. D'après Sylvie d'Inter service migrant, les danses sont très belles. Danses traditionnelles avec une création originale de chacune d'entre elle pour ce spectacle.

Fernando Marques une admirable voix du Portugal une musique et des chants aux couleurs des oeillets. Il sera au théâtre municipal de Montpellier le 22 janvier à 21h et le 23 janvier à 17h.

Apartheid Not, le groupe africain de la région de Nantes. Ce fabuleux mélange de Reggae, de calypso et d'autres rythmes enivrants seront le 11 février à Bordeaux à la salle du Grand parc.

15 février à la salle de la piscine et le 17 février au club le Pacha. Alors attention les Bordelais, c'est dix mille fois mieux que votre vin. Vous allez vibrer !

Le groupe **les Quilapayun** le 10/2 au CAFRP à Paris 15 et notre petit groupe préféré pour ses percussions remarquables c'est **Zaka Percussions** le 9/2 à Lons Le Saunier au théâtre

Théâtre

TNP Villeurbanne : « *Frédéric, prince de Hombourg* » de Heinrich von Kleist, une création du TNP, mise en scène de Manfred Karge et Mathias Langhoff - « *L'histoire d'une condamnation à vivre* », 2 janvier au 15 février. *Entretien avec M. Saïd Hammadi*, ouvrier algérien, par le théâtre national de Chaillot, mise en scène d'Antoine Vitez du 4 au 29 janvier - « *les Bas-fonds* » de Maxime Gorki, par le théâtre de la Salamandre du 18 au 23 janvier.

Théâtre 14 : 20 Avenue Marc Sangnier - 75004 Paris. Jusqu'au 26 février « *Une minute encore* » de Patrick Besson, une comédie en quatre actes. Dans la distribution nous retrouverons entre autres Corinne Dacla et en particulier Mehdi. Personne n'a oublié la série à la télévision. Mehdi, jeune algérien, travaille aussi comme réalisateur de cinéma et poursuit sa carrière de comédien au théâtre.



Expos

Photographies : Gilles Peres expose sur le thème des « *Fêtes du carême au Guatemala* » au Centre Kodak d'information, 28 Avenue Georges 5, jusqu'au 14 janvier.

Martine Barrat : Au coeur de Harlem, Martine Barrat nous ramène photos et documents vidéos, travail réalisé pour et avec les jeunes de Harlem et du Bronx. C'est l'occasion de vivre une tranche de vie new-yorkaise avec ses joies et ses déboires. Au musée d'Art Moderne, avenue du Président Wilson. Paris.

Au Tep : Jusqu'au 23 janvier « *L'essuie-mains des pieds* » d'après le roman de Gil Ben Aych. Tep : 17, rue Malte Brun - 75020 Paris, tél : 636 91 02.

Limoges : Centre théâtral du Limousin : « *La poudre aux yeux* » de Labiche, mise en scène de Nicolas Seneau jusqu'au 4 mars - « *Le soleil a disparu* » spectacle pour enfants, coproduction CTL et théâtre des 4 saisons jusqu'en mai 83.

Montbéliard : Centre d'action culturelle : « *Pelouses interdites* » création par l'atelier de l'Exil, le 19 janvier. Le mime Pradel le 14 janvier. « *Si jamais je te pince, j'invite le colonel* », le 21 janvier.

Théâtre de l'Est parisien : « *L'oiseau vert* » de Carlo Gozzi, mise en scène Benno Besson jusqu'au 7 février. Lundi 17 janvier, 20H30 au Tep : **Dario FO joue histoire du tigre et autres histoires par Franca Rame.**

Ciné-choix

Les dieux sont tombés sur la tête, film réalisé par Jamie Uys. Un film du Botswana qui a eu le premier prix en 82 au festival de l'humour à Chamrousse.

Ce film montre des noirs et des blancs aussi benêts les uns que les autres. Le réalisateur présente tous les humains comme de petits insectes, un peu ridicules.

Les Sacrifiés : De Okacha Touita

Dont la sortie est le 16 février. Le film d'Okacha est une brèche dans le mur du silence, c'est la première fois qu'apparaissent ces luttes intestines qui traversèrent le mouvement nationaliste algérien (FLN/MNA) dont Paris fut le théâtre Sanglant.

Diner de Barry Levinson.

La fin de l'époque d'Eisenhower. Une génération passée au crible par celui qui fut un temps de collaborateur de Mel Brooks. Un portrait sans complaisance de l'Amérique à travers cinq collégiens.

Clémentine Tango de Caroline Roboh avec Claire Pascale, François Helvey...

Charles, jeune étudiant, part à la recherche d'une ancienne maîtresse de son père et découvre... Pigalle ou vit étrangement préservée une adolescente.

Danton d'Andrei Wajda.

Avec Depardieu. Déjà primé par le Louis Delluc, *Danton* est une somme d'histoire et somme d'histoires et d'événements, vue avec l'œil du Wajda de la terre de la grande promesse.

Le Vent de Souleymane Cissé.

Dans une ville d'Afrique deux étudiants cherchent leur voie dans une société en pleine mutation dont les structures se désagrègent lentement. Lui est orphelin et descendant d'un grand chef traditionnel de la région, elle est la fille d'un des représentants du pouvoir, un gouverneur militaire.

Le Japon de François Reichenbach

Un documentaire sur les coutumes des japonais, encore peu et mal connues. Des images étonnantes et choquantes pour les âmes sensibles.

Griffith à Beaubourg : Une rétrospective du cinéaste américain D.W. Griffith (1875-1948) organisée par le Centre Georges Pompidou, le Musée d'Art Moderne de New-York et

la cinémathèque Universitaire de Paris. Du 2 au 19 février, 5^e étage.

Moonlighting

Film polonais de Jerzy Skolimowski.

Quatre ouvriers polonais débarquent à Londres pour rénover l'appartement de leur patron lorsqu'arrive le 13 décembre 1981. Etat de guerre en Pologne. Un seul ouvrier apprend la nouvelle car il comprend l'anglais... Il décide pour le bien du groupe de garder l'information pour lui.

Un film très bien fait, sur un problème d'actualité sans caricatures. A la fin de la séance nous sortons étonnés et on se questionne...

Antonieta de Carlos Saura.

Antonieta (Isabelle Adjani) est une mexicaine du début du siècle qui, après une enfance dorée, s'engage, à la mort de son père, architecte qui édifie la colonne de l'Indépendance à Mexico, dans le combat pour la renaissance de son pays.

Ecrit par Jean-Claude Carrière, collaborateur de Bunuel, le scénario réunit Isabelle Adjani et Hana Schygulla dans un univers insolite, le monde de Saura.

La Courtisane de Robert Z. Léonard et **La femme aux deux visages** de George Cukor.

Une occasion de revoir ou de voir deux films peu connus de Greta Garbo. Deux aspects de la légende de la grande actrice suédoise aux côtés de Melvyn Douglas et Clark Gable.

Triptyque de Ali Kahmraev

Une chronique sur le Maghreb sur laquelle on reviendra dans le prochain numéro.

Tom Jones de Tony Richardson. 4 oscars, 2 golden Globe Awards, prix d'interprétation à Albert Finney à Venise... Bref, plusieurs fois primé pour la réalisation, le scénario, la musique... *Tom Jones* c'est, dans le Somerset du 18^e siècle, les histoires rocambolesques d'un bâtard qui n'en était pas un et qui risqua... sa tête.

Tony Richardson, qui fut à l'origine du « Free Cinema », est l'un de ceux qui apportèrent un souffle nouveau au cinéma britannique. Auteur de *Mademoiselle* et du *Marin de Gibraltar* d'après Jean Genet et Marguerite Duras, il imposa des acteurs comme Vanessa Redgrave et Richard Harris.

timent de bonne conscience », mais simplement pour dire que ma porte et mon cœur sont ouverts à tous et à toutes.

Amitiés fraternelles.

Bickart Yups
67000 Strasbourg

1982: Le racisme présent en France?

- Le 22 mai 1982 à Ajaccio, Mohamed Tabar, marocain, est blessé à l'épaule par un coup de fusil.
- Le 24 mai 1982, toujours à Ajaccio, Omar Arai, marocain, et son ami tunisien Messaoud Ferchichi, sont assassinés de deux décharges de chevrotine en pleine rue.
- Août 1982, un restaurant maghrébin à Bastia fut la cible d'un attentat à l'explosif.
- 23 octobre 1982, à Nanterre, Abdenbi Gueniah, blessé par une balle tirée par un voisin, est décédé le 6 novembre.

Des actes racistes, certes, mais ce sont avant tout des actes criminels voire terroristes. Car à partir du moment où il est question d'explosifs ou d'armes, et où des personnes totalement innocentes sont la cible, on ne peut trouver d'autres qualificatifs à ces agissements.

Un certain nombre d'explications - et non pas des raisons - peuvent être avancées. Mais avant tout, il faudrait faire la remarque suivante. Le racisme en Europe a connu une certaine évolution, en ce sens qu'il est passé du stade passif au stade actif. Effectivement, il y a une dizaine d'années, le racisme exprimait une sorte d'intolérance de la part des autochtones à l'égard des étrangers. Cela se manifestait notamment au niveau administratif, et aussi au niveau social. Phénomène qu'on peut rencontrer encore de nos jours. Le cas le plus fréquent est celui du logement. Beaucoup d'immigrés se voient refuser des appartements pour raison raciale. Mais cela n'exclut pas pour autant l'existence d'une violence raciste.

Aujourd'hui, on ne se contente pas de lever des slogans anti-arabes en particulier en Corse où on peut lire sur les murs de Bastia ou d'Ajaccio « Arabi Fora » (Arabes dehors), on passe à l'action : assassiner et plastiquer.

Devant un tel cynisme révoltant et sans vergogne, on ne peut s'empêcher d'exprimer son désarroi.

Reste à savoir, pourquoi est-on raciste ?

Un grand nombre de français ou d'européens en général, qui par ethnocentrisme ou par mépris, assimilent souvent le terme immigré à celui de délinquant. Pour d'autres plus xénophobes, toute personne venant de l'autre côté de la Méditerranée est automatiquement une personne « non civilisée » et par conséquent - suivant le même raisonnement - elle n'a pas sa



Antonio Nodiz

place dans la société occidentale.

Ma foi, ces deux jugements sont dénués de tout fondement, mais expliquent par ailleurs le fait que la majorité des immigrés en France soit marginalisée.

En tout état de cause, plusieurs facteurs, tels que la différence des cultures, des religions, les conditions de vie, le manque de communication... sont essentiellement à l'origine d'actes racistes et de certaines attitudes abominablement désagréables à l'encontre des immigrés. A cela, il faudrait ajouter les problèmes économiques que connaît actuellement le monde occidental, car il n'est pas sans importance de souligner qu'avec la crise économique en Europe, les réactions se font de plus en plus agressives à l'égard des étrangers appelés « Citoyens de Seconde Zone ».

De ce fait, l'ébauche d'une solution du problème du racisme, ne dépend pas uniquement de la sortie de cette crise, mais aussi de la volonté populaire et d'une prise de conscience du danger que représente la dégénérescence d'un tel problème.

Boubker Sekhr

**Les colonnes
de Sans Frontière
vous sont ouvertes.**

Nous attendons :

- vos lettres, poèmes,
points de vue
- vos suggestions,
propositions,
impressions ...

**Immigration
et révolution**

Nouveau lecteur de Sans Frontière, je vous envoie mon point de vue sur le racisme.

Le racisme n'est pas ancré dans l'être

humain mais il naît avec certaines façons d'organiser la société.

Les sociétés basées sur les cloisonnements sociaux, le profit et la hiérarchie de l'argent secrètent de multiples racismes et fabriquent des anticorps législatifs et policiers : elles sont malades.

La lutte contre le racisme à l'égard des immigrés doit donc remettre en question la société toute entière. Les immigrés ont un regard neuf et perçant sur les problèmes des sociétés techniquement évoluées mais humainement dégradées ; ils sont un facteur d'émancipation des sociétés socialement retardées.

Les immigrés dérangent car leur insertion véritable prélude à une décolonisation intérieure des mentalités et des structures sociales. On leur doit beaucoup.

Secouet Patrick
82000 Montauban

Interrogations pratiques

Je vous prie d'insérer dans votre journal cette lettre à l'attention de Monsieur Maul M'BA Abessolé, Président du MORENA (Gabon) que Sans Frontière, votre journal avait rencontré et publié l'interview.

Monsieur le Président,

Nous avons tous été heureux de lire l'interview que vous avez accordé au journal Sans Frontière après les lourdes peines infligées aux cerveaux du MORENA. A travers vous et bien d'autres, nous sommes convaincus que la lutte continue contre le pouvoir sanguinaire, corrompu et tribal de Libreville et son dictateur.

Conscient qu'il faille réunir toutes les forces du pays pour venir à bout de ce pouvoir, il convient donc de réunir toutes les forces y compris celles qui ont travaillé jusqu'ici parallèlement au MORENA ; sympathisant donc de votre mouvement car il nous faut tous beaucoup de forces, j'aimerais au nom de tous mes amis vous poser quelques questions :

Comment obtenir le livre blanc du MORENA ? Si Bongo refusait de libérer tous vos militants emprisonnés aujourd'hui, quelles mesures comptez-vous prendre en vue de leur libération ? Quelle solution au cas où Bongo continue de refuser l'exercice normal de la Démocratie ? Si non, comme nous le prévoyons, envisagez-vous comme nous autres une solution militaire ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mon profond respect.

Maurice Zefimbi
Etudiant gabonais à Lille

Angoisses dissipées?

Pour commencer : mes chaleureuses félicitations pour les deux nouveaux « mensuels » Sans Frontière. D'abord pour la métamorphose de la présentation. Je reçois beaucoup de revues : le nouveau S.F. y fait figure de périodique de grande classe. L'équipe responsable, qui si justement met en garde contre tout « misérabilisme », mérite bien ce modeste feed-back élémentaire.

Bravo donc, pour le costume neuf. Mais il y a beaucoup plus, plus facile à sentir qu'à analyser : sans cesser de dénoncer les injustices, les manquements aux promesses, les atroces mépris de l'Homme, et de la vie des hommes (o la divine maxime de Frantz Fanon sur la couverture ! Je pèse mes mots), le ton de l'ensemble des articles, des études, des analyses, l'équilibre des suggestions et des hypothèses, préfèrent une profonde dignité humaine à ce qui parfois, antérieurement, me paraissait suggérer la déprime, et peut-être la désespérance et la violence, surtout chez des jeunes aux blessures à vif, parmi les lecteurs.

Au point... (me pardonnez-vous cette franchise ?) que je comptais, il y a quelques temps ne pas renouveler mon abonnement. Chers amis, suis-je un trop lointain supporter ? Pour me permettre de vous dire du fond du cœur : « continuez dans l'Esprit de Louis Gallimardet ! ».

Très fraternellement.

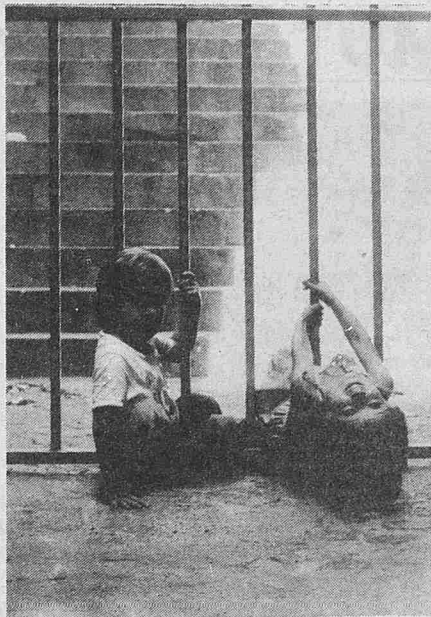
Antoine de l'Escale
La Malgrange
54140 Jarville

Interêt et réserves

Veillez trouver ci-joint un chèque de 100 F, comme participation de ma compagne Chantal Bourgeois et de moi-même à votre souscription.

J'en profite pour vous féliciter de la qualité du dernier numéro qui m'a paru à la fois intéressant dans le choix des sujets, et juste dans le ton. En tant que militant du PSU votre proposition en faveur de l'organisation d'un scrutin pour les municipales m'a particulièrement intéressé.

Néanmoins, j'ai été surpris par le contenu de votre article sur Madagascar, qui faisait l'impasse sur les problèmes politiques du pays et accordant, à mon sens trop vite, un brevet démocratique et socialiste au régime. Les échos reçus de là-bas de la part d'amis qui y travaillent de longue date, en particulier dans le secteur éducatif et qui sont résolument favorables au processus indépendantiste, et socialiste choisi par le pays, font preuve de plus de scepticisme sur la nature du régime et sur le crédit qu'il faut accorder à son discours « socialiste et scientifique ». Bienveillance et complaisance doivent être



distinguées et une analyse plus critique de la gestion du pays par l'équipe en place aurait été bienvenue.

Je vous renouvelle nos souhaits fervents et cordiaux pour l'avenir.

B. Wallon
92250 La Garenne Colombes

Erreur dans le tir

Merci pour votre dernier numéro concernant le droit de vote.

Au lieu de faire bénéficier d'une révision de carrière les généraux OAS qui se sont dressés contre la République et ont été cause d'assassinats et de folie meurtrière, le Conseil des Ministres et le Gouvernement auraient dû plutôt honorer la promesse faite par le Parti Socialiste et son ex-Premier Secrétaire d'accorder le droit de vote aux immigrés pour les élections municipales. Alors qu'il serait bon de donner à des centaines de milliers d'hommes et de femmes quelques responsabilités civiques, les études nécessaires, les consultations avec les principaux intéressés n'ont même pas été amorcées.

Je vous prie de croire à mes sentiments les meilleurs.

Huges Journès
Président de l'ASTI
St Denis-lès-Bourg

Loin des yeux près du cœur

Perdu dans un petit village de Dordogne, loin du fracas des grandes villes et des manifestations diverses en faveur des immigrés, « S.F. » représente pour moi une fenêtre ouverte sur le monde de mes semblables. Grâce à vous, je suis tenu au courant de ce que mes frères entreprennent à travers la France.

J'assiste souvent en spectateur à tous

les mouvements qui se développent pour la défense des immigrés, mais parfois je vibre de tous mes membres et je suis de tout cœur avec eux.

Je voudrais, par ce petit mot, vous apporter ma reconnaissance pour l'immense travail que vous faites, vous encourager à continuer car beaucoup de lecteurs comptent sur vous. Malgré les difficultés rencontrées, je suis sûr que vous réussirez si Dieu vous aide, In ch-Allah !

Bon courage !

P.S. : Pourriez-vous me dire quand est prévue la prochaine parution de S.F. ? dernier numéro que j'ai (n° 72) indique Décembre-Janvier. Faut-il attendre Février pour avoir d'autres nouvelles ? En espérant que vous aurez assez de ressources pour redevenir un hebdomadaire.

Zarrougui Abdelaziz
24120 Terrasson

N.D.L.R. : La formule d'un mensuel en format magazine semble la plus adaptée à la conjoncture d'aujourd'hui. « S.F. » paraîtra donc à chaque mois, vous le trouverez en kiosque régulièrement le 15. A moins que...

Droit de vote

Je lis souvent Sans Frontière, et dans le numéro de novembre, vous avez demandé d'écrire au sujet du vote des immigrés.

Pour moi, anarchiste pacifiste, c'est un droit naturel que de donner son avis qui que l'on soit, où que l'on soit.

Voici 26 années que je dis et depuis longtemps je me bats pacifiquement (paradoxe) contre des injustices, certes ce n'est pas pour me glorifier que je vous écris ou pour me donner « un sen-



Antonio Nodiz

TOUT AZIMUT



Cinéma et racisme

Semaine du film contre le racisme. Studio St Séverin 12, rue St Séverin, 75005 Paris. Tél. 354.50.91. Du Mercredi 26 janvier au mardi 1er février 1983.

Mercredi 26 janvier 1983 : « Rossi et la grande ville » de Gloria Behrens.

L'histoire d'une petite fille qui quitte sa campagne natale pour Berlin. Le choc de la rencontre avec l'univers de la grande ville, les immigrés... Un film pour enfants et adultes.

Mercredi 26 janvier 1983 : « Avoir 20 ans dans les Aurès » de René Vautier.

Le grand film sur la guerre d'Algérie et sa place dans nos mémoires. On ne peut oublier et occulter cette partie de notre histoire.

Jeudi 27 janvier 1983 : « qui chante là-bas » de Svobodan Sijan (Yougoslavie). Film à 14h45, 17h30, 19h15, et 21h. En 1941, à la veille de l'attaque allemande, un veil autocar tente de rejoindre Belgrade. Seuls deux jeunes Tziganes qui se trouvent à l'intérieur du bus vont conserver, malgré le

racisme, humour et ironie...

Vendredi 28 janvier 1983 : « La dernière tombe à Dinbaza » de Nana Mahomo (Afrique du Sud, 1975). Séances à 14h, 15h30, 17h, 18h30, 19h45, et 21h.

Le réquisitoire le plus documenté sur l'apartheid et les mécanismes d'oppression en Afrique du Sud.

Un film clandestinement...

Samedi 29 janvier 1983 : « De Gorée en enfer » (20mn) de Bob Thénio. Musique et dessins d'Henri Guédon.

La traite des esclaves noirs depuis l'Afrique jusqu'en Amérique. Un film inédit.

« Coco Lafleur, candidat » de Christian Lara.

Comment un doux rêveur va être manipulé à l'occasion des élections législatives aux Antilles. Un film à l'humour décapant.

Audiopradiif, 14 rue de Nanteuil, 75015.

Stages : 22/23 janvier : Prise de vues sonores (12-13 février) ; 29/30 janvier : Montage et sonorisation (19-20 février).

Le coût du stage est de 600 francs pour les deux week-end.

Revue des revues

Impérialisme : Le bulletin du Centre Rennais d'information pour le développement et la libération des peuples, CRIDEV, consacre une grande part de son numéro de janvier 83 aux Philippines. Un dossier pour comprendre comment l'héritage déjà lourd de la colonisation est encore aggravé par la « gestion » économique et politique désastreuse de la dictature actuelle. En complément, une enquête sur l'impérialisme (les impérialismes ?) et ses conséquences sur l'économie du Tiers-Monde. Une analyse de la situation mondiale actuelle.

CRIDEV, 41, avenue Janvier - 35100 RENNES. Numéro : 8Frs, abonnements : 45F, soutien : 80F.

Migration internationales : Guide des sources, documentaire en France. Mieux connaître les organismes officiels et les associations privées.

Centre de documentation Sciences humaines, 54 Bd Raspail. BP 140 - 75260 Paris cédex 06.

Proche Orient et Tiers-Monde : n°4, dossier : FES, un pas vers la paix. Revue bimestrielle d'études et de relations internationales du Proche-Orient. 10, rue St Marc. 75002 Paris - Tél : 233.86.61.

Expressions Immigrées : Mensuel de la FASTI, dans ce n°6 un dossier sur le logement. 4 Square de Vitruve. Paris.

Homme et migration : Au numéro 1043 : un dossier sur l'information des travailleurs immigrés en vu de la réinsertion dans leurs pays d'origine, laquelle débutée en 74 a touché peu de monde, tu m'étonnes uniquement 2.000 personnes en sept ans. Dans ce bi-mensuel d'autres dossiers.

40, rue de la Duée, 75020 Paris.

Histoires belges : Santé Immigrés est une brochure bimestrielle, éditée en Belgique. Dans son numéro de décembre 82, sont publiés les résultats d'une enquête réalisée auprès de femmes immigrées sur les consultations de nourrissons. Quels sont leurs besoins et quelles réponses y apporte-on ? un important dossier sur l'accueil des réfugiés du Sud-Est asiatique, les problèmes d'adaptation et de santé qu'ils rencontrent.

Santé Immigrés, 58 rue Malibran, 1050 Bruxelles. Numéro 40 Frs belge.

Le Cri des Hommes, de la fédération internationale des droits de l'homme... Europe, médias et droits de l'homme Tibet, les enfants du Ladakh.

Nordeste : Revue trimestrielle éditée par le centre d'action culturelle de Montbéliard. Une revue consacrée aux problèmes liés à l'action culturelle...

Deux dossiers au sommaire : la première manifestation internationale de vidéo et l'autre, « Pelouses interdites » ou l'histoire de Leila et d'Aïcha.

Centre d'Action Culturelle - 12 rue du collège - 25200 Montbéliard.

Al Bouraq, bulletin d'information des français musulmans. Dans ce numéro 0, il est question de la poésie aux problèmes scolaires, du racisme à l'Islam et de petit flash d'information de tous genres.

Foyer Marx Dormoy, Place Gabriel Péri 76120 Grand Quevilly.

Rappelons qu'il existe le « Rappel », organe de la Convention nationale des Français musulmans et que Ahmed Kabersili continue d'éditer le « Clin d'Oeil ».



MARSEILLE



Dans le cadre de ses activités, le C.I.D.I.M. organise une rencontre-débat sur le thème « Conditions et vie des filles immigrées » avec Leila Sebbar et la participation de groupes de filles de Marseille et de la région. Rencontre-débat à 15h le Samedi 28 janvier, 9 rue de la Rotonde. Tél. 62.58.93. Marseille.

Les aspects sociaux et psychologiques de l'adaptation font l'objet d'un stage du CMSSM les 27 et 28 janvier. Il faut s'inscrire avant le jeudi 13 au 23, rue du Louvre - 75001 Paris. Tél : 233 24 74

Le GRECO migrations internationales (CNRS) organise à Grenoble un colloque sur le thème : Bilan de l'émigration algérienne. Il se tiendra à la M.P.S. sur la campus de l'Université à St martin d'Hères. Tél : (76)42.02.27. Les 26 et 27 janvier... Inscriptions auprès du Greco, 82 rue Cardinet 75017 Paris, (1)267.07.60.

C.L.A.P.

UNESCO
7 place de Fontenoy
75007 Paris

Samedi 22 janvier

9h Accueil des participants

Ouverture du colloque

- Histoire et sociologie de l'immigration en France avec le concours de Madame M. Rebeyriou, Vice-Présidente du Musée d'Orsay, et de Monsieur M. Guillaume, Professeur à l'Université de Paris-Dauphine, Maître de conférence à l'Ecole Polytechnique.

- La revendication interculturelle par Monsieur X. Cuhe, Administrateur du CLAP.

14h Présentation et introduction des travaux en carrefours.

16h Travaux en carrefours

- Carrefour numéro 1 (animateur : X. Cuhe)

L'école, la formation des adultes

- Carrefour numéro 2 (animateur : J. Kunstler)

La section parisienne de l'UTEG t'invite à participer à « on ti ap-wé midi » culturel et d'information où nous aurons l'occasion de vous projeter un montage diapos sur la Guadeloupe d'aujourd'hui avec des images sur l'état de dégradation avancée de l'économie guadeloupéenne et des conséquences dramatiques que cela engendre pour notre peuple resté au pays.

Nous finirons cet après-midi par une animation de notre Groupe culturel avec des sketches et du gros ka.

Dimanche 23 janvier de 14h à 19h à L. A.G.E.C.A. 177 rue de charonne 75011 Paris M° A.Dumas.

Formation Educateurs spécialisés, jusqu'au 18 mars 83, les salariés peuvent s'inscrire à l'institut de formation d'Educateurs Spécialisés, 3 avenue Victor Hugo, 38130 Echirolles, les épreuves auront lieu en septembre prochains. Joindre une enveloppe 26/33 affranchie à 4,50F. L'accord de l'employeur est nécessaire.

Le centre culturel Nedjma, 69 rue Boissière Paris 16ème. Tél 500.92.17.

Après un an de cours d'Arabe pour enfants et adultes. Le centre ouvrira dès le 20 janvier, un atelier d'artisanat pour femmes et un atelier de danses et de musiques...

Cours de danses africaines corporelles originaires de Mauritanie, du Mali et de Sénégal aura lieu au 6 passage Charles Dolley. 75011 Paris Voltaire. pour tous renseignements : Mme Hélène Hily 805.90.53.

VERS UNE SOCIÉTÉ INTERCULTURELLE

Les lieux d'expression culturelle
Dimanche 23 janvier

14h Table ronde animée par Manuel Dias

- Problèmes posés par la société interculturelle avec le concours de personnalités représentatives de différentes cultures.

16h Séance de clôture sous la Présidence de Monsieur Jack Lang Ministre de la Culture

20h Spectacle interculturel

Théâtre de l'Eldorado 4 boulevard de Strasbourg 75010 Paris avec le concours de avec le concours de :

Mouloudji

Nassel Riwam

Les ballets Lemba

Los Caimanes

Théâtre du Levant

Carte de Séjour

et VITORINO et son groupe

Radio Hertz

Radio Beur sur 107mhz.

Une radio qui beurifie les ondes hertziennes de sons étranges et de rythmes délirants. Accrochez vous à votre bande FM et c'est parti pour un voyage chez les Beurs.

Lundi de 21h à 23h : *Marteau piqueur*, attention les oreilles, une émission de rock par Djamel.

Vous vendez une bagnole, vous cherchez un appartement ou tout simplement vous cherchez à rencontrer une jeune beurette et bien avec *Contact inter-beurs* c'est possible de 19h à 20h30 avec Aïcha.

Mardi : à partir de 20h30 : *Parloir sans sept*, émission destinée à tous les taulards.

Mercredi : du matin à l'après midi, une journée au monde des enfants. De 21h à 23h émission à caractère social.

Jeudi : de 18h à 20h, à l'écoute des femmes avec Samia et Sadia de 21 à 23h le *Chaâbi* avec Mokthar.

Samedi : de 10h à 12h : *L'Islam aux pluriels* de 14h30 à 16h30 : *Fenêtre ouverte* avec Samira de 20h00 à 22h : *UN Beur une culture* avec Ahmed.

Dimanche : de 15h à 17h l'émission qui bouge et qui reveille *inter-rythmes* avec la

savoureuse Linda (elle n'aime pas les gâteaux industriels...) et Whayba.

De 17h à 19h : *Kaléidoscope* : un voyage musical dans le monde ; de 20h à 22h : *Canon*, contes berbères de Kabylie.

Pour tous contacts : B.P. n°71, 93102 Montreuil. Tél 287.93.00.

Valence

Radio MEGA (99mhz) : installée à Valence, cette radio ouvre son antenne aux cultures étrangères tous les vendredis de 18h à 21h, une émission réservée « aux communautés maghrébines ». D'autre part tous les samedis de 20h à minuit une autre émission est consacrée au monde Arabe en général... Pour tout contact radio Méga (75)56.89.30.

Grenoble

Radio Tropique. Cette radio qui a interrompu ses émissions depuis la fin octobre pense les reprendre le 1er février sur 98mhz de 18h à 23h le dimanche.

Radio Kaléidoscope, après une petite panne qui a nécessité un arrêt des émissions. Et bien vous pouvez de nouveau entreprendre un voyage hertzien en technicolor sur 27mhz de 17h à 23h sauf le dimanche (c'est le jour du seigneur).

Naissance : *L'Union des Socialistes d'Afrique et des Caraïbes en France* a donné naissance à un bulletin mensuel qui porte le nom de l'association : **USACIF**. Ce journal se veut le porte-parole des Noirs d'Afrique et de ceux de la Diaspora (Antilles, Guyane DOM-TOM) qui résident en France. Son but : apporter des propositions concrètes de coopération tant économique que culturelle, favoriser les échanges entre la France et les pays d'origine. « Socialiste de coeur », cette association ne se veut pas appendice du PSF, mais moteur d'un échange approfondi entre les pays concernés.

Les activités culturelles seront également privilégiées, ainsi que la qualité de la vie associative, à travers l'accueil d'adhérents et d'associations voulant se joindre à eux.

USACIF, 190, avenue Jean-Jaurès - 75019 Paris.

Bruxelles

Hajitkoum G.I.A.C. rue rogier 228, 1030 Bruxelles. Un spectacle le 29 et 30 janvier ainsi que le 5/6 et 12 février à 20h30 : le groupe Hajitkoum.

Audition :

Mardi 18 janvier à 9H30. 14, rue du 18 juin - 94400 - Vitry S/Seine.

« Nous recherchons un danseur d'origine maghrébienne pour un travail de longue durée débouchant sur la création - salaire assuré.

STRASBOURG :

- *Le Centre Socio-Culturel de la Montagne Verte*

- Cinéma :

- En langue arabe : une projection par mois, le lundi à 14H15.

- Alphabétisation : Deux cours de français écrit et oral sont proposés aux immigrés. Les jeudis et vendredis de 14H30 à 16H.

- Cours socio-éducatifs : Apprendre à remplir des fiches de smoins, lire les bulletins scolaires, connaître ses droits et devoirs, le lundi de 14H à 16H.

- *Le centre socio-culturel de Koenigshoffen-Hohberg* : Rue Tite-Live, tél. (88) 28.49.71.

Pour la mise en place de cours d'alphabétisation pour hommes d'origine maghrébine, le centre cherche 3 à 4 moniteurs disponibles une soirée par semaine.

Messages et annonces d'ici et là-bas. De plus c'est gratuit !

CÔTE D'IVOIRE

De la famille Kimou de Brétigny sur Orge

• Sais-tu que je t'envie ma tante Josso ? Sais-tu pourquoi ? A cause du soleil. Car ici à Brétigny il commence à faire froid. Tu as de la chance toi d'avoir du soleil tout le temps.



Josiane, à ma tante Josso

• Nous recevons rarement des lettres du pays. Et Dieu seul sait que nous en avons besoin. Alors, petit oncle Gervais, que dirais-tu si je te demandais de correspondre régulièrement avec moi ?



Oliver, à mon oncle Gervais

• Tu m'avais promis tonton Achille que nous ferions ensemble de très belles promenades pendant mes prochaines vacances. Penses-y car ça ne saurait tarder.

Prosper à Achille

• Le pays, dit-on, est de plus en plus cher et les affaires de plus en plus difficiles. Cependant, je crois que ton commerce s'en sort très bien ma chère Jeanne Asso.



Mme Germaine Kimou à Mme Jeanne Asso

• Mes enfants et ma femme viennent de faire leurs messages. Je remercie avant de commencer les miens Sans Frontière de nous accorder un tel plaisir. Que la paix soit avec ce journal qui est le nôtre ; qu'il continue de nous faire de très bons articles et que ses finances aillent pour le mieux.

• Je souhaite à Madame Jeanne Asso dont vient de parler ma femme de faire elle aussi de très bonnes affaires pendant cette année 83.

• A Arsène mon frère, un bon courage dans son travail quotidien. Je n'oublie pas aussi ses enfants.

• A Séka Vincent, d'avoir un bon boulot afin de bien s'occuper des enfants de la famille et de lui-même.

• A Assamoi Pierre, une bonne réussite dans ses entreprises ainsi qu'une bonne santé.



Kimou Michel à
Sans Frontière
Mme Jeanne Asso
Arsène Kimou
Séka Vincent
Assamoi Pierre

ALGERIE

Guermach Amar - Lycée mixte : Tizi-Ouzou. Né le 14.03.1963 aimant la musique, le football, les livres. Je désire correspondre avec des filles âgées de 15 à 18 ans.

Khalida-Jadjid sortez de votre silence. Venez humer l'air parisien. Bougez-vous il se fait tard.
El Babs

Moh-Malika. Le soleil c'est bien. Pour réveiller la neige c'est mieux. Je vous attends.
Farid

Mr Tayeb Rezig 5 villa du Grand Marché Boufarik.

J'aime le sport en particulier le tennis. La musique les voyages. Désirant être reçu et recevoir : je cherche des correspondants en France et ailleurs. Répond à tous.

Gros bisous à toute la famille de la Cité Matemare à Maghnia, à

Bouziane et les autres. De gros bisous à tata Zilhora de Hamman Boughrara. Ainsi qu'à Larbi, ses trois femmes et ses 21 enfants. Mohammed

TUNISIE

Driss souhaite une bonne année à tous les Mathlouthi de Bizerte.

Bou Ahmed. Il paraît que tu as reçu mon premier message. Alors réponds. Les messages sont gratuits. Bonjour à tous.

Mohsen de Montdéliard.

Le 15 janvier date de mon anniversaire j'ai 23 ans. Je passe le bonjour à tous mes amis et j'embrasse particulièrement Leïla, je n'oublie pas Mongi et Farouk.

Momo. Gros bisou à tous les habitants du Sidi Bousaid. Un amoureux transi du village.

Mr Mabrouk Fethi 6 avenue de la République 2070 M'Saken. 20 ans. Cherche correspondante. J'aime la musique et les voyages.

A vos statuts

«SOLIDAR'JEUNES»

Le 26 octobre dernier, à Fameck, ZUP de la banlieue nancéenne, une centaine de jeunes se retrouvaient pour parler de leurs problèmes, et l'idée d'une association avait été retenue.

Dès le mois suivant, une réunion au centre social local mettait en place un comité provisoire pour l'association «Solidar'Jeune», qui voyait alors le jour.

Qu'est ce que «Solidar'Jeune»? L'association expliquent les jeunes, a été créée «parce qu'il y a trop longtemps qu'on parle et qu'on décide à notre place, que les jeunes sont considérés comme des sous-citoyens, que nous ne supportons plus la tristesse des gens qui parlent à notre place, que nous avons envie de vivre avec un grand «V» et au moins de nous sentir bien «chez nous», à défaut d'avoir une garantie de l'emploi. Nous nous sommes rendus compte de la force que nous représentions : C'est toute une nouvelle manière de vivre qui est en train de naître entre les blocs et les caves des HLM.

Faite de cette richesse que représente la mosaïque de culture, de peuples qui se côtoient tous les jours dans la rue. Cette mosaïque doit devenir le patrimoine culturel de notre commune.

«Solidar'Jeune», à déjà mis sur pied bon nombre d'activités diverses tant dans le domaine de l'emploi (activités de dépannage en tous genres...), des loisirs (musique, théâtre, danse, soirées spectacles, camps, rencontres sportives...) que dans la vie de la cité, puisqu'à l'approche des municipales, un débat public sera organisé sur le thème : «Les Candidats et les Jeunes». L'association est ouverte à tous et toutes les jeunes de 13 à 30 ans. Pour tout contact s'adresser au Centre Social de Fameck.

On reparlera plus en détail des activités de «Solidar'Jeune» dans un prochain numéro. En attendant, si l'envie vous prend aussi de créer une association, ou de bouger d'une façon ou d'une autre, faites comme eux : faites le nous savoir ! □

M.W.

L'initiative de l'année: Un fast-food!

Il y a quelques années, la France souffrait (et d'ailleurs souffre toujours) d'une maladie honteuse, le chômage. La douce France silencieuse d'alors, repue de xénophobie et d'illusions giscardiennes, désignait comme dans un cauchemard collectif, les responsables de cette nouvelle épidémie : les Noirs, les Arabes, les basanés de toute sorte... « Ils nous prennent notre place » disaient-ils en chœur. Commence alors du côté des flics, dirigés par un ministre de l'Intérieur hyper-tendu, la chasse aux métèques. Au même moment, le Premier ministre apostrophe les chômeurs, en les invitant à faire preuve d'initiative en créant des emplois. Ironie ! Paradoxe ? Folie ? Toujours est-il que quelques jeunes loubards basanés de la banlieue nord ont entendu cet appel. Ils met-

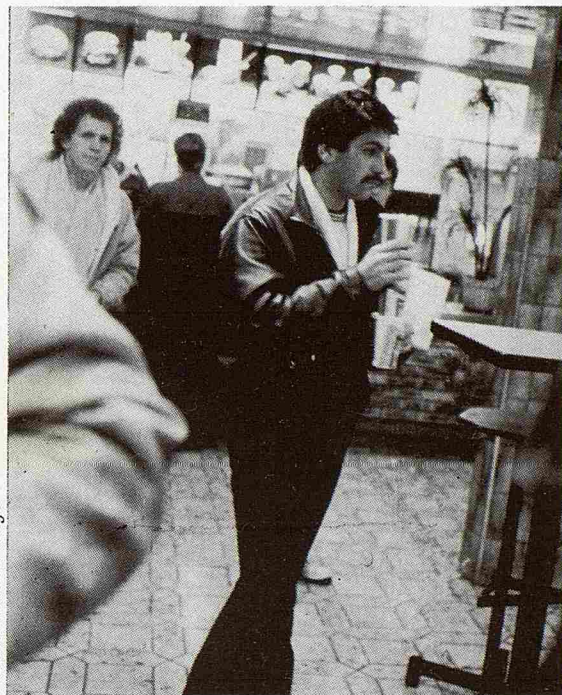


Photo Amadou Gaye



Photo Amadou Gaye

tent en branle leur imagination et lance une entreprise Fast Food dans la « Zone », là où on s'y attendait le moins. Et, mon Dieu, ça marche. Dix emplois sont créés aujourd'hui.

Ils comptent en créer des centaines d'ici trois ans, et des milliers en 1990. Comment ? Allez manger dans leur Fast Food à Argenteuil. Ils vous le diront.

Lire reportage page 17

PHOTO DU MOIS PAR AMADOU GAYE

...Sans illusions...

